

■ UNE ANNEE NOUVELLE ?

Le mot "nouveau" est souvent un mot qu'on écrit avec le sourire, porteur d'un certain optimisme, gros de promesses. Vin nouveau, vêtement nouveau, pâte nouvelle, terre nouvelle, cioux nouveaux... pour reprendre quelques expressions du Nouveau Testament.

En ce sens, peut-on parler d'année "nouvelle" ? Et pourquoi le serait-elle ? Parce que, magiquement, le 31 décembre, au douzième coup de minuit, les canons seraient devenus aphones, les ressources mondiales redistribuées, la peur conjurée... ?

Ne rêvons pas. Avant d'être une "nouvelle" année, 1981 sera une "autre" année.

"Nouvelle" elle ne le sera que si un nombre un peu plus grand de personnes se laissent décentrer de leurs intérêts immédiats par la Parole libératrice — ou par l'exigence de justice qui les habite —, se laissent mettre en mouvement en découvrant dans leur cœur et dans le cœur des autres des possibles nouveaux jusque-là ignorés.

"Ne vous conformez pas au monde présent mais que le renouvellement de votre intelligence vous transforme" dira Paul aux chrétiens de Rome. Un programme que l'on n'a jamais achevé de faire sien et d'inscrire dans la réalité.

Certains l'appelleront "conversion", d'autres "révolution". Ne nous arrêtons pas sur les mots avant de voir ce que chacun y met. Maurice Bellet par exemple :

"Où sont les vrais révolutionnaires ? Là où se fait la révolution. Et qu'est-ce donc, la révolution ? C'est de changer les fondements.

Inutile de dire que c'est une tâche peu visible : ça se passe à la cave. Peu populaire, peu connue, menée généralement par des solitaires — au mieux, par quelques équipes besogneuses et ignorées.

Il ne convient donc pas de confondre la révolution avec le théâtre de la révolution — pas plus que la foi avec le théâtre de la religion, la philosophie avec ses professeurs et la psychanalyse avec sa littérature.

Au théâtre de la révolution, les acteurs crient sur la scène, on siffle, on applaudit, on participe, le spectacle est dans la salle. Il arrive que ça mène la révolution au pouvoir, c'est-à-dire, trop généralement, à sa perte.

Mais la révolution (ou appelez ça autrement), le changement qui commence à changer le monde — pas de spectacle."

(Le lieu du combat. Ed. Desclee.)

■ BOLIVIE

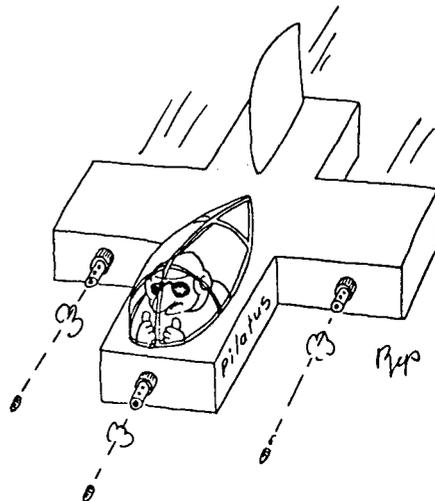
■ Un message

Au début du mois de décembre, la Conférence des Evêques suisses a adressé une lettre à la Conférence des Evêques de Bolivie lui faisant part de sa solidarité dans les tribulations auxquelles l'Eglise est exposée dans cet Etat. Dans cette lettre, signée par Mgr Cadotsch, secrétaire de la Conférence, les évêques rendent hommage à l'activité de leurs confrères boliviens en faveur d'une amélioration des conditions politiques, économiques et sociales. Avec eux, ils condamnent les atteintes à l'ordre constitutionnel et ce qui en suit, à savoir la perte de vies humaines, des actes entraînant des blessures, la destruction de moyens de communication sociale, des arrestations dont le nombre est inconnu. Les évêques suisses déplorent l'arrêt dans l'évolution démocratique et assurent de leur sympathie notamment l'archevêque de La Paz, Mgr Jorge Manrique Hurtado, victime de calomnies et de menaces, ainsi que tous les chrétiens soit arrêtés, soit disparus, diffamés. Leur sympathie va également à l'adresse des chrétiens appartenant à d'autres confessions. La lettre mentionne le pasteur Mortimer Arias, qui, depuis, a été élargi.

Aux dernières nouvelles, nous apprenons que les relations de l'Eglise avec le nouveau régime ne font qu'empirer.

■ Une menace

Nous apprenons que la firme Pilatus à Stans a reçu une commande de vingt-quatre "Pilatus Turbo Trainer" de la part de la Bolivie. Depuis début décem-



bre, on savait que le gouvernement de Meza cherchait à se procurer des avions de combat (des modèles israéliens et français avaient été envisagés) mais que se posaient des problèmes de trésorerie. Le choix s'est donc porté sur le Pilatus, ce "mirage du pauvre" (A noter que le pays en possède déjà quinze.)

Nos lecteurs présents à la rencontre organisée par notre commission lors du passage de deux prêtres du Guatemala se rappellent de l'efficacité terrifiante de nos petits avions Pilatus dans l'intimidation et la lutte contre la population civile, notamment dans les régions de montagne. Va-t-on accepter que partout où des gens essaient, avec des moyens souvent déri-

soires, de tendre à leur libération, la Suisse fournisse les moyens efficaces de leur répression ? Et qu'on ne nous dise pas que le Pilatus est un avion civil alors que chacun sait avec quelle simplicité il peut être transformé en avion de combat.

Notre commission a écrit au Conseiller fédéral Pierre Aubert pour qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher cette transaction. Nous invitons tous ceux qui le veulent à faire une démarche dans ce sens (en remerciant d'avance ceux qui nous enverront un double de leur lettre).

C'est aussi cela, l'exercice de la démocratie.

■ PHILIPPINES Avant la visite de Jean-Paul II

Du 17 au 22 février, Jean-Paul II se rendra aux Philippines. On se rappelle que cette visite était prévue l'an passé et qu'elle avait été annulée sans explication officielle. Mais tout laissait à penser que les tentatives d'utilisations politiques de cette visite par le président Marcos et la vive réaction que cela avait suscitée avaient contribué à son report. (Cf. notre dossier de février 1980.)

Si le pape se donne vraiment les moyens de rencontrer le peuple et ses problèmes (comme il a su le faire au Brésil), cette visite pourra être importante pour lui et pour ces 48 millions d'habitants qui survivent dans des conditions qui dépassent l'entendement.

C'est l'exemple d'un pays vendu pieds et poings liés au capitalisme multinational avec ses bas salaires (le salaire minimum — pour ceux qui le reçoivent — est à 13 pesos — moins de 3 francs suisses), ses paysans qui représentent le 70 pour cent de la population, sacrifiés pour faire place aux grands projets agro-alimentaires (leur revenu réel, en huit ans, est tombé de 40 pour cent), une minorité qui s'enrichit confortablement tandis qu'une masse de gens s'entassent dans des bidonvilles record (celui de Tondo regroupe 2 millions et demi d'habitants)... et la loi martiale qui donne les moyens de conserver dans le "calme" une telle situation.

Lorsqu'on sait que 85 pour cent des habitants sont catholiques, on peut imaginer l'importance du rôle de l'Eglise. Comme partout ailleurs, elle est traversée de tendances diverses dans sa façon d'envisager sa relation avec le pouvoir. Il faut reconnaître cependant qu'elle fait preuve d'un courage grandissant dans sa dénonciation du sort réservé aux plus pauvres, de la loi martiale, etc.

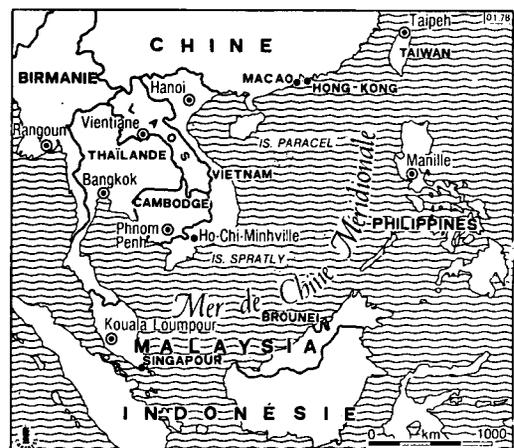
Si cette visite permet à Jean-Paul II de confirmer ses frères dans l'épiscopat dans le combat quotidien qu'ils ont à mener, elle n'aura pas été inutile. L'enseignement pontifical contient des textes clairs sur les situations de "tyrannie évidente et prolongée" qui pourraient bien trouver dans cette conjoncture une force particulière.

Relations Suisse - Philippines

Nos exportations, dans ce pays, ont passé de 1973 à 1979 de 40,9 à 75,9 millions de francs. Dans ce même temps, la balance des paiements accuse en notre faveur un excédent passant de 25 à 54 millions de francs.

Pour permettre aux Philippines de poursuivre leurs importations, un consortium de banques suisses leur a accordé un crédit de 120 millions de francs en 1978. Crédit garanti par la Confédération à travers la garantie contre les risques à l'exportation. De plus, de février à mars 1979, ce pays a lancé chez nous un emprunt de 50 millions de francs.

En ce qui concerne les investissements, selon M. Jacobi de l'Office fédéral des Affaires économiques extérieures (Bilanz I, 1978), la Suisse vient au troisième rang après les Etats-Unis et le Japon. Parmi les principaux investisseurs nous trouvons Nestlé, Ciba-Geigy, Roche Pharmaceuticals, Wander, Sandoz, Brown-Boveri, etc... Signalons enfin que Bühle est également présent (fabrique Britton-Norman). (Source : Service d'Informations Tiers-Monde.)



Chine et pays de l'A.N.S.E.A. (Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande)

■ GROUPE DE TRAVAIL EGLISES - ENTREPRISES

■ Nouvelle publication

Depuis plusieurs années déjà, un groupe de travail – présidé par M. Philippe de Weck – s'est constitué, rassemblant MM. A. Furer (Nestlé-Vevey), Evêque L. Gauthier (Berne), Pasteur J.-P. Jornod (Berne), F. Luterbacher (Brown Boveri, Baden), L. von Planta (Ciba-Geigy, Bâle), Evêque J. Vonderach (Coire), Ph. de Weck (Matran). A la fin de l'année 1977, il avait émis un certain nombre de thèses avec, pour but, de placer le dialogue Eglises-Entreprises "sur un terrain objectif". (Dans nos bulletins de février et mars 1978, nous avons ouvert un débat sur ce document.)

Au mois de décembre, ce groupe a sorti une nouvelle série de dix-huit thèses développant "des lignes de conduite pour des activités économiques dans le domaine international". Certains se réjouiront de voir des membres du haut patronat (les membres des entreprises représentées participent à un nombre imposant de conseils d'administration) travailler avec des ecclésiastiques et des spécialistes de l'éthique, et signer un document "en tant que chrétiens et membres de l'Eglise, conscients de leur responsabilité devant Dieu, créateur du monde et des hommes", pour reprendre les mots de Philippe de Weck.

On nous permettra d'être plus critiques.

■ Des thèses peu contraignantes

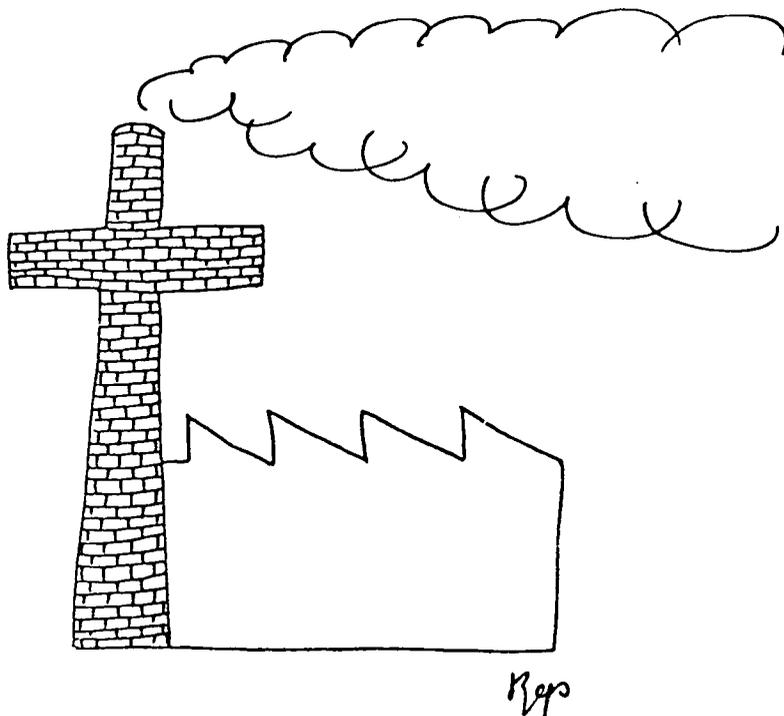
C'est l'impression que nous donnent un certain nombre de ces dix-huit thèses. Prenons quelques exemples :

1.1. "Les activités de l'entreprise sont soumises aux législations nationales respectives."

Une telle recommandation ne saurait être qu'approuvée. Mais il convient d'ajouter que, dans nombre de pays en développement, la législation nationale n'est pas l'expression de la volonté du peuple et mise en place pour défendre ses intérêts. Elle est plutôt l'expression des élites occidentalisées, qui ont un intérêt – culturel et matériel – à la pénétration multinationale. Code d'investissement, législation de travail, méthode de vente... Il y a de grandes chances que dans les faits, les entreprises suisses ne soient pas soumises à des conditions bien difficiles à remplir...

2.4. "L'entreprise respecte les besoins des consommateurs et doit tenir compte des exigences que pose la protection de l'environnement."

Que sont "les besoins des consommateurs" dans les pays industrialisés ? Quels sont-ils à plus forte raison dans les pays en voie de développement ? Dans quelle proportion ces besoins préexistent-ils à l'arrivée d'une entreprise ? Dans quelle proportion sont-ils créés par elle ? Le monde entier n'a-t-il pas naturellement "besoin" de Coca Cola ? La première partie de cette thèse ne peut pas ne pas nous laisser songeurs.



Dans les pays ayant des systèmes totalitaires et racistes :

4.1. "Les entreprises utilisent, dans le cadre du droit en vigueur, toutes les possibilités propres à sauvegarder les droits de l'homme et à permettre une évolution positive dans ces pays."

En d'autres termes, devant l'Afrique du Sud de Botha, l'Uruguay des généraux, les Philippines de Marcos, il ne s'agit pas d'isoler le régime en mettant en question une implantation mais de déployer une activité en respectant les lois (qui ne peuvent être autres que "racistes" et "totalitaires") des pays en question. On peut dès lors douter du poids réel de ces "possibilités propres à sauvegarder les droits de l'homme" comme on peut douter de l'efficacité des autres thèses qui viennent apporter des limitations; même de la plus restrictive d'entre elles, la dernière :

4.5. "S'il s'avère que les relations économiques apportent moralement un soutien ou favorisent directement des manquements graves et répétés au respect des valeurs humaines fondamentales, et si ces manquements apparaissent plus importants que l'intérêt porté à ces relations économiques, celles-ci seront modifiées ou rompues."

■ Un dialogue ambigu

Que les lignes de conduite émises par ce groupe soient restrictives par rapport aux pratiques d'un strict libéralisme, c'est l'évidence. Mais lorsqu'il se présente comme un document signé "en tant que chrétiens", on peut se demander s'il n'est pas en-deçà des textes qui font autorité dans les Eglises (Conférence œcuménique, documents pontificaux, Synode 72, etc...). En affirmant s'être fixé des normes, ne s'est-on pas, en fait et inconsciemment probablement, aménagé un espace ? Un espace qu'on espère voir béni par l'Eglise... ►►

Car c'est là que réside notre principal malaise. Peut-on s'intituler "groupe de travail Eglise-Entreprises" lorsqu'on ne réunit que des gens de "l'appareil" (deux évêques et le secrétaire général de la FEPS et des membres du haut patronat) en l'absence notamment des syndicats et d'organes dont l'Eglise s'est dotée pour l'aider à réfléchir aux relations de la Suisse avec le tiers monde ?

En avril 1978, nous écrivions dans ce bulletin : "Des chrétiens, membres du haut patronat au demeurant, réfléchissent sur le rôle des entreprises et les conséquences de leurs activités, c'est bien leur droit. Ils associent à leurs réflexions des théologiens et particulièrement des spécialistes en éthique sociale; qui s'en plaindraient ? En revanche, au moment où des personnes d'une telle notoriété s'intitulent "Groupe

de dialogue Eglise-Economie" et donnent à leur recherche le retentissement que l'on sait, les choses changent de sens et le signe s'inverse.

Discussions trop publiques pour être simplement celles d'un groupe de chrétiens qui réfléchit à titre personnel; mais discussions trop peu et trop unilatéralement représentatives pour être effectivement celles d'un "groupe de dialogue Eglise-Economie"; là réside le malaise. Un malaise qu'il faudra bien tenter de dissiper."

Deux ans après notre conclusion n'a pas changé. Avec, en plus, le regret que rien n'ait été tenté pour remédier à tant d'ambiguïté. D'autant qu'on nous promet pour une date ultérieure "l'élaboration de lignes de conduite analogues pour un comportement responsable dans le cadre des activités des Eglises".

liste de produits à boycotter ouvrez l'oeil... et le bon!

Voici une liste de produits sud-africains à boycotter. Cette liste n'est pas complète et nous vous serions reconnaissants de nous dire le nom de produits qui n'y figureraient pas.

1. PRODUITS FRAIS (dans la plupart des commerces alimentaires et sur les marchés)

Produit	Marque	Saison
Pommes "Granny-Smith"	CAPE	Printemps/été
Poires "Beurre Bosce"		
"Packham"		
Raisins rouge/blanc		
Oranges	OUTSPAN	Eté/automne
Citrons		
Pamplemousses		

2. CONSERVES / VINS

Produit	Marque	Chaîne
Poires (moitié)	M-Queen	Migros
Macédoine	Gold-Dish	Denner
Pêches	Gold-Dish	
Vin	Kapwein	
Pêches)		
Ananas)	SUN DOR	C-2000
Poires)		
Macédoine	Singora	
Pêches, ananas	Singora	autres
Ananas	DC	
Macédoine	Majestic	magasins
Ananas	IXL	
Goldenberries du CAP	Carnation	(Usego, VG,
Poires	Southern Pride	
Raisin	Bayerwald	Mercure, Völlmi,
Ananas	Regina	etc).
Avocats, oeufs		

Conserve

Pêches / ananas / abricots / asperges / macédoine de fruits / fruits exotiques des marques suivantes:

MIDI)	M-QUEEN	DEL MONTE) les autres
MONDIAL)	DEL MONTE	MAJESTIC	
Coop	GOLDEN GATES	IMPERIAL	

JE N'ACHETE PAS DE PRODUITS D'AFRIQUE DU SUD

Cette liste a été établie par: Mouvement Anti-Apartheid
Zweierstr. 146, 8003 Zurich.

Elle est diffusée en Suisse Romande par: Magasins du Monde
case 56, 1000 Lausanne 4

octobre 1980

Coup d'envoi

Pax Christi, mouvement international qui a déjà tant œuvré pour la paix dans le monde depuis de nombreuses années, est sorti du sommeil dans lequel il était entré depuis un certain temps déjà en Suisse Romande.

Nos lecteurs ont reçu la brochure qu'il a éditée pour marquer cet événement. Dans le même sens, Mgr Bullet — au cours d'une célébration à l'église du Sacré-Cœur — dimanche 11 janvier, a ouvert une semaine de réflexion sur le thème "la liberté, pilier de la paix". Nous souhaitons à ce mouvement un bon redépart.

Semaine de prière pour l'Unité des chrétiens

S'UNIR POUR QUOI ?

"Vivre selon l'Evangile, cela doit se voir dans notre comportement individuel. Mais cela doit se voir aussi dans le comportement collectif des chrétiens. L'Evangile nous demande d'être des frères pour nos frères. Si cette conviction, inséparable de notre amour pour Dieu, a vraiment pénétré notre cœur, nous devons nous réunir pour agir ensemble, pour combattre ensemble tout ce qui ôte à des hommes leur dignité d'enfants de Dieu, tout ce qui tend à les humilier, physiquement et moralement, tout ce qui limite leurs droits fondamentaux de vivre, de penser, de travailler, d'aimer.

Nous devons nous unir pour donner aux hommes des raisons d'espérer. Accomplir cette tâche aura pour nécessaire conséquence de nous rapprocher. Les chrétiens ne seront efficaces que s'ils s'unissent, et ils ne seront croyables que s'ils s'engagent ensemble à donner à notre monde une autre âme.

Si j'ose résumer mon propos en une formule, je dirai qu'il faut que les chrétiens s'unissent pour évangéliser le monde; et il faut qu'ils évangélisent le monde pour être réunis. Etant entendu que l'évangélisation est plus qu'un message, elle est un témoignage de l'amour qui nous habite, et qui se traduit par un engagement au service des plus pauvres."

(Abbé Fernand Emonet, vicaire épiscopal de Genève. Propos tenus lors de la journée œcuménique de Lancy-Sud)

■ NAMIBIE Pas de cessez-le-feu

Dans nos murs vient de se dérouler une conférence sur la Namibie. Ce pays du sud-ouest africain, grand comme la France et l'Italie mais peuplé d'un million d'habitants seulement, était une ancienne colonie allemande qui a été annexée par l'Afrique du Sud à la fin de la seconde guerre mondiale. Malgré les efforts de l'ONU et une résolution votée par le Conseil de sécurité en 1976 pour que l'indépendance lui soit accordée, la Namibie n'en dispose toujours pas. Les richesses de son sous-sol (uranium, diamants...) la rendent probablement trop attrayante.

Si le premier but de cette conférence était de réunir autour d'une table les belligérants, il a été atteint. Mais on n'a pas été plus loin, l'Afrique du Sud refusant de fixer une date pour le cessez-le-feu.

Ainsi le sang continuera de couler et de cela — à en croire les observateurs — l'Afrique du Sud porte la responsabilité.

Enfin est-il besoin de préciser que la violence de l'"armée d'occupation" sud-africaine n'épargne pas les Eglises qui, réunies dans le "Conseil des Eglises de Namibie", prennent une part active à la libération du pays.

Le 18 novembre, par exemple, l'imprimerie évangélique luthérienne à Onipa était détruite par une bombe; chose qui s'était déjà produite en 1973.

■ LE CONSEIL OECUMENIQUE ET LE RACISME Des paroles et des actes

D'une brochure très intéressante consacrée à la lutte contre le racisme et qui reprend trois documents présentés ou approuvés au comité central de cet été, nous extrayons les lignes suivantes.

Le comité central :

- *exhorte les Eglises membres à affirmer comme un article de foi fondamental que la doctrine et la pratique de l'apartheid sont une perversion de l'Evangile du Christ (en rédigeant une confession de foi, un pacte, un "status confessionis" ou un engagement équivalent);*
- *engage vivement les Eglises membres à examiner, dans l'obéissance à leur foi et dans la repentance, la mesure dans laquelle elles pratiquent le racisme, sous quelles formes et en quels lieux;*
- *invite les Eglises membres à se conformer, dans leurs actes, aux impératifs suivants, qui se sont dégagés des colloques organisés sur le racisme :*
 1. *ETRE A L'ECOUTE des victimes de l'oppression raciale, car ce sont elles qui définissent l'orientation de la lutte;*
 2. *SOUTENIR les organisations de victimes de l'oppression raciale en respectant leur autonomie; mettre à leur disposition de l'argent, des terres, des ressources et les moyens de se faire connaître;*

GROUPES DE SOLIDARITE

Une initiative réjouissante

Entre les groupes de solidarité latino-américains, venant nécessairement de pays différents, aux histoires différentes, la coordination n'est pas chose aisée.

La nouvelle d'une organisation collective de trois après-midi d'information sur les trois régions de ce vaste sous-continent — Amérique centrale - Pays andin - Pays du cône sud — ne peut que nous réjouir et recevoir notre appui.

Samedi 31 janvier dès 16 h 00

à la Maison de quartier de la Jonction

INFORMATION SUR L'AMERIQUE CENTRALE

avec la présence notamment de l'écrivain guatémaltèque, Manoel Jose Arce.

Des renseignements peuvent être obtenus au secrétariat.

3. *ENCOURAGER les programmes de recherche; donner la priorité aux recherches dirigées par les victimes de l'oppression raciale;*
4. *REJETER l'apartheid; appuyer les sanctions prises contre l'Afrique du Sud et chercher à obtenir le retrait des investissements et des prêts bancaires;*
5. *ETUDIER scrupuleusement la législation; les lois régissant la sécurité nationale et l'immigration et leur application sont souvent empreintes d'un racisme flagrant ou latent;*
6. *FAIRE CONNAITRE la lutte contre le racisme; aider à repérer l'exploitation raciale et à la dénoncer, et combattre le racisme dans les media;*
7. *INTERPELLER la théologie; se conforme-t-elle simplement à la société dont elle est le produit, ou cherche-t-elle à la transcender et à la transformer ?*
8. *TRANSFORMER les structures des Eglises; elles devraient englober davantage tous les groupes de la communauté qu'elles servent, et leur être plus attentives;*
9. *MOBILISER les membres des Eglises; les aider à s'opposer activement et efficacement au racisme, au lieu de se cantonner dans une opposition passive, chargée de culpabilité;*
10. *PORTER LES QUESTIONS SUR LA SCENE INTERNATIONALE; encourager l'échange d'informations sur les luttes contre le racisme à l'échelon régional et mondial, et le regroupement des efforts dans ce sens.*

Nous savons par ailleurs que le même COE a accordé récemment 1,25 millions de francs à différents mouvements de lutte contre le racisme, notamment la SWAPO et le Congrès National Africain.

■ SALVADOR

La situation de ce pays est entrée dans une phase trop haletante pour qu'on puisse l'évoquer dans un bulletin mensuel. Nous ne pouvons que suivre les événements avec attention en invitant nos lecteurs à la prudence par rapport à une information qui passe souvent par des agences de presse nord-américaines (A.P. et UPI).

Une rencontre bouleversante nous a aidés à comprendre le rôle du "Front Démocratique Révolutionnaire", qui regroupe la majorité des forces politiques et des organisations du pays.



- ▶ Si nos lecteurs veulent aider financièrement le travail du FDR à Genève, qui doit avoir les moyens de son action, ils peuvent utiliser notre CCP 12 — 21551 "COTMEC - Genève" avec la mention "Salvador".

■ A L'ISSUE D'UN PROCES PAS COMME LES AUTRES Acquittement

Il n'y a pas à revenir longuement sur le procès en diffamation intenté à Marie Bonnard et dont le verdict a été rendu le 9 janvier. La presse locale nous en a donné un large écho.

Rappelons simplement que Marie Bonnard participait à un groupe de solidarité avec le Chili et qu'en 1977 ce groupe avait été amené à accuser un Chilien en poste dans une organisation de l'ONU d'avoir ordonné des tortures dans le passé.

Certes, l'image du Chili est assez sombre et il était difficile à Monsieur Winter de se prévaloir de sa fidélité à ce régime pour se défendre. Mais à l'inverse ne pouvait-on pas craindre, dans une ville internationale comme Genève, que nos juges se portent sans discernement au secours du fonctionnaire international en faisant payer la facture à l'un de leurs concitoyens ? Cela n'a pas été le cas, bien au contraire puisque Marie Bonnard a été acquittée.

On pourra y voir une certaine reconnaissance quant à la qualité de son travail. Une certaine reconnaissance également pour le travail des groupes de solidarité qui, souvent à la hâte et avec des moyens modestes, fonctionnent comme des sonnettes d'alarme d'un monde qui a bien du mal à faire une place décente à chacun de ses habitants. Des sonnettes d'alarme irremplaçables.

C'est une joie pour les Commissions Tiers-Monde, souvent appelées à transmettre des informations sombres, d'attirer le regard des chrétiens de Genève sur la renaissance d'un peuple spolié par quarante ans de dictature et qui s'organise, apprend

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

En relation avec la session qui se déroulera à l'ONU, une semaine est organisée sur ce thème

● du 14 au 20 février ●

Stands dans la rue, conférences et exposition permanente.

Dans la presse quotidienne, vous trouverez toutes les informations.

Signalons simplement, le lundi 16 février, la participation de Suzan George. Un événement à ne pas manquer.

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

Une invitation à diffuser

Centre de rencontre de la Fusterie
lundi 2 février à 20 h 30

Dans un peuple qui revit, les chrétiens au Nicaragua

Avec la présence de :

Julio de Santa Ana (COE) :

"De la liberté à la reconstruction"

André Fol :

"Chrétiens dans la révolution, impressions de passage",

● suivi d'un film sur la campagne d'alphabetisation. ●



à lire et à écrire : se remet debout.

Il ne s'agit pas d'idéaliser à tout prix le Nicaragua, mais de regarder d'un œil critique et accueillant ce qui s'y passe. D'autant plus que les chrétiens prennent une part très active à ces changements.



FACILE D'ETRE OCCIDENTAL ?

Harcelés de bulletins verts, saturés d'appels venant de toutes latitudes, surchargés de réunions d'information...

Voilà pour l'extérieur.

Assiégés aussi à l'intérieur : il n'est pas si facile de se savoir dans la minorité des habitants de cette fin de millénaire convenablement logés et soignés, nourris trois fois par jour; même si on le fait simplement, cela ne peut manquer parfois de nous interroger. D'autant que nous savons que l'aisance, même relative, dont nous jouissons n'est pas sans lien avec la pauvreté de certains de nos contemporains.

Certes, il est possible de "se durcir la peau du cœur" et de la rendre imperméable à toute sollicitation.

Mais celui qui souhaite garder intacte une certaine sensibilité, que peut-il faire ? ... Souffrir.

Indécemment d'employer ce mot à partir de notre situation de privilégiés ? Nous ne le pensons pas. Il y a une souffrance incontestable à vivre aujourd'hui en Suisse avec son cœur et sa lucidité. Au lieu de la nier, cette souffrance, ne gagnerait-on pas à la reconnaître, à la nommer dans sa différence, peut-être à la prier ?

Et la COTMEC

Une évidence tout d'abord mais qu'il faut rappeler. Elle est composée d'hommes et de femmes qui ne sont pas épargnés par ces constants tiraillements.

Donc les membres de la Commission seront bien les derniers à dire : il n'y a qu'à... Et vous pouvez nous croire si on vous dit qu'on tourne sept fois notre plume dans l'encrier avant de porter à votre connaissance tel problème, signaler telle manifestation, en organiser telle autre... Tellement nous avons conscience que ces informations vont tomber sur bon nombre d'agendas et de cœurs surchargés.

Et pourtant mériterait-elle encore le nom de chrétienne une liberté qui ne s'ouvrirait pas à la préoccupation de l'autre, proche ou lointain ? Bien plus, n'est-ce pas cette préoccupation même qui parfois nous aide à restituer à nos propres problèmes leur vraie dimension ?

Mais pareillement notre liberté serait-elle chrétienne si elle ne comportait pas une composante de sérénité ? Jésus a été un témoin actif de la Parole qui libère auprès de ses frères. Et pourtant il lui est arrivé de dormir... rappelez-vous, dans la barque. Pari impossible que celui de tendre à une liberté vécue dans la solidarité et la sérénité. C'est pourtant le projet qui doit être le nôtre.

Tant mieux si la COTMEC peut y aider. ■

■ DES PILATUS POUR LA BOLIVIE

Dans le précédent bulletin, nous avons invité nos lecteurs à écrire à Pierre Aubert, lui demandant de faire son possible pour que la Suisse ne livre pas à la Bolivie les Pilatus commandés. Nous avons reçu un certain nombre de "doubles" de lettres envoyées par nos lecteurs, ce dont nous les remercions.

Dans le même temps, nous avons reçu la réponse des services de Monsieur Aubert. Réponse, elle, décevante, nous disant que le Pilatus n'est pas considéré comme matériel de guerre : "En effet, il n'est équipé d'aucune arme, mais seulement d'instruments destinés à entraîner des pilotes. Dans ces conditions, une interdiction d'exportation de cet avion n'est pas possible sans contrevenir à la liberté du commerce et de l'industrie ancrée dans notre Constitution."

D'autres réponses étaient possibles, par exemple : "... nous savons qu'il peut recevoir facilement un équipement militaire. D'ailleurs le nouveau chef des troupes d'aviation l'a laissé clairement entendre, en disant que le PC 7 n'était pas un avion de combat, 'en tout cas pas en Europe', mais les impératifs de notre commerce, etc. ..."



LA REPONSE PILATE

Ou bien (il n'est pas interdit de rêver !) : "Nous n'ignorons pas qu'il peut devenir à peu de frais un redoutable moyen de lutte antiguerilla, ce qui

fait probablement son attrait auprès du gouvernement bolivien. Malheureusement, en l'état actuel de la législation, nous n'avons pas les moyens d'interdire cette transaction. Nous vous invitons donc à utiliser les pouvoirs dont vous disposez en tant que citoyens pour que cette carence soit rapidement comblée. Nos services sont à votre disposition pour vous fournir tous les renseignements..." Ou d'autres réponses encore.

Toutes auraient été préférables à celle que nous avons reçue : la réponse de l'autruche; de nature à vacciner de tout désir de participation politique le citoyen le plus entreprenant.

■ AFRIQUE Une Parole forte

Jean-Marc Ela est un prêtre camerounais qui a traversé son pays pour aller vivre en milieu paysan. D'une grande culture, il s'est fait connaître par son livre récent : "Le cri de l'homme africain". Le dernier numéro de Foi et Développement reproduit une conférence donnée par l'auteur lors d'une rencontre panafricaine de la JEC en septembre dernier. Le court extrait ci-dessous rend mal la richesse du propos : Parole authentiquement africaine qui retrouve le grand courant de la théologie de la libération.

"Vous avez le sens du sacré, nous dit-on, vous contribuerez à sauver le monde du matérialisme." Pendant qu'on enferme les Africains dans ce langage coupé de la vie réelle, on s'occupe, à leur place, du plus important : l'économie et la politique. Ainsi, il est possible de maintenir au pouvoir des hommes de paille qui répètent ces discours pour endormir les populations misérables.

Une liturgie en musique indigène ferait oublier à l'Africain qu'il est un homme dominé en rythmant son calvaire par des cantiques qui lui donneraient l'espoir d'une félicité céleste, comme au temps des Negro-Spirituals.

Le christianisme s'est implanté en Afrique dans une situation déterminante où les convertis avaient la Bible dans les mains tandis qu'ils étaient dépouillés de leurs terres. Le salut lui-même, annoncé par les missionnaires, n'était entrevu que dans la perspective d'une religion de l'au-delà. Comme l'a exprimé le poète Niger, "Jésus étendit les mains sur ces têtes frisées, et les nègres furent sauvés. Pas ici-bas, bien sûr".

Le rythme des tam-tams et des balafons dans les Eglises d'Afrique ne saurait nous mettre à l'abri des menaces que "l'arme alimentaire" fait peser sur les paysanneries écrasées par la dictature de l'arachide, du cacao ou du coton. Dans les pays du Sahel où les famines apparaissent désormais, non une calamité naturelle et une fatalité due au climat, mais la résultante d'une politique d'oppression et de domination sur les paysans et les éleveurs, faut-il que l'Eglise travaille en priorité à ce qu'elle soit africaine dans son "être" autant que son "paraître" ? Devons-nous épuiser nos forces à nous demander si, pour être théologien, il faut raisonner à la Descartes ? Ou bien ne sentons-nous pas le besoin de sortir des bibliothèques et des bureaux, vers un type de société où l'on

● VITE LU

POUR UN NOUVEAU STYLE DE VIE

Dans ce numéro, la parole est donnée à des personnes qui, concrètement, dans leur vie quotidienne, tentent de vivre autrement.

Ainsi, Théodor Ebert propose de pratiquer un *style de vie alternatif* : il existe toute une série de propositions et d'expériences alternatives qui montrent une nouvelle direction pour adapter nos activités vitales de producteurs et de consommateurs à l'écologie (le Club de Rome, des groupes de protection de l'environnement, etc.).

Si l'on a à l'esprit que plus de la moitié du produit national brut est dépensé pour les besoins privés de l'individu, on réalisera quelles peuvent être les conséquences d'un changement de comportement des consommateurs sur le système économique et politique. Théodor Ebert parle ensuite des salaires et, pour lui, "dans chaque franc que nous gagnons se cache une part de l'exploitation économique du tiers-monde, une part de l'exploitation des matières premières". Il donne ensuite une série de propositions pour une économie domestique écologique, dans des domaines comme l'alimentation, l'utilisation de l'énergie, les vêtements, les meubles, les vacances.

Les conséquences d'une manière de vivre écologique signifient quotidiennement pour l'individu :

- une action auto-éducative
- un encouragement à former des groupes de solidarité
- une possibilité de susciter des alternatives grâce à sa manière de consommer, grâce à ses dons en espèces.

Nous pouvons lire ensuite le témoignage d'un ouvrier spécialisé qui conclut en disant : "En face de ceux qui pensent 'on ne fait rien parce qu'on ne peut rien faire' nous nous sentons porteurs d'une solidarité qui nous engage à emprunter des chemins difficiles et à contre-courant pour rester conséquents avec nous-mêmes." ...

Cahiers protestants. Décembre 1980, no 6, 46 p.

voit l'intellectuel parmi les planteurs, l'universitaire parmi les illettrés, le médecin parmi les hommes de la brousse, le théologien ou le pasteur dans les villages, là où la faim, la misère et le désespoir deviennent un avenir qui ne débouche sur rien et jette l'homme sur la route de la révolte.

Nous ne pourrions plus lire l'Evangile ailleurs que parmi les masses paysannes qui sont aujourd'hui la classe la plus misérable, la plus exploitée et la plus sous-alimentée, supportant le poids de la croissance en augmentant les cultures d'exportation qui permettent la perception des impôts et la rentrée des devises, lesquelles reviennent, en fin de compte, à l'Etat, c'est-à-dire à la bureaucratie dirigeante. Il nous est impossible de nous interroger sur le sens de la foi et ses exigences en faisant comme s'il n'existait pas un gouffre entre le niveau de vie de la minorité urbaine aisée et nantie et celui de la majorité déshéritée que constituent les parias de l'indépendance."

Foi et Développement 83-84 (février 1981)

■ COCA-COLA AU GUATEMALA Victoire de la solidarité

Une lutte commencée depuis 1968 – dans laquelle une douzaine d'employés et de responsables syndicaux de l'usine Coca-Cola à Guatemala-Ciudad ont été torturés, massacrés et séquestrés – a connu une heureuse conclusion le 20 décembre dernier.

Toutes les revendications, qui paraissaient irrecevables il y a quelques mois encore, ont obtenu satisfaction.

Le responsable de ces meurtres, John Trotter le directeur et tous ses adjoints, ont été destitués, les salaires ont été réajustés, les travailleurs licenciés ont été réembauchés, les militaires éloignés de l'usine...

Principal artisan de cette victoire, l'UITA (Union des travailleurs de l'alimentation) dont le siège est à Genève et qui a organisé des grèves de soutien et des boycottages dans de nombreux pays.

Le fait mérite d'être signalé. Lorsque l'arbitraire règne dans une usine située dans un pays dont le taux de chômage est très élevé, la réaction est extrêmement difficile : la menace est tellement grande de remplacer tout employé récalcitrant. Par contre, au moment où la solidarité internationale joue (travailleurs et consommateurs) aucun obstacle n'est insurmontable.

■ CAREME Du bon matériel

Cette année encore, le calendrier de l'Action de Carême va partager, à petites doses, des textes (bibliques ou profanes) répartis autour des thèmes : la paix et moi-même, la paix et ma famille, la paix et mon travail, la paix et ma paroisse, la paix et le monde, la paix, j'y crois.

Joint au calendrier, qui mérite de trouver place dans toutes les cuisines, un excellent catalogue très riche et varié des moyens d'animation à disposition.

Décidément, l'arrivée du matériel de l'Action de Carême - PPP devient un événement qu'on attend d'une année à l'autre !

● Le mouvement Anti Apartheid organise

le samedi 14 mars à 20 h 30 à UNI II

une soirée de poèmes et textes d'auteurs d'Afrique du Sud ainsi que, en deuxième partie, un film sur Steve Biko, le jeune leader noir mort en prison en 1977.

Cette rencontre, qui se terminera par une collation, se situe dans le cadre de la campagne de pétition demandant la libération de Nelson Mandela, incarcéré depuis dix-huit ans.

● AFGHANISTAN

Nous nous réjouissons de signaler à l'attention de nos lecteurs la création du Comité suisse de soutien au peuple afghan : un moyen pour aider chacun à donner à cette cause l'appui qu'elle mérite (cf. notre bulletin no 30, décembre 1980). Pour tout renseignement, écrire à : Me Gilbert Baechtold, 8 place St-François, 1003 Lausanne.

■ Les otages ont été libérés LE SAVIEZ-VOUS ?

Quelle que soit la rancœur accumulée contre les Etats-Unis au cours de tant d'années de "présence active" au pays du Shah, l'épisode des otages reste particulièrement odieux.

Ceci dit, est-ce que cela suffit à expliquer la nécessité de saturer plusieurs jours durant les moyens de communication, avant, pendant, après leur libération ?

Que des agences de presse telles que AP, UPI, qui font à peu près le septante pour cent de leur chiffre d'affaires aux Etats-Unis, doivent répondre d'abord aux "besoins de leur clientèle", nous le savions bien. Qu'elles fassent preuve d'une telle allégeance au désir de leur président, nous ne nous y attendions pas. Pas plus que nous nous attendions à trouver dans nos moyens de communication (journaux, T.V. ...) un accueil tellement démesuré, à quelques heureuses exceptions près.

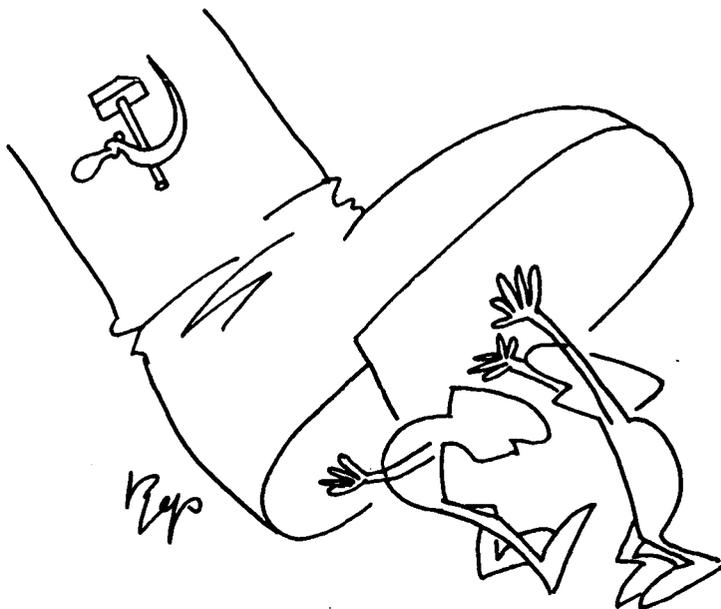
Qu'à peu près au même moment, les Etats-Unis aient non seulement repris leur aide militaire au Salvador mais l'aient multipliée... Que le gouvernement de Bolivie ait fait assassiner neuf dirigeants politiques, ceci pour choisir deux événements proches des Etats-Unis, quelle importance !

Parlant du marché de l'alimentation, Suzan Georges disait : "Un chat d'un pays riche est plus 'intéressant' qu'un paysan du Bangladesh. Le premier a les moyens d'acheter sa boîte de nourriture, pas le second."

De même ne pourrions-nous pas dire : "Seul le malheur du riche est 'intéressant' car ses compatriotes ont les moyens de diffuser et surtout d'acheter la nouvelle."

On est loin de l'Evangile et de l'échelle des valeurs qu'il nous propose.

En attendant que les pays pauvres s'organisent pour faire entendre leur voix – et des pas ont déjà été réalisés dans ce sens – les Eglises ont peut-être à faire fonctionner au mieux leur réseau d'informations, plus ample qu'elles ne l'imaginent parfois. Tâche de suppléance certes, mais pas moins loin de leur mission que ne l'était la création d'écoles ou d'hôpitaux en d'autres siècles.



■ **SYMPOSIUM DE LA SOLIDARITE**
Une date à retenir
Un événement à préparer

Les participants au symposium qui avait eu lieu à Lausanne en 1978 avaient pu mesurer le dynamisme se dégageant de la rencontre de tous ceux qui, sur un large éventail, se mobilisent pour donner des chances à la solidarité : organisations, militants, journalistes, public...

C'est ce que les organisateurs voudraient tenter à nouveau, sur le plan suisse cette fois,

les 29, 30 et 31 mai à Berne.

Mais à une telle rencontre, on ne trouve que ce que chacun y apporte : il s'agit donc de se mettre au travail. Parmi les quatre thèmes retenus cette année, — Politique de développement et système financier, Des plans de travail, à quel prix ?, Solidarité à travers l'action de certains groupes, Racisme et ethnocentrisme, notre secrétariat s'est chargé de coordonner la réflexion romande sur le quatrième point. Si vous êtes intéressés à repérer toutes les manifestations d'ethnocentrisme — qui consiste à valoriser positivement notre culture et négativement celle des autres — qui ont cours dans notre pays, nous vous invitons à vous annoncer à notre secrétariat. Vous y trouverez également tous les renseignements sur le Symposium.

● **Etre solidaire**

Certains lecteurs s'étonneront de ne pas trouver dans ce bulletin de référence à la future votation de l'initiative "être solidaire".

Pour notre Commission, c'est un de ces sujets limite. Le statut des saisonniers est sans conteste une manifestation de notre mal-développement suisse, et en cela il devrait entrer dans le champ immédiat de nos préoccupations. Mais également, c'est un problème qui intéresse en priorité la Suisse et que, devant l'abondance de la tâche et les limites de notre Commission, on a tendance à laisser à ceux qui peuvent l'aborder avec plus de compétence et d'efficacité.

Un silence qui n'a donc rien à voir avec une prétendue neutralité,

En ce sens, nous nous sommes réjouis à la prise de position claire de l'Eglise à Genève dans ce débat.

● **Mission Romandie**

Pour la première fois œcuméniques, les journées "Mission Romandie" rassembleront à

PULLY, les 14 et 15 mars

tous les chrétiens qui

- participent à l'effort d'évangélisation et de développement dans le monde
- veulent promouvoir la communion entre Eglises
- accueillent les interpellations que nous adresse le tiers monde au travers des événements
- luttent pour la justice et les droits de l'homme
- sont ouverts au monde d'aujourd'hui.

Renseignements auprès de René Schär, chemin du Petit-Clos 14, 1800 VEVEY — Tél. 021 51 81 58.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Samedi 28 février
15 heures

77 rue de Genève
(Chêne-Bourg)

Me Guy Aurenche répondra
à la question

"Pourquoi une action des
chrétiens pour l'abolition
de la torture ?"

Organisation : ACAT



J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

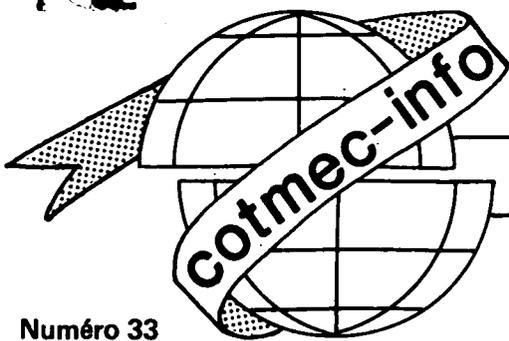
■ **GENEVE**
Session Droits de l'homme

Commencée le 2 février, la 37^e session de la Commission des droits de l'homme durera jusqu'au 13 mars. Avec sa part de "combines" prévisible : comme les années précédentes, des pays éviteront de figurer à l'ordre du jour, non en raison de leur respect des droits de l'homme, mais parce qu'un pays "ami" se sera opposé à ce qu'ils y figurent. Ainsi l'Argentine "protégée" par l'URSS (et ce n'est pas maintenant que l'URSS vient de livrer cinq tonnes d'eau lourde pour la centrale d'Atucha que le lien entre ces "ennemis intimes" va s'affaiblir !).

Au programme de cette année, l'examen des effets de "l'ordre économique international injuste" sur les droits de peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette nouvelle nous réjouit. La violation des droits de l'homme n'est pas une fatalité. Le plus souvent, ces droits sont violés parce qu'il y a des avantages économiques directs ou indirects à ce qu'ils le soient. Signalons aussi la création d'un groupe de travail sur les disparitions, important lui aussi.

Pour l'Eglise de Genève, c'est l'occasion de rencontrer des témoins de passage, telles ces représentantes des Mères de la Plaza Mayo (Argentine) reçues au Vicariat Episcopal.

La semaine sur les droits de l'homme soutenue par une trentaine de groupes ou de commissions — dont la nôtre — et organisée du 14 au 21 février, aura sans doute beaucoup aidé les Genevois à mieux saisir l'enjeu de la session qui se déroule dans leur ville.



UNE PAROLE EN SITUATION

Dans le Nord-Est brésilien, c'était la sécheresse, jusqu'à ces jours derniers ; la sécheresse et aussi la famine. Au point qu'au début du mois de mars, des paysans affamés ont mis à sac des entrepôts dans les Etats les plus touchés (Céara, La Paraiba).

Fait qui méritait d'être souligné, le Cardinal archevêque de Fortaleza, Mgr Aloysio Lorscheider, a jugé que l'appropriation d'aliments par des hommes menacés de mourir de faim est un "droit légitime" et que le respect de la propriété privée a des limites. De plus cette déclaration a reçu l'appui formel du président de la conférence épiscopale brésilienne.

En faisant une telle déclaration, le prélat est resté dans le droit fil de la tradition. Les Pères de l'Eglise l'avaient affirmé, St-Thomas au XIIIe siècle également et le Concile a explicitement fait sienne cette doctrine : "Quant à celui qui se trouve dans l'extrême nécessité, il a le droit de se procurer l'indispensable à partir des richesses d'autrui."

Et pourtant, l'événement est de taille. Sortis de leur bibliothèque et mis au contact de la réalité, combien de textes n'ont plus sommeil... ils deviennent même redoutablement éclairants. Dans le cas présent, face au problème lancinant de la faim dans le monde.

Dans le même pays

Le 15 janvier dernier, au tribunal militaire de Rio de Janeiro, les deux directeurs du journal "Hora de Povo" ainsi que l'éditeur sont condamnés à dix-huit mois de prison pour "publication de nouvelles fausses de nature à dresser le peuple contre les autorités constituées" et "offense à la dignité des membres du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire".

La raison : ce journal a publié la liste des comptes secrets en Suisse dressée en 1970 au moment de l'enlèvement de l'ambassadeur Bucher. 152 personnalités y figurent, parmi lesquelles des officiers supérieurs, des ministres, des gouverneurs de province, des députés, des sénateurs... et Paulo Figueredos, fils de l'actuel président. Pour le correspondant qui a envoyé cette liste aux journaux "la fuite des capitaux vers la Suisse, c'est plus de 14 milliards de \$ volés à notre peuple".

S'il faut en croire Philippe Lambelet qui signait cette information dans l'hebdomadaire "Tout va Bien" du 6 mars, voilà une nouvelle dure à encaisser. Plus encore si on la lit après la précédente. En tant que chrétiens, pouvons-nous nous réjouir du courage

de l'Eglise brésilienne face à l'injustice et accepter que dans notre pays s'enracinent les mécanismes qui l'entretiennent ?

En ce sens, nous nous réjouissons d'apprendre que la Commission Justice et Paix a sorti une étude sur l'initiative contre les abus du secret bancaire. Nous n'en avons pas encore pris connaissance et nous nous proposons d'y revenir prochainement.

SALVADOR L'impérialisme sans masque

Il est des mots que nous utilisons avec parcimonie dans ce bulletin parce que, de par l'utilisation qu'on en a faite, ils provoquent plus souvent des allergies qu'ils n'éclairent le propos. Ainsi en est-il du mot "impérialisme". (Si le colonialisme est l'intervention directe dans une région en y installant son drapeau et son personnel, l'impérialisme est l'intervention indirecte dans un Etat auquel on laisse l'indépendance formelle tout en déterminant de l'extérieur sa destinée.)

Mais, cette fois, comment faire l'économie de ce mot ?

Quel autre nom donner :

— à la lettre envoyée par le général Haig à M. Thorn, président de la CEE, pour qu'elle abandonne son programme d'aide d'urgence ?

— à la visite de l'envoyé du général Haig, M. Eagleburger, qui a pris son bâton de pèlerin pour aller trouver les dirigeants européens dans le même but (heureusement sans succès) ?



LE PELERIN DE LA PAIX

► ► — à l'envoi de quatre hélicoptères supplémentaires (portant leur nombre à dix), le 18 mars, dans le cadre des vingt-cinq millions d'aide militaire promise par Washington ?

— à l'arrivée des nouveaux "experts" ? Le département d'Etat parle de soixante au mois d'avril.

Mais le montant de l'aide est impossible à préciser. (Est-ce vingt-cinq ou trente-cinq millions de dollars comme l'a affirmé Reagan lui-même ?) Quant au nombre de conseillers militaires, le Père Luis de Sebastian, ancien recteur de l'université catholique, parlait de plusieurs centaines dont sept ont été tués aux côtés des forces salvadoriennes, confirmant des accusations analogues de la commission salvadorienne des droits de l'homme et des secours juridiques de l'archevêché.

Et qu'on ne nous dise pas que tout cela ne vise qu'à contrebalancer l'aide de l'Union soviétique; c'est malhonnête.

Sœur Ita Ford, peu de temps avant d'être assassinée, écrivant à une religieuse de son ordre, expliquait les efforts qui lui avaient été nécessaires pour arracher à la mort un enfant de douze ans, blessé à coups de machette par les forces de l'ordre. Elle ajoutait : *"Si cet enfant est vraiment un dangereux communiste capable d'inspirer la terreur aux Etats-Unis, ce n'est certainement pas sous l'influence de l'Union soviétique qu'il le serait devenu mais bien à cause des actes criminels commis contre les siens par un gouvernement assuré de la bienveillance des Etats-Unis."* Elle terminait en décrivant comment le campement où l'enfant avait été évacué — où vivaient des centaines de familles entassées — avait été anéanti par des "officiers parlant anglais".

Que faire ?

En commun avec le Salvador, nous avons la petitesse du pays. En tant qu'habitants de la plus vieille démocratie du monde, nous ressentons dans notre chair le fait qu'un pays, de par sa petite dimension, ne soit pas respecté dans sa souveraineté nationale.

Tous les moyens à notre disposition pour que cesse cette situation doivent être employés.

IL Y A UNE ANNEE...

"Au nom de Dieu, au nom du peuple souffrant dont les lamentations montent jusqu'au ciel et sont chaque jour plus fortes, je vous en prie, je vous en supplie, je vous l'ordonne : au nom de Dieu, arrêtez la répression !..."

(Dernière homélie : extrait)

Le 24 mars 1980 à 18 h. 30
au cours de la messe,
avant d'entamer la prière eucharistique,
Mgr Romero était assassiné.



■ COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME Des petits pas

Il est toujours tentant de rêver d'une Commission des droits de l'homme qui aurait la possibilité de les faire respecter sur toute la surface du globe. Dans cette optique, on trouvera mince le bilan des sessions. On peut aussi se dire que cette Commission des droits de l'homme des Nations Unies pourrait bien ne pas exister. On accueillera avec sympathie ses moindres résultats : tel coup de projecteur sur un pays, telle recherche, tel rapport...

Concrètement cette année, au terme de six semaines de travail, on compte une quarantaine de résolutions adoptées. Il faut y ajouter des décisions prises à huis clos concernant dix-sept pays dont l'Afghanistan, l'Argentine, le Salvador, l'Ethiopie, l'Allemagne de l'Est, Haïti...

On se réjouira surtout de l'envoi d'un représentant spécial du Salvador ainsi que de la prolongation du mandat du groupe de travail sur les disparus qui a fait, jusque là, un excellent travail. Pour terminer, signalons le projet de déclaration sur l'élimination de l'intolérance religieuse.

● DEVELOPPEMENT = LIBERATION

Afin de préparer le prochain symposium de la Solidarité qui aura lieu à Berne les 29-30 et 31 mai 1981, nous vous invitons vivement à vous joindre aux groupes de travail.

Vous trouverez tous les renseignements nécessaires à notre secrétariat.

JEAN-PAUL II AUX PHILIPPINES

Des paroles fortes mais à quel prix ?

Nous nous étions réjouis du discernement qui avait fait annuler le voyage prévu aux Philippines l'an passé. Aujourd'hui qu'il a été réalisé, on est en droit de poser quelques questions sur son résultat effectif. N'y a-t-il pas eu notamment un fossé entre ce que le pape a dit et ce qui a pu être reçu ?

■ Ce que Jean-Paul II a dit

En précisant à sa descente d'avion qu'il venait "sur l'invitation du Cardinal Sin", il entendait prendre ses distances à l'égard du président Marcos qui aurait tellement voulu être l'invitant. Il a pris ses distances aussi dans les propos qu'il lui a adressés quelques jours plus tard : "... Même lorsque se produisent des circonstances exceptionnelles, on ne peut jamais justifier aucune violation de la dignité fondamentale de la personne humaine ou des droits fondamentaux qui garantissent sa dignité... Tout conflit apparent entre les exigences de la sécurité et celles des droits fondamentaux des citoyens doit être résolu selon le principe suivant lequel l'organisation sociale n'existe que pour le service de l'homme et la protection de sa dignité." On a fait remarquer la maladresse qu'il y avait eu à parler d'un gouvernement comme émanation de la volonté du peuple dans ce pays où le président dure à coups de loi martiale. Maladresse ou discrète allusion ? Pourquoi pas la deuxième solution ?

■ Ce qu'on a vu et entendu

Le peuple avait été préparé à la visite : "Le pape Jean-Paul II arrive à l'appel que la nation tout entière lui a lancé pour qu'il dénonce la montée du communisme", pouvait-on lire dans le journal.

Il a pu voir une famille Marcos omniprésente. A la rencontre télévisée, c'est la fille cadette qui chantait un air d'opéra. A chaque descente d'avion, c'est la très belle Imelda, femme du président, qui était présente. "Chez nous c'est la femme qui reçoit les invités à la maison, aussi est-ce le président qui m'a demandé d'accueillir le Saint Père à chaque escale." Et à chaque fois, elle était accompagnée d'une énorme banderole : "Bienvenue Imelda." C'est elle qui a dit à plusieurs reprises : "Jean-Paul II a très bien compris que nous étions le bastion du monde libre en Asie." Rejoignant à peu près son mari qui résumait, dans une conférence de presse, son entretien avec le pape : "Nous sommes l'un et l'autre inquiets des infiltrations marxistes dans l'Eglise... Après les propos que vient de tenir le Saint Père, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour les Philippines."

Le peuple a vu aussi, au super-bidonville de Tondo, un pape bousculé par le temps, qui n'a pu connaître de cet endroit sous-humain que la tribune officielle, n'allant même pas dans les deux maisons "préparées" pour le recevoir, ni entrer dans l'église où une foule l'attendait. La visite d'un bidonville par un haut personnage est toujours périlleuse; dans le cas présent, c'était une triste farce.

Faut-il rappeler qu'on attribue à la famille Marcos, jointe à une vingtaine d'autres familles, la propriété de 85 pour cent des richesses du pays et que si la loi martiale a été levée, c'est de justesse, sans que soient retirés au président les pouvoirs d'exception.

■ Silence sur le multinational

Le pape a adressé des paroles très fermes aux propriétaires des plantations de cannes à sucre : "*La terre est un don de Dieu... Il n'est pas admissible d'user de ce don de telle sorte que les bénéficiaires qu'il produit ne servent qu'à un petit nombre... Un vrai défi chrétien est donc lancé à ceux qui possèdent ou contrôlent la terre.*" Et il ajoutait à l'intention des travailleurs des plantations : "*Sachez que l'Eglise soutient vos efforts pour faire respecter vos droits.*"

Pourtant, dans ce pays vendu au capital multinational (on a vu dans notre numéro de janvier 1981 que la Suisse était bien placée), quel est le poids d'une telle dénonciation si les mécanismes internationaux ne sont pas pris en compte ? Pour les dirigeants du NASSA (secrétariat national des actions sociales), organisme créé par l'épiscopat, "la source des inégalités vient de la domination des capitalistes étrangers et surtout des multinationales qui investissent dans notre pays et exploitent notre main-d'œuvre avec la bénédiction du régime de Marcos. Le pire c'est que l'Eglise ne semble pas voir ce danger." Ils faisaient remarquer que, dans le numéro spécial de l'Osservatore romano consacré au voyage du pape, une réclame d'une demi-page — qu'avait fait paraître la Banque centrale des Philippines — était destinée aux hommes d'affaires étrangers : "Pesez les avantages : une main-d'œuvre bon marché; le coût de la vie est le plus bas de la région, les impôts moins chers; les rapatriements des profits garantis." Reste à savoir qui offre ces conditions si favorables. N'est-ce pas l'ouvrier dont le salaire minimum — pour ceux qui le reçoivent — est de 13 pesos, moins de 3 francs suisses ?

A Hiroshima, le pape parlera — quelques jours plus tard — de la nécessité d'un "choix éthique collectif". Prononcée sur le lieu du premier holocauste nucléaire, cette parole doit, de toute urgence, fixer une priorité dans la recherche actuelle de la théologie. Et pas seulement en fonction de l'armement mais de tout ce qui le rend nécessaire, à commencer par l'injustice.

■ Pourtant

L'acquis d'un tel voyage, outre des discours qui, encore une fois, contiennent de nombreux accents forts, c'est aussi 2 000 journalistes qui auront regardé et raconté ce pays. C'est aussi ce qu'en aura découvert le pape lui-même. A Cebu, par exemple, après avoir observé le zèle avec lequel une police innombrable et casquée faisait son travail, il quitta le balcon de l'archevêché après un quart d'heure seulement, se bornant à cette sèche déclaration : "*Ce soir, j'ai beaucoup regardé, j'ai beaucoup entendu et... j'ai beaucoup compris.*" ■

■ **AVEC LE SOURIRE**
Libres à n'en plus pouvoir

"Pour beaucoup, l'automobile est devenue une manifestation de la liberté personnelle sans laquelle on ne saurait concevoir la vie de tous les jours."

Qui contesterait cette phrase extraite du discours de M. Kurt Furgler lors de l'inauguration du Salon de l'Automobile ?

Ainsi le Suisse que l'on sait peu porté sur les manifestations compense avec cette "manifestation de sa liberté" qu'est l'auto. Et largement, jugez-en plutôt...

Il y a dans notre pays 2 260 000 véhicules à moteur, c'est-à-dire une pour 2,9 habitants. (Dix-sept fois plus qu'en 1939.) En 1980, 280 453 automobiles ont été vendues et la consommation d'essence a été de 2 744 259 tonnes.

N'est-ce pas bientôt le moment de nous demander avec Ivan Illich si, à cette cadence, nos "manifestations de la liberté" ne vont pas nous conduire à l'immobilité totale, pare-choc contre pare-choc d'Hermance à Chancy?... Mais la liberté, cela n'a pas de prix ! La preuve, une Rolls Royce était affichée au Salon cette année à 341 000 francs.

■ **AFRIQUE**
Face à l'explosion urbaine

En l'an 2000, la moitié de la population mondiale habitera dans les villes. Ce phénomène — avec les répercussions économique et sociales qu'il entraîne — commence à atteindre largement l'Afrique. On parle de plus en plus de la "bidonvillisation" du Tiers-Monde.

Pour tenter de trouver des réponses à ces problèmes immenses dans leur complexité et leur urgence, un organisme peu connu — même s'il a son siège à Genève — est à l'œuvre : l'ADAUA, Association pour le développement naturel d'une architecture et d'un urbanisme africains.

Elle collabore à un projet de construction de plus de 1 400 logements dans la zone de Satara en Mauritanie où la sécheresse de 1973 a vu se former un bidonville de 8 000 personnes (nomades, agriculteurs, artisans, commerçants...).

Des principes prometteurs

Tout d'abord, l'autoconstruction : chacun est invité à participer à la construction de sa maison. Autre point important : on souhaite brasser les couches sociales en donnant la possibilité aux gens des bidonvilles d'intégrer leur nouvelle maison dans le plan d'aménagement de la ville voisine.

Autre dogme de l'ADAUA : utiliser les matériaux locaux (une première coopérative pour la fabrication de briques est en place) et respecter l'architecture traditionnelle. Des maçons reçoivent une formation. Et la technique est censée se transmettre d'un utilisateur à l'autre dans un processus d'autoformation.

Des obstacles prévisibles

— Ceux qui auront acquis une formation seront-ils prêts à la partager ou vont-ils la monnayer en se constituant en une petite élite ?

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 · 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 · 21 551



INVITATION

Pour manifester contre la fabrication, l'exportation et l'utilisation des armes,

**l'Association
"Vivre sans armes"**

organise un jeûne public

les 16, 17 et 18 avril

au Centre paroissial de la Grenade (Eaux-Vives).
Pour s'inscrire, téléphoner au 96.86.60.



Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

— Les Maures blancs qui, traditionnellement, ont un pouvoir sur leurs compatriotes noirs, accepteront-ils de travailler à la construction de leur maison ? Ne vont-ils pas payer les autres pour l'édifier ?

— Même si l'on travaille à moindre coût, comment les plus pauvres réuniront-ils la somme nécessaire à l'achat de briques ?

On le voit, comme dans tout projet qui veut se réaliser avec les gens et à partir d'eux, la fragilité n'est pas absente. Pourtant, dès maintenant, cette expérience pourrait être exemplaire dans ce problème de l'urbanisation de l'Afrique.

En passant de la campagne à la ville, on échange souvent sa pauvreté contre la misère. Une misère aux multiples facettes. Des projets qui tentent de faire échec à cette pente souvent fatale méritent toute notre attention.

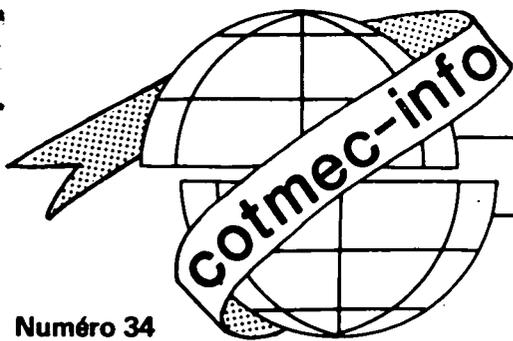
(d'après Croissance des Jeunes Nations)



VOX MUNDI
Rendons à César...

Le fait que l'Eglise catholique ait longtemps employé le latin nous incite à lui attribuer la paternité de tout ce qui est intitulé dans cette langue.

Ainsi pourrait-il en être du service de presse "Vox mundi". Précisons donc qu'elle n'a rien à voir avec l'Eglise et qu'elle émane de la même source que la revue d'extrême-droite "Impact".



LE SIGNE DE JONAS

Ce qui s'est passé le 7 avril de l'an 30 — notre Vendredi-Saint — Jésus l'avait annoncé. A plusieurs reprises. Notamment le jour où Pharisiens et Sadducéens lui demandaient un signe "venant du ciel", le signe contraignant, le signe qui emporte l'adhésion, le "signe qui marche" comme diraient les publicistes. La réponse est dure : "Génération mauvaise et adultère qui réclame un signe. En fait de signe, il ne lui en sera pas donné d'autres que le signe de Jonas*."

En clair, Jésus ne donnerait pas d'autres signes que sa vie de témoin du Royaume, vécue jusque dans ses dernières conséquences : le rejet et la mort.

Et depuis ce jour-là, le "signe de Jonas" est l'aune à laquelle l'Eglise doit mesurer ses manifestations — même les plus nécessaires — son équipement, son organisation, ses rassemblements, la visite d'un pape... Depuis ce jour-là, est irrémédiablement frappé d'insignifiance tout appui sur la force du pouvoir ou de l'argent, tout recours à la diplomatie qui assure les arrières. Toute parole qui voudrait enrégimenter, "faire du nombre"...

Mais à l'inverse, depuis ce vendredi-là, est chargée de sens la parole qui cherche et prend des risques, la parole qui se fait voix des exclus, chargée de sens l'action entreprise — quelle qu'en soit la conséquence — parce

que l'autre est menacé et que c'est insupportable à celui qui le sait aimé de Dieu. Chargé de sens l'engagement, pauvre toujours, de l'artisan d'unité et de paix. Au bout du compte, chargé d'un sens infini le sang versé. Celui de Jésus mais aussi de Martin Luther King, de Dietrich Bonhoeffer, d'Oscar Romero...

Pas trace de tristesse dans ce propos, pas trace d'une exaltation de l'échec. Bien au contraire, la joie qui naît d'une liberté retrouvée dans l'absence de tout calcul.

Mais l'Eglise, dira-t-on, ne doit-elle pas donner le signe du triomphe de la Résurrection ? Soyons prudents... La mort de Jésus était publique, la Résurrection pas. Découverte à quelques-uns (Paul en fait la liste) comme une confidence. Puis partagée comme on partage ce qu'on a de plus cher, dans le cœur à cœur. "Notre cœur n'était-il pas tout brûlant en nous... ?" La parole sur la Résurrection, l'Eglise devra la prononcer lorsqu'on lui demandera de rendre compte de l'espérance qui est en elle. Mais au lendemain du signe de Jonas, pas avant.

* Ce mot était plus familier aux oreilles des auditeurs de Jésus qu'aux nôtres. Pourtant, qui n'a entendu parler de ce héros d'un merveilleux conte biblique qui porte son nom ? Qui ne sait, au moins, qu'il a été passé par-dessus bord, englouti par un monstre marin ?

Une action à soutenir : "LA FAIM, UN SCANDALE"

Si les idées fausses sont dangereuses, c'est parce qu'elles peuvent insensiblement devenir vraies... A parler de la faim — comme d'un inéluctable fléau qui accompagne notre siècle — on va se résigner et, dans les faits, la faim va devenir une fatalité. Or la FAO est formelle : les disponibilités alimentaires mondiales existent, elles dépassent les besoins.

La faim n'est en rien une impuissance ou une fatalité; elle est un scandale.

Voilà ce que veut nous rappeler la Déclaration de Berne dans sa troisième action (après celle du café Ujamas et des sacs de jute).



► ► Des moyens et un refus

L'action va utiliser comme support un sac de jute du Bangladesh, des affiches et du matériel pédagogique. Mais elle comprendra aussi le refus d'un produit. Le premier que l'on nous propose de mettre à l'index : les ananas en boîte Del Monte (Migros) et Dole (COOP) qui sont à nos étalages à des prix d'autant plus bas que l'on a exproprié les paysans qui cultivaient les terres; que plus de 60 pour cent des 20.000 ouvriers nécessaires sont considérés comme non réguliers et ne touchent donc pas le salaire minimum (qui était en 1977 de 8 pesos, soit 2 francs suisses). Cette action a d'abord pour but l'information-formation.

Informers le roi

"Le client est roi", dit-on. Il est donc très important que les rois que nous sommes soient bien informés afin de pouvoir utiliser leur pouvoir à bon escient. En prenant l'habitude de se renseigner sur la provenance d'un produit et de ses conditions de production, on cassera un réflexe qui fait de nous les bénéficiaires complices, inconscients bien sûr, des pires exploitations.

Nous espérons que nombreux seront les lecteurs du bulletin à appuyer cette action. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir.

Pour obtenir plus de renseignements et du matériel :
Déclaration de Berne, CP 97 — 1000 Lausanne 9.

■ ANNEE "INTERNATIONALE" DES HANDICAPES

On peut discuter le principe de ces "années de...". Toujours est-il que celle des handicapés aura le mérite d'attirer notre attention sur une autre catégorie d'exclus : les handicapés. Si elle brise quelques barrières, fait tomber quelques préjugés, elle n'aura pas été inutile. En ce sens, les aménagements de nos trottoirs, de nos accès aux édifices publics prennent valeur de symboles.

Mais il nous fait faire un pas de plus. Le problème des handicapés n'est ni régional, ni national : il est mondial. On évalue à 450 millions le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants handicapés à travers le monde. (Le handicap, pour l'OMS, est "un manque ou une anomalie durable ou transitoire, d'ordre organique ou psychique, provoquant une diminution des fonctions essentielles".) De l'avis des experts, les pays du tiers-monde — qui compte le 80 pour cent des handicapés — ne bénéficient que du 10 pour cent de l'aide mondiale dans ce domaine.

De plus, les sociétés traditionnelles permettaient souvent une relative intégration du handicapé; l'éclatement de cette société par l'industrialisation et l'urbanisation le laisse plus démuné que par le passé.

L'année "internationale" des handicapés ne remplira son objectif que si elle nous aide à prendre en compte le défi du handicap — qui atteint une personne sur dix — sur toute la surface du globe.



A EPINGLER DANS L'ARMOIRE DE LA CUISINE

(Extrait du dossier de presse accompagnant le lancement de l'action)



"SAVOIR ACHETER"

JUSTICE

Chaque produit que nous achetons doit être produit dans des conditions sociales équitables. Cela signifie que celui qui l'a fourni doit être payé correctement et pouvoir travailler dans des conditions favorables à son propre développement.

ECOLOGIE

Chaque produit que nous achetons doit être produit et distribué en utilisant le moins possible d'énergie non renouvelable et participer de manière positive au système écologique (éco-système), c'est-à-dire ne pas provoquer l'érosion ou l'appauvrissement du sol, par exemple.

SANTE

Chaque produit alimentaire devrait être le plus possible propre à la consommation, c'est-à-dire contenir le moins possible de pesticides ou d'autres agents perturbateurs, et correspondre aux besoins alimentaires de la population.

SAVOIR ACHETER

en tenant compte de ces principes et en réclamant leur application.



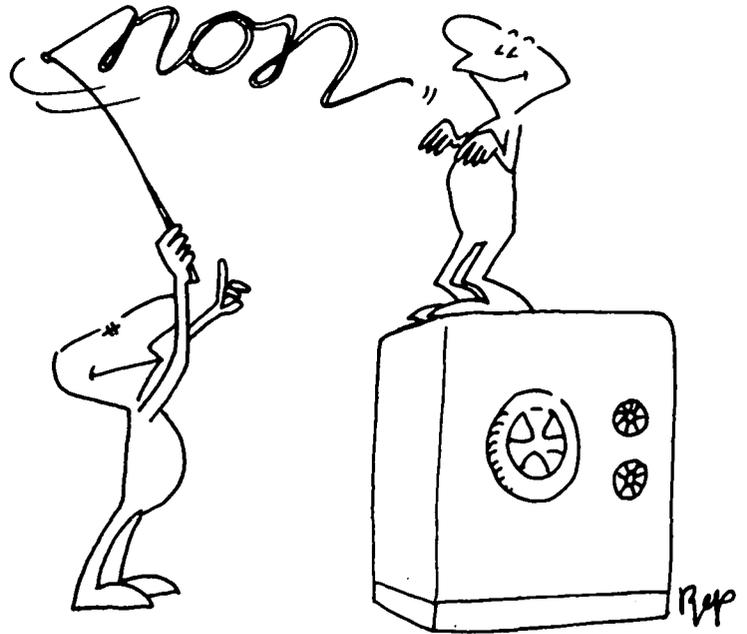
■ LA LAISSE DANS LA GUEULE

Un chien qui marche à côté de son maître, tenant sa laisse dans la gueule, cela a quelque chose de touchant. Ce je ne sais quoi de fierté, d'indépendance; la démarche de celui qui est "responsable"... Cet air de dire : "Vous voyez, on peut me faire confiance."

Pourquoi touchant ? parce que cette "liberté" ne trompe pas l'observateur : c'est uniquement à cause de la totale soumission du chien que le maître peut jouer avec celui-ci la carte de l'autonomie. Qu'il s'éloigne d'un pas, et il en aura la preuve !

Cette petite histoire n'est-elle pas éclairante pour les humains que nous sommes ? Combien d'élections ou de plébiscites trouvent là leur explication. Pensons aux récentes élections qui ont eu lieu en Corée du Nord d'abord, puis du Sud, aux Philippines, etc...

Et puis, est-il besoin d'aller si loin ? lorsque le mode remplit nos rues de tel gadget, lorsque les urnes se remplissent de bulletins dociles aux impératifs de l'économie, ne sommes-nous pas en train de marcher "librement", la laisse dans la gueule, derrière un maître ?



■ GUATEMALA Pas d'amélioration

Dans le bulletin du mois d'octobre, nous vous informions de la fermeture du diocèse du Quiché au Guatemala. Ce fait sans précédent nous avait été décrit de vive voix par des prêtres de passage en novembre.

Revenant sur leur décision — et malgré l'avis des communautés locales — des prêtres ont choisi de réintégrer leur diocèse; mais le résultat ne s'est pas fait attendre : le Père Juan Alonso, des Pères du Sacré-Cœur, a été assassiné le dimanche 15 février, portant ainsi à cinq le nombre des prêtres tués depuis mai 1980.

Au moment où la saison touristique se prépare et où les prospectus vont tenter d'attirer les vacanciers dans ce pays aux merveilles innombrables, de telles informations doivent être connues.

● VITE LU

Signalons à l'intention des parents et des animateurs de groupes de jeunes une brochure qui a pour titre : "Tu n'achèteras pas tout".

En trente pages, le numéro de Janvier propose une quantité d'activités, d'expériences, de réflexions, toutes centrées autour du rapport des jeunes avec l'argent, ainsi qu'une étude biblique sur l'Alliance intitulée : "Tu n'achèteras pas Dieu".

Pas triste, ni culpabilisant, ce dossier. Ces deux citations en donnent le ton : "Moi j'aimais bien quand tout n'était pas à vendre" ... "aujourd'hui encore essayer de détrôner l'argent-roi en lui donnant sa place parmi les échanges des hommes".

Un seul regret. On aurait pu d'un mot aider le jeune à situer sa réflexion face au problème de l'inégalité dans le monde actuel. Mais en trente pages, on ne peut pas tout dire.

Initiales. Janvier 1981. Dossier no 4, 36 p. Fr. 9. —

■ CONFLIT PEROU-EQUATEUR Le piège évité

Lors d'un conflit frontalier, il est aisé de laisser son attention se détourner des vrais problèmes et d'emboucher les trompettes d'un nationalisme exacerbé. Les évêques du Pérou ne sont pas tombés dans le panneau. Dans leur déclaration du 29 janvier, ils parlent certes de l'intégrité territoriale à laquelle leur pays a droit, mais ils en profitent aussi pour faire un large et critique tour d'horizon de la réalité de leur pays. Nous en tirons ce court extrait :

Les évêques partagent actuellement les inquiétudes et les souffrances de notre peuple affecté par les graves répercussions de la crise économique qui se reflète en une situation angoissante spécialement pour les plus pauvres.

Il est évident que le fait de baisser le pouvoir d'achat de l'argent et d'enregistrer des hausses constantes du coût de la vie entraîne d'énormes difficultés à affronter pour la famille péruvienne. Les problèmes de chômage, du manque d'alimentation, de soins sanitaires inaccessibles ou d'un niveau de vie précaire sont réellement angoissants, spécialement pour ceux qui ne reçoivent pas de salaire et qui ne reçoivent donc pas les augmentations décrétées.

Il existe en général une disproportion notable, malgré les augmentations récentes, entre les salaires et le coût de la vie. En même temps, comme contraste injuste, intervient une augmentation incontrôlée des signes extérieurs d'une société de consommation qui continuellement offre des articles somptueux et de luxe, offensant ainsi la dignité de tant de pauvres et augmentant leurs souffrances."

► DEVELOPPEMENT = LIBERATION ◀

► Afin de préparer le prochain symposium de ◀
 ► la Solidarité qui aura lieu à Berne les 29-30 et 31 ◀
 ► mai 1981, nous vous invitons vivement à vous ◀
 ► joindre aux groupes de travail. ◀

■ PRETS A L'AFRIQUE DU SUD Séminaire à Zurich

Du 5 au 7 avril, un séminaire international sur les prêts bancaires à l'Afrique du Sud a été organisé par le Comité spécial contre l'Apartheid des Nations Unies en coopération avec le COE et d'autres organisations.

Pour l'Afrique du Sud, le moment est critique. L'effort de sanction contre l'apartheid est en train d'être sapé par l'appui et l'encouragement de nombreuses banques et sociétés multinationales. Depuis la moitié de l'année 1980, les prêts et crédits accordés à l'Afrique du Sud ne font que s'accroître. Et les efforts accomplis par la nouvelle administration Reagan pour renforcer ses liens avec le régime incriminé ne font que légitimer les appréhensions.

■ Tout effort n'a pas été vain

Le séminaire a relevé la position claire prise par certains gouvernements (tel le Nigéria) ou institutions financières de différents pays ayant cessé ou limité leurs échanges avec l'Afrique du Sud. Il a relevé aussi que de nombreuses organisations — aussi ecclésiastiques — ont retiré des fonds déposés dans des banques travaillant avec l'Afrique du Sud.

■ La Suisse en revanche...

Les banques suisses et allemandes, par contre, ont fait l'objet d'un appel particulier. Il faut savoir que, de 1972 à 1980, les banques suisses, particulièrement les trois grandes (SBS, UBS et Crédit Suisse) ont participé à quarante-cinq prêts au moins à destination de l'Afrique du Sud. La Suisse est ainsi placée au cinquième rang des prêteurs étrangers pour un total de 1,6 milliard de dollars, ce qui, note le document préparatoire, ne donne qu'une faible image de la présence effective des banques, tant la nature confidentielle des relations bancaires rend difficile une énumération. Emargent notamment à ce chiffre les prêts à court terme.

Il faudrait parler aussi du marché de l'or. Les exportations de métal jaune sont vitales pour l'Afrique du Sud puisqu'elles financent plus de la moitié de ses importations. Et Zurich sert de plaque tournante aux deux tiers de cet or.

■ D'où viendra la réaction ?

"Actuellement, les Noirs d'Afrique du Sud se tiennent debout au prix de grands sacrifices personnels et de graves dangers, affirmant témérairement l'éternelle vérité selon laquelle il n'existe qu'une humanité, une famille humaine. Soyons à leurs côtés."

Ces propos du président du séminaire, où vont-ils trouver écho ? Où naîtra-t-elle la réaction nécessaire pour que la Suisse cesse d'être un pays qui torpille tout effort de pression sur l'Afrique du Sud ? Des banques ? Du gouvernement ? Ne serait-ce pas plutôt des "clients", qui ne mesurent pas encore assez le pouvoir qui est le leur lorsqu'ils placent leur argent ?

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



SEMAINE DE FORMATION A LA NON-VIOLENCE

13 - 18 juillet 1981

Avec la participation de Christian MELLON du MAN (France)

Information et inscription :
Le Louverain,
2206 Les Geneveys-sur-Coffrane
Tél. 038 57 16 66.



■ RADIO-TROTTOIR Un espace de liberté

"La radio officielle, ce n'est pour nous qu'une discothèque." Ce propos d'un lycéen camerounais illustre bien l'hypothèque qui pèse sur les médias africains trop liés au pouvoir dans des pays au parti unique et où la radio, autre grief, est jugée trop absente.

Alors spontanément se sont mis en place de véritables réseaux d'information parallèle. "En fait, quand une information parvient, on la triture, on l'examine sous tous ses angles, on la confronte aux nouvelles de la radio, on la communique à des amis et à des proches..." écrit Michel Deboste. Ajoutons que ces "radio-trottoir" peuvent compter, comme source d'information, sur les indiscretions, celle du petit fonctionnaire comme celle du ministre.

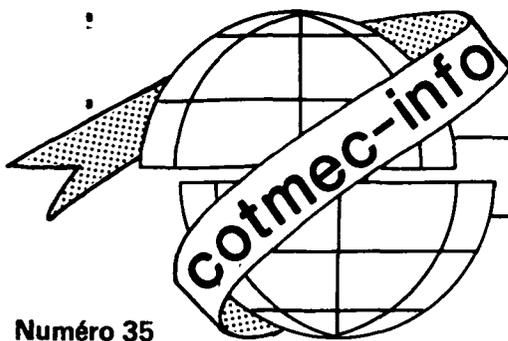
Au niveau local, des mesures prises ont été tuées dans l'œuf; ainsi cette décision de renvoyer dans leur village les chômeurs résidant à Kinshasa. Avant que la nouvelle ait été rendue publique, les intéressés l'avaient apprise par "radio-trottoir" et avaient pu se mettre à l'abri. Mais il arrive que les "ondes" de cette radio franchissent les frontières. C'est ainsi qu'on a su à Paris certaines nouvelles avant que les services officiels zairois et français n'y aient fait écho.

Radio-trottoir à Brazzaville et à Kinshasa, Radio-baobab à Dakar, facteur-sacoche à la Réunion... autant d'espaces de liberté.

J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

D'après

Croissance des Jeunes Nations



LE SOUHAITABLE ET LE POSSIBLE

Qu'un membre ou un organisme de l'Eglise énonce le **souhaitable**, c'est admis par chacun. On laisse volontiers évoquer un certain nombre d'idéaux à cette Eglise à qui on a confié depuis un certain nombre de siècles le souci de nous parler de l'au-delà. La paix, le désarmement, les droits de l'homme... d'ailleurs qui pourrait être en désaccord ? Mais que cette même Eglise, en s'appuyant sur l'avis d'experts, dise non plus le souhaitable mais le **possible**... Qu'elle se mette à dire par exemple que, dans notre pratique bancaire, dans nos relations économiques avec le tiers monde, dans notre façon de concevoir la paix, d'autres solutions sont possibles, aujourd'hui, alors, rien ne va plus ! Du coup, les propos les plus acerbes et les plus soupçonneux naissent dans les rangs des chrétiens. De ces chrétiens qui avancent au pas de charge dans les affaires de ce monde avec, en prime, la bénédiction d'une bonne conscience.

L'Action de Carême et Pain pour le Prochain en font l'expérience et sont l'objet d'attaques aussi violentes que calomnieuses. Dans une moindre mesure, Justice et Paix que l'on ne se gêne pas de renvoyer à "ses oignons".

Si Jésus de Nazareth avait dit le souhaitable, évoquant les beautés d'un monde qui commence après la mort, sûr qu'il n'aurait pas eu d'ennemis. L'Evangile est bonne nouvelle pas d'abord parce qu'il annonce un Royaume futur; mais parce qu'il affirme qu'il commence aujourd'hui (le mot "aussitôt" est utilisé quarante et une fois dans l'Evangile de Marc, dont onze fois dans le seul premier chapitre).

Que ceux qui tentent de se faire les témoins, dans cet aujourd'hui, de possibles nouveaux, soient assurés de notre estime, de notre appui. Qu'ils ne se laissent pas arrêter par les difficultés, se rappelant, ainsi que l'écrivait François Gross dans le *Courrier*, au lendemain de l'échec d'"Etre solidaires" : *"Un engagement lucide en faveur de la justice et de la paix exclut que l'on puisse compter être du côté de la victoire..."* ■

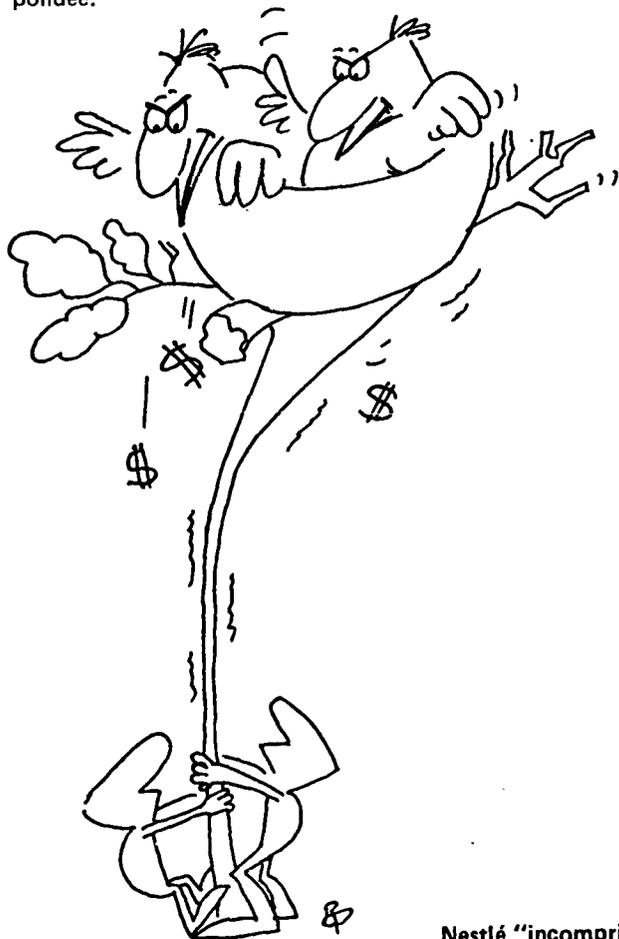
■ 34e SESSION DE L'OMS

■ L'alimentation infantile en question

L'alimentation infantile est l'exemple type du mal-développement. Un produit artificiel, cher et demandant des conditions d'utilisation précises, en arrive à supplanter un produit naturel, gratuit, d'utilisation immédiate (laissons de côté les cas — exceptionnels — où la technique doit venir nécessairement au secours d'une impossibilité d'allaiter).

Que l'alimentation au sein soit préférable aux substituts — même de la meilleure qualité — personne ne le conteste; que cette supériorité réelle chez nous soit déterminante dans le tiers monde, plus personne ne le conteste non plus.

Lorsqu'on sait, comme le déclarait G.J. Ebrahim lors d'une réunion qui s'est déroulée à Londres au début du mois, que le coût des substituts du lait maternel représente, pour une famille du Pérou, le 23 pour cent du salaire minimum, le 35 pour cent aux Indes et le 63 pour cent en Egypte, on imagine les conséquences : utilisation trop diluée, avec une eau souvent polluée.



■ Des idées aux faits

Ceci dit, le marché du lait en poudre est estimé à 4 milliards de dollars, dont la moitié est vendue dans le tiers monde. On peut comprendre que, quelle que soit la bonne volonté des firmes et leur désir de soigner leur image de marque, elles fassent tout leur possible pour se préserver un champ d'action.

Le projet de code de conduite dans la vente des produits pour nourrissons est en discussion à la 34e session de l'OMS qui se déroule actuellement à Genève. Il a été progressivement allégé depuis le premier texte de 1979 au point qu'une déléguée suisse s'en est étonnée. Pourtant il a été jugé excessif par M. Sunders, président de l'ICIFI (Conseil international des alimentations infantiles) qui est également vice-président de Nestlé : "L'industrie mondiale juge inacceptable le projet de code sous sa forme actuelle" étant "restrictif, inconsidéré, inapplicable".

■ Nestlé "incompris" ?

Depuis 1978, Nestlé a largement modifié ses procédés de ventes. Nous entendons encore un directeur de cette Maison dire à des représentants de notre commission : "Nous étions Saul, nous nous sommes convertis et nous sommes devenus Paul; comment expliquer les critiques dont nous sommes l'objet ?"

Il faut reconnaître que cette firme a pris certaines dispositions (par exemple de noter sur ses boîtes la supériorité du lait maternel) que d'autres n'ont pas prises (Migros, Milupa, Wander...). Mais lorsque, d'une part, on détient le 50 pour cent du marché des ventes de produits pour nourrissons dans le tiers monde et, d'autre part, lorsque dans cette même firme, de 1979 à 1980, le total des ventes "de produits infantiles et diététiques" est passé de 1,46 milliards à 1,89 milliards de francs (dont un tiers réalisé dans le tiers monde), on doit comprendre que les yeux se braquent sur vous. Car il reste fort à faire.

On comprend dès lors parfaitement l'interpellation de ce groupe de trente-deux actionnaires lors de la dernière assemblée générale, pour qui "il paraît essentiel que Nestlé affronte avec détermination ses responsabilités et qu'un ample débat puisse s'ouvrir sur les problèmes infiniment complexes du développement".

Nous nous réservons la possibilité de revenir sur cette intervention tant elle nous paraît exemplaire, dans sa motivation et le choix des moyens, d'un engagement possible et méconnu des chrétiens.

■ Un code efficace ?

Si ce code est approuvé, ce qui est probable, quelle en sera l'efficacité ? Sera-t-il un code alibi qui permettra de classer le dossier ou un moyen de vérification et de vigilance ? Cela dépend peut-être moins de l'OMS que des organisations qui luttent contre le mal-développement et qui devront garder l'œil ouvert : dénoncer toutes les pratiques de ventes qui, jouant sur le registre facile du "meilleur pour son enfant", conditionnent des mères du tiers monde à

abandonner leur seule richesse : leur lait. N'est-ce pas, en effet, à ces organisations que revient le mérite d'avoir soulevé un problème dont personne, aujourd'hui, ne conteste plus la gravité ? ■

■ MATIERES PREMIERES

■ Coton, nouvel échec

Dans notre ville, les négociations sur les matières premières se suivent... et se ressemblent. En tous les cas, dans leurs résultats : échec pour le cacao, échec pour l'étain, échec pour le coton ou, ce qui revient au même, "ajournement sine die avec demande de poursuivre les consultations"

■ Un produit important

Important parce qu'on en tire des fibres textiles et une huile comestible ainsi que de la nourriture pour bétail; important aussi parce que, par les méfaits de la colonisation qui l'a imposé, il constitue une part très large des ressources de certains pays. Septante-trois pour cent des exportations du Tchad, plus du quart des exportations pour six autres pays d'Afrique, ainsi que pour le Nicaragua et le Yémen.

■ Mais des producteurs menacés

Nonante pour cent du marché mondial sont entre les mains de quinze sociétés dont la seconde par ordre d'importance, Volkort Brothers, qui est suisse. Ce sont elles qui déterminent largement les prix à la Bourse de New York. On peut imaginer les effets des fluctuations — constantes — sur l'économie des pays cités plus haut. Menacés aussi par un très petit nombre de firmes (treize d'entre elles contrôlent 80 à 90 pour cent du commerce mondial.)

Il faut relever enfin le rôle de l'industrie des machines (Sulzer en tête) qui pèse de tout son poids pour la concentration, l'automatisation, l'utilisation des fibres synthétiques...

■ Quelle chance pour le tiers monde ?

Dans ce contexte, que signifient les négociations ? Quelles chances ont les propositions des petits producteurs du tiers monde, soutenues généralement par les positions avancées et courageuses des pays nordiques face aux Etats-Unis, liés dans ce cas à l'Angleterre, à l'Allemagne et au Japon ?

On sait bien les injustices du système, mais il arrive que les rapports de forces apparaissent avec une telle impudeur que tous les propos sur la solidarité internationale, l'aide et le développement deviennent insupportables !

Les négociations sur le jute qui se déroulent actuellement subiront-elles le même sort ou vont-elles apporter une touche d'optimisme à ce sombre tableau ? ■

Sont appelés à participer au Symposium tous ceux pour qui «Solidarité» n'est pas un mot vide de sens

En ce début de la 3e décennie du développement, la pauvreté dans le Tiers Monde est aujourd'hui comme hier le problème de notre temps. C'est la raison du Symposium de la Solidarité.

Hier, on disait «Développement = Croissance» ou «Commercer au lieu d'aider».

En 1980, notre leitmotif est: «Développement est Libération». Sans libération sociale, le combat contre la pauvreté est un combat perdu d'avance.

En 1970, la grande conférence interconfessionnelle Suisse-Tiers Monde fut décisive pour la 2e décennie du développement dans notre pays. Ce Symposium de la Solidarité doit être à son tour un événement capital pour les années 80.

Par le Symposium nous voulons

- dénoncer la doctrine officielle du développement telle qu'elle est reconnue et propagée chez nous.
- prendre conscience que, unis, nous pouvons agir avec force et efficacité contre les pouvoirs de destruction et d'exploitation.
- mieux nous connaître et présenter ensemble le résultat de nos travaux et recherches sur la politique du développement dans une «foire aux propositions»

Programme

Vendredi, 29. 5. 1981

20.00 h

Perspectives des années 80

Exposés sur la doctrine officielle du développement, suivis d'interviews, de discussions, de films etc ...

Samedi, 30. 5. 1981

10.00-12.00 h

Manifestations de rue dans le centre de Berne: stands d'information, théâtre de rue, musique.

10.00-22.00 h

Films et montages audio-visuels sur les thèmes suivants: transfert de production à l'étranger, tourisme, El Salvador, Sahraouis, Zimbabwe, etc ...

Manifestations principales

13.30-15.00 h

Offensive financière de la Suisse:

Adhésion de la Suisse à la Banque Mondiale/FMI, Stratégie des banques suisses, Politique de crédit du gouvernement suisse, Politique de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures.

15.30-17.00 h

Ce que fait la Suisse en matière de développement: Moratoire pour l'exportation de produits servant à l'énergie nucléaire, Banques et Afrique du Sud, Tourisme, Littérature enfantine, Matériel scolaire, exportation d'armes etc.

17.30-19.00 h

Emplois et solidarité internationale:

Table ronde avec des représentants syndicaux (invités SMUV, CMU, VPOD) et des personnalités engagées dans la politique du développement.

16.00-17.00 h

Jeu de poupées «José» avec la «Fahrendi Bühni» de Liestal.

Foire au propositions:

Pendant toute la durée du Symposium, stands et présentation des groupes et organisations présentes

Expositions: livres pour enfants et adolescents, matériel scolaire, tourisme etc ...

20.30 Uhr

Grande manifestation Suisse-Tiers Monde

Participation d'éminents représentants du Tiers Monde et de la Suisse, entre autres:

Kurt Rudolf Mirow (Brésil)
Jean Ziegler (Genève)
Simon Reyes (Bolivie)
Iva Mackay (Afrique du Sud)
Roberto Herrera (El Salvador)

Chants et musique: Grupo Pamanaco
Groupes d'Erythrée, Turquie et Bolivie

ensuite fête jusqu'à 02.00 h avec:

Afro Sponti Jazz
Grupo Quinto (Samba)

Dimanche, 31. 5. 1981

Ateliers «Solidarité»

10.00-12.30 h

Organisations d'entraide et solidarité
Résistance contre la dictature en Amérique du Sud

Reconstruction au Nicaragua, au Salvador, au Zimbabwe

10.00-11.00 h

Résistance en Erythrée
Résistance en Afghanistan

Diverses actions des consommateurs:

Boycott Afrique du Sud

La faim est un scandale

Jeu: acheter/manger

11.00-12.30 h

Podium: Boycott critique

Participants: représentants du Tiers Monde, d'organisations de développement, de défense des consommateurs, de grossistes, de petits et moyens agriculteurs

14.00-16.00 h

Manifestation principale

Remise de prix pour les champions du mal-développement

- pour le «roi des démarcheurs»
- pour «l'as du jeu sans frontières»
- pour une solidarité internationale qui a intérêt à avoir du coffre
- pour la «reine du matraquage publicitaire»
- pour le plus beau méli-mélo organisé et juteux

Manifeste pour les années 80

et résumé des conclusions de Symposium.

A l'occasion du Symposium paraîtra le
Livre Noir Suisse - Tiers Monde
édité par le groupe de préparation

Organisation et invitation:

Des personnes des organisations suivantes ont préparé le Symposium et vous y invitent:

Anti-Apartheid-Bewegung / Arbeitsgemeinschaft für entwicklungspolitische Information und Bildung - agib / Arbeitsgruppe Dritte Welt Bern / Arbeitskreis Tourismus und Entwicklung / Association de soutien à la résistance chilienne / Association romande des magasins du monde / Arbeitsgemeinschaft für Rüstungskontrolle und ein Waffenausfuhrverbot - ARW / Arbeitsgemeinschaft gegen Atomexporte / Bananen-Aktion Frauenfeld / Brennpunkt Welt / Centre d'échanges permanents Genève / Centre écologique Albert Schweitzer Neuchâtel / Christlicher Friedensdienst - CFD / Comité genevois au soutien du peuple afghan / Comité pour la défense des droits de l'homme au Guatemala / Comité suisse de soutien au peuple sahraoui / Commission tiers monde de l'église catholique Genève - COTMEC / Déclaration de Berne / Dichiarazione di Berna / Dachverband der Dritte-Welt-Läden / Erklärung von Bern / Entwicklungspolitische Arbeitsgruppen verschiedener Parteien / Frères sans frontières / Groupe de travail Afrique Genève / Groupe volontaires Outre-Mer / Incomindios Schweiz / Kommission für Entwicklungsfragen der Universität und der ETH Zürich / Komitee zur Verteidigung der chilenischen Kultur / Koordinationsstelle für Ökumene, Mission und Entwicklung Bern / Mouvement Anti-Apartheid Suisse / Nationale Koordination der Nicaragua- und El Salvador-Komitees / Organisation Schweiz - Dritte Welt - OS3 / Schweiz. Arbeitsgruppen für Entwicklungspolitik - SAFEP / Schweiz. Arbeiterhilfswerk - SAH / Schweiz. Unterstützungskomitee für Eritrea - SUKE / Service Civil International - SCI / Sezione Ponte Nuovo / Solidaritätskomitee Afrika, Asien und Lateinamerika - SKAAL / Solidaritätskomitee für das bolivianische Volk - CONADE / Terre des hommes Schweiz / Vereinigung Schweiz - Kuba.

*Développement
est libération*

*Entwicklung
heisst Befreiung*

*Lo sviluppo
è la liberazione*

Symposium de la Solidarité

Symposium der Solidarität

Simposio della Solidarietà

Kursaal Berne

29/30/31 mai 1981



**Je participerai au Symposium
de la Solidarité à Berne
(29-31 mai 1981)**

Je souhaite être hébergé
(env. Fr. 8.- avec petit déjeuner)

oui non (souligner)

Je commande

_____ ex. du Livre Noir (env. Fr. 6.-)

_____ ex. du programme (gratuit)

_____ ex. Affiches du Symposium
(Fr. 2.-, dès 10 exemplaire Fr. 1.-)

A renvoyer de suite
Richard Helbling, Haldenstrasse 135, 8055 Zurich.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

■ **L'Eglise c'est aussi...**
● **Un acte œcuménique courageux et efficace**

Un pasteur, Jean Costil, un prêtre, Christian Delorme et Hamid B., un jeune Algérien, ont entrepris le 2 avril à Lyon une grève de la faim illimitée. Le but : protester contre les mesures d'expulsion pesant sur des Algériens qui ont passé souvent en France toute leur enfance et pour qui le départ en Algérie provoquerait plus un nouveau déracinement qu'un retour au pays.

Leur geste a permis de poser le problème dans toute son ampleur, d'obtenir, le 29 avril, du Ministère de l'intérieur un sursis de trois mois "pour trouver à ce problème une solution équitable".

Le lendemain, ils ont donc arrêté leur grève de la faim.

■ ■ ■

● **Plus parlant qu'une déclaration**

Dans cette Namibie à qui l'Afrique du Sud ne veut pas rendre l'indépendance; cette Namibie contrainte à poursuivre son combat vers la libération, un événement a été célébré, riche dans sa portée symbolique : dans ce territoire une fois et demie plus grand que la France, un évêque a été consacré. Un évêque de couleur, un noir, Mgr Haushiku. C'est à lui de reprendre le flambeau des mains d'un clergé blanc qui l'a précédé.

■ **POUR LE MAROC**

Crédit inacceptable

Le 18 avril, un crédit mixte a été signé avec le Maroc. Il porte sur un montant de 55 millions de francs dont 15 millions seront fournis par la Confédération, le reste par un consortium de banques privées.

Ainsi l'argent de la Confédération, notre argent, va soutenir ce royaume du Maroc en guerre contre le petit peuple sahraoui. Peuple qui mène, le plus souvent dans le silence des médias, une lutte héroïque, n'acceptant pas de disparaître pour le seul tort d'avoir du phosphate dans son sous-sol.

Y a-t-il encore possibilité de protester efficacement ? On nous assure que oui, car le Conseil fédéral doit encore ratifier ce crédit. Nous allons donc envoyer à nos autorités une lettre de protestation et nous invitons tous nos lecteurs à faire de même.

Nos commissions tiers monde sont en train d'éditer une brochure réalisée par le groupe de soutien au sahraoui pour permettre à chacun de mieux comprendre les causes et les enjeux de ce conflit.

Nos meilleurs vœux de guérison...

à l'intention du Pape Jean-Paul II et des personnes blessés dans le même attentat.

Un souhait également : que cet événement ne voie pas grossir le nombre des prophètes de malheur et prompts à faire de la violence une fatalité.

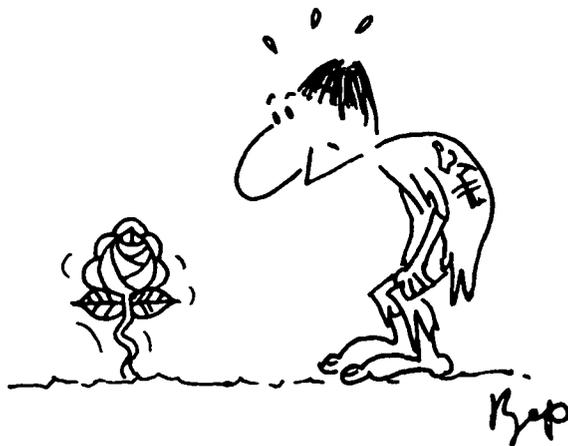
■ **MITTERAND ELU**
Quel changement pour le tiers monde ?

Pourquoi le taire, nous sommes de ceux que la victoire de Mitterand a réjouis. Par amitié pour "ces Français de tous bords, pour reprendre les termes d'André Mandouze dans le Monde, qui n'acceptent pas de courber l'échine devant le diktat de l'argent. Et parmi ceux-là, qu'on me permette de compter tous ces chrétiens pour qui l'Evangile est précisément un ferment de révolte contre les injustices et de solidarité avec les opprimés". Quelles vont être les conséquences de ce changement pour le tiers monde ?

Ce qu'on peut dès maintenant affirmer, c'est que François Mitterand est relativement sensible à ces problèmes : "Mon passage au Ministère de la France d'Outre-Mer a été l'expérience majeure de ma vie politique dont elle a commandé l'évolution." C'était en 1950. En désaccord avec la politique ambiguë de son prédécesseur en Afrique. En désaccord aussi avec une diminution de l'aide publique au développement qui a passé du 1,25 pour cent du Produit National Brut en 1960 à 0,3 pour cent aujourd'hui, on peut s'attendre, selon toute vraisemblance, à une politique menée avec "les yeux ouverts sur ces problèmes", pour reprendre ses termes.

Les réactions favorables des pays ayant opté pour un développement qui profite à tout le peuple sont à ce point significatives.

Mais les difficultés restent immenses. Julius Nyerere, le président de la Tanzanie, ne disait-il pas : "Je reproche à la droite française de vendre des armes et à la gauche de les fabriquer" ? Comment, dans la réalité actuelle d'une industrie qui compte largement sur l'exportation d'armes pour remplir ses carnets de commandes, lutter à la fois contre le chômage et pour la solidarité internationale ?



● VITE LU

Nous avons accordé beaucoup d'attention à la sortie du livre du Père Cosmao "Changer le monde, une tâche pour l'Eglise".

Avec plaisir, nous constatons que de cette problématique est né un autre livre : "Les Chrétiens et le Goulag de la faim". Pierre Vilain, journaliste à Témoignage Chrétien, a en effet repris à son compte les intuitions fondamentales du Père Cosmao, les émailant de nombreux exemples puisés dans sa vaste connaissance des problèmes actuels.

Phrases courtes, chapitres ne dépassant pas deux pages, style alerte, voilà un livre accessible à tous et qui se lit d'un trait.

Critique pour l'Eglise — mais toujours de l'intérieur —, sans ménagement pour les responsabilités des chrétiens d'Occident, ce livre éclairera ceux qui commencent à découvrir les causes du déséquilibre international.

Quant à ceux qui ont déjà fait un bout de chemin, ils trouveront là une lecture qui affermit leur détermination et leur engagement.

Un livre qui fouette le sang.

"Les Chrétiens et le Goulag de la faim" de Pierre Vilain. Les Editions du Cerf. 138 pages.

A disposition au secrétariat ainsi que le livre du Père Cosmao (Fr. 26.—) et le résumé qui en a été extrait (Fr. 2.—).



JEUDI 11 JUIN, à 20 h. en l'église Notre Dame...

... Célébration œcuménique à l'occasion de la Conférence de l'Organisation internationale du travail, à la mémoire des victimes de la répression dans le monde du travail en Argentine et en Amérique du Sud.

Nous souhaitons que nombreux soient nos lecteurs à s'associer à cet acte de prière, qu'ils pourront étendre à tous les ouvriers et les syndicalistes victimes d'une répression qui touche tous les continents.



■ PAS COMME ÇA

Une nouvelle affiche s'offre ces jours à nos regards: divisée en deux, elle représente un homme soumis à la torture, les yeux exorbités, et un singe malmené par des expériences de vivisection.

Comment expliquer une telle juxtaposition ? Désire-t-on utiliser la souffrance de l'homme pour dénoncer celle que subissent les animaux ?

Certes, si vraiment des violences injustifiées sont faites à des animaux dans les laboratoires, il s'agit de les dénoncer. Mais de grâce, en gardant le sens du discernement !

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 · 1211 Genève 9

Secrétariat:

André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50

CCP 12 · 21 551



Quand l'Eglise, qui prêchait la résignation, commence à dire aux pauvres que c'est Dieu lui-même qui les appelle à se mettre debout et à prendre en main la construction des organisations sociales nécessaires à la production de leurs conditions d'existence, l'impensable devient pensable.

V. Cosmao



■ ROME Premier entretien avec l'OLP

Le Saint-Siège réaffirme son intérêt pour tous les problèmes du Proche-Orient

Farouk Kaddoumi, responsable des affaires extérieures au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a été reçu le 18 mars par le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, avec qui il a eu un entretien de quarante-cinq minutes.

Au cours de cette rencontre, "le cardinal Casaroli a pu se rendre compte directement de la situation au Proche-Orient et de la solution de la crise arabo-Israélienne sous ses divers aspects", indique un communiqué du porte-parole du Vatican.

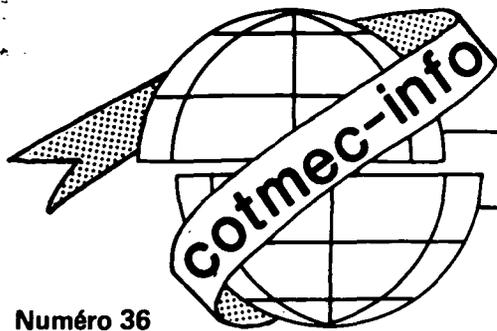
Selon le communiqué, l'entretien a porté sur les quatre points suivants :

1. Comment restaurer une paix juste et stable au Proche-Orient ?
2. Le problème palestinien.
3. La question de Jérusalem.
4. La présence palestinienne au Liban.

Le communiqué indique enfin que l'entretien a mis l'accent sur l'intérêt que "le Saint-Siège a toujours porté et continue de porter à ces problèmes avec toutes les parties intéressées".

C'est le premier entretien de F. Kaddoumi à Rome où il est arrivé mercredi après-midi pour une visite de quarante-huit heures. C'est la première fois qu'un dirigeant de l'OLP est reçu au Vatican par le secrétaire d'Etat.

J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9



UN AIR DE BEATITUDES...

En mars 1977 la COTMEC décidait de recourir à la Centrale d'Alerte pour une campagne de signatures. Elle venait d'apprendre l'incarcération d'Adolfo Perez Esquivel, cet architecte argentin qui, depuis un certain temps déjà, coordonnait un mouvement consacré au combat pour la justice avec des moyens non-violents : Paz y Justicia.

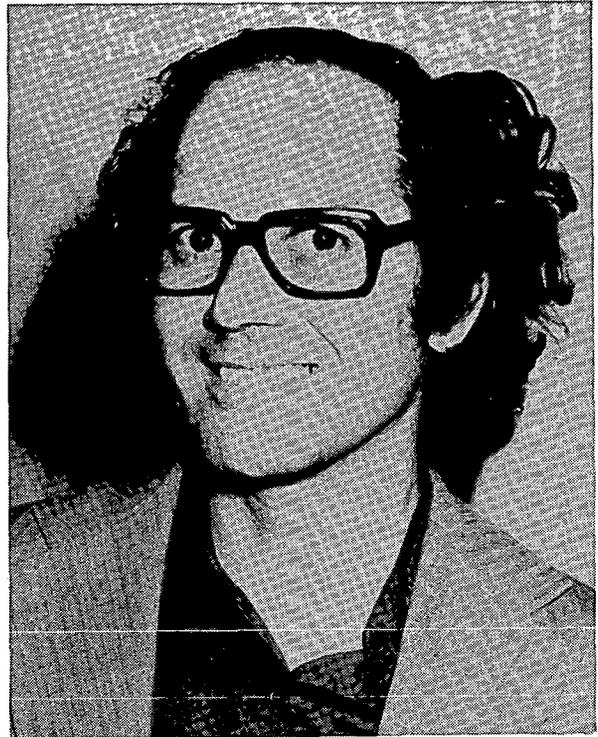
Le 22 mai 1981, dans les locaux de la paroisse Ste-Clotilde, la COTMEC et la Commission Tiers-Monde protestante recevaient Adolfo Perez Esquivel. Moins pour entendre une conférence qu'un témoignage chaleureux de celui qui en décembre passé avait reçu le Prix Nobel de la Paix.

Ces deux dates méritaient d'être rapprochées. Pour s'attribuer un certain mérite ? Certainement pas ! Notre signature, la vôtre peut-être, a été suivie ou précédée d'une quantité d'autres à travers le monde, notamment venant d'Amnesty International qui fête ses vingt ans cette année et dont on ne dira jamais assez la force imperceptible et irréprouvable.

Pour tomber dans un optimisme béat ? Pas plus. Le seul fait que, dans la semaine qui a suivi son passage en Suisse, Adolfo s'est vu dans l'impossibilité de réaliser à Buenos-Aires la semaine des disparus qu'il avait projetée suffit à nous ramener les pieds sur terre.

Alors pourquoi ? Parce qu'il nous a semblé que, l'espace d'un moment, l'opacité de la répression, de l'injustice, des rapports de forces n'avaient pas suffi à retenir un rayon de soleil. Cela ne dit pas que la nuit est finie, mais au moins que le soleil existe.

Pour le dire dans la langue des chrétiens, un moment les Béatitudes se sont faites palpables. Le Pauvre, l'artisan de paix, l'affamé de justice, nous l'avons vu honoré. Ces béatitudes par lesquelles Adolfo Perez Esquivel a conclu le discours qu'il a prononcé à Oslo le 10 décembre en recevant son prix Nobel.



A une année des élections, au moment où une certaine libéralisation du régime donne lieu à un grand bouillonnement politique, l'enjeu du thème était de taille. L'extrait ci-dessous permet d'apprécier la pertinence de la réflexion.

"Nous ne devons pas avoir peur d'entrer dans la politique. Car si nous le faisons pas nous serons trompés et volés par les "politicaillers" experts en artifices. Jésus a dit qu'il nous faut être simples comme la colombe et rusés comme le serpent. C'est pourquoi il nous faut discuter entre nous des programmes et de la pratique concrète des partis politiques et découvrir (quels sont) les intérêts qu'ils défendent et le type de changement de société qu'ils proposent. Nous devons faire tout cela avec beaucoup de sérieux, pour pouvoir découvrir les partis qui sont des loups déguisés en agneaux et ceux qui sont réellement issus du peuple et défendent les intérêts et les droits du peuple travailleur."

Mais la communauté de base, en tant que telle, se place sur un autre plan. "Elle est le lieu où nous devons vivre, approfondir et célébrer notre foi, où nous devons confronter notre vie et notre pratique avec la parole de Dieu, pour vérifier si notre action politique est en accord avec le plan de Dieu."

BRESIL I^{ve} rencontre des communautés de base

Pour la quatrième fois, des délégués élus par des CdB, situés dans septante et un diocèses, se sont réunis à Itaici au mois d'avril. Au nombre de deux cents, des laïcs souvent analphabètes ont travaillé sur le thème CdB et Politique. Participant à leurs travaux, vingt évêques, et ceci dans une totale discrétion, tout comme les théologiens, eux aussi venus pour se mettre à l'écoute.

La fine bouche

Si vous n'aimez pas, n'en dégoutez pas vos lecteurs... Cette remarque énervée nous est revenue à plusieurs reprises en lisant le peu d'articles qui annonçaient dans les journaux de Suisse romande le Symposium de la Solidarité réuni à Berne les 29, 30 et 31 mai. A les lire, il s'agissait de "groupuscules", ou plus paternalistement "nos petits groupes", qui allaient essayer de se "convertir entre convaincus" dans une rencontre menacée de toutes sortes de récupération.

C'est sûr qu'on peut toujours attendre mieux et souhaiter de grands rassemblements qui mettent en mouvement les plus éloignés. Pourtant ceux qui militent au jour le jour dans une pratique de conscientisation sont plus humbles. Ils savent ce qu'il en coûte de mobiliser les Suisses sur les chantiers de la solidarité. Pour être juste, ajoutons qu'à la lecture des comptes rendus faits au lendemain du 31 mai, notre grogne est largement tombée !

L'expérience de Lausanne

Lors du Symposium de Lausanne, avec d'autres groupes nous avons investi dans la préparation un temps considérable, presque excessif, au point de désertir pour un temps nos propres lieux d'action. Est-ce la raison pour laquelle les Romands ont été si "modérés" dans la préparation de la rencontre de Berne ? Raison de plus pour eux d'apprécier le travail des groupes suisses alémaniques et l'organisation précise et discrète qui a régné tout au long de cette assemblée.

Quels résultats ?

Permettre à trois mille personnes, souvent engagées dans des groupes divers, de partager projets et difficultés, de poursuivre leur réflexion dans des domaines de travail aussi intéressants que variés. Donner l'occasion à de nombreux réfugiés politiques de se faire entendre et de rencontrer ceux qui luttent en Suisse pour des causes qui leur ont souvent valu l'expulsion de leurs pays. Tout cela est déjà un résultat.

Ensuite il y a un manifeste — nos lecteurs l'obtiendront à notre secrétariat —, qui est certes critique à l'égard de la politique économique officielle de la Suisse, mais une critique sous-tendue de bout en bout par le souci d'une authentique solidarité internationale.

Il y a enfin une série de propositions concrètes, faites par la coordination ou par des groupes participants, qui doivent encore rencontrer l'accueil des gens pour se concrétiser. Plutôt que d'en faire l'énumération, nous préférons, dans les limites de ce bulletin, les proposer au fur et à mesure à nos lecteurs. D'eux aussi dépend le résultat du Symposium.

● Rencontres

En plus d'Adolfo Perez Esquivel, un coordinateur des CdB salvadoriennes, un militant syndical des Philippines ont passé à la COTMEC ces temps derniers. Un moyen privilégié de vérifier notre travail, de renfor-

Dans une brochure claire et illustrée d'une vingtaine de pages, la Déclaration de Berne, Magasins du Monde et le Mouvement Anti-Apartheid nous rappellent la réalité de l'apartheid et l'implication financière de la Suisse. Surtout ils nous proposent un moyen d'action concret, aisément réalisable et parfaitement respectueux de la légalité. Il consiste pour les titulaires d'un compte à l'UBS, la SBS ou au Crédit Suisse à envoyer la lettre ci-dessous et, si possible, à signaler leur démarche auprès de responsables de l'action.

A la direction de

Messieurs,

De nombreuses autorités ont pris nettement position contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud (Etats, dont la Suisse, Eglises, syndicats, etc.).

L'ONU et le Conseil œcuménique des Eglises ont demandé expressément de cesser toute collaboration financière avec l'Afrique du Sud.

Lors d'un récent séminaire à Zurich, il a été démontré que votre banque participe très activement au financement du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Aussi, je me permets de vous demander :

1) Est-il vrai que vous participez au financement de l'Afrique du Sud ?

2) Entendez-vous diminuer, voire cesser, votre collaboration à un tel financement ?

De la réponse à ces questions dépendra ma décision de maintenir ou non mes relations avec votre banque.

Veillez agréer, Messieurs, mes meilleures salutations.

! Evasion

Ikea nous propose, sur fond bleu, "l'évasion à la carte". Une grande banque fait mieux. Elle nous dit, en huit pages couleurs : "Evadez-vous... grâce au Crédit Suisse".

S'évader de quoi ? N'est-ce pas d'une prison qu'on s'évade ? Osent-ils prétendre, ceux que préoccupe tant notre libération, que la vie est devenue tellement stressante dans notre pays que le fait d'y résider ressemble à une incarcération ?

Si des groupes militant pour un autre style de vie avaient tenu le même langage, ne les aurait-on pas accusés de traîner leur pays dans la boue ? Mais peut-être, tout simplement, veulent-ils nous vendre du rêve ? Et le rêve, comme chacun sait, cela n'a pas de prix.

Quant à nous, nous souhaitons à tous nos lecteurs d'excellentes vacances.

cer notre détermination.

Il est possible que dans les paroisses, durant l'été, des prêtres du tiers monde soient de passage. Transmettez-leur notre désir de les rencontrer.

■ PHILIPPINES Autour des ananas

Dans un pays où règne la misère, la mise en question d'une production quelle qu'elle soit peut toujours vous attirer le reproche d'enlever à des moins pauvres le peu qu'ils avaient.

C'est ce qui s'est passé pour la Déclaration de Berne et sa mise en question de la production des ananas, comme cela se passait hier avec les partisans du boycott des oranges "Outspan" produites en Afrique du Sud et demain peut-être pour les planteurs de bananes du Honduras ou les ramasseurs de thé à Ceylan... Dans chaque cas, il est possible de dire en toute vérité : mais s'ils n'avaient pas ce travail, leur situation serait pire.

Au siècle dernier dans nos pays, s'opposer à laisser les enfants descendre à la mine, n'était-ce pas, dans un premier temps, priver une famille dans la misère d'un revenu indispensable ?

Avec la Déclaration de Berne, avec le leader syndicaliste philippin que nous avons rencontré longuement, nous croyons que, dans ce pays, le seuil critique est atteint et qu'il faut agir. "Boycotter revient à détruire ce qui existe. Acheter c'est aider" écrit Pierre Arnold, administrateur de la Migros, dans le journal "Construire". Avouons, pour le moins, que c'est un peu rapide. Dans sa douteuse évidence, ce propos nous a rappelé le poème d'Adrien Printz, "Usine 66" :

*"L'usine nous fait vivre
Sans doute mais enfin
La ferme aussi fait vivre
Poules porcs et lapins
Mais las à quelles fins ?"*

■ Au nom de Dieu

Dans un récent article intitulé : "Etats-Unis-Argentine, une question d'âme", Le New York Times relate une discussion entre Alexander Haig et des membres du Département des Affaires étrangères. Le secrétaire d'Etat avait expliqué les plans des livraisons d'armes à l'Argentine en disant que, sur un certain nombre de valeurs, les Etats-Unis partageaient avec ce pays un point de vue semblable. Invité à préciser quelles étaient ces valeurs, Alexander Haig répliqua : "la foi en Dieu".

Faut-il ajouter des commentaires ? Comme le dit le vieil adage connu des avocats : "Si vous ne pouvez pas vous appuyer sur la loi, appuyez-vous sur l'évidence et si cela ne suffit pas, invoquez Dieu". En effet, quelle meilleure référence ? A la fois si élevée et qui réagit si peu à son utilisation.

Face à cette Amérique latine massivement chrétienne, nul doute que le secrétaire d'Etat puisse, avec un tel argument, justifier des livraisons d'armes dans de nombreux pays.



■ DU NOUVEAU A CARACAS Dialogue Sud-Sud

Le 19 mai, dans la capitale du Venezuela, une conférence a réuni à un niveau souvent ministériel des délégués des pays du tiers monde.

Son but : intensifier leurs relations et formuler des programmes communs de coopération. En fait, le projet n'est pas nouveau. Il date de 1964 et concernait à l'époque septante-sept pays (ils sont actuellement cent vingt, même si on les appelle toujours les septante-sept).

Jusqu'à-là les résultats effectifs sont plutôt maigres, il faut le reconnaître. Il faut du temps pour inverser le courant séculaire de dépendance — pas seulement économique — du Sud à l'égard du Nord. De plus, le groupe des septante-sept est traversé de nombreux clivages : pays pétroliers, pays les plus pauvres, pays à économie libérale, pays à économie socialiste...

Mais si les obstacles sont nombreux, la volonté de les surmonter est plus forte que jamais, aidée... par le refus des Occidentaux. "Les pays développés ne s'imaginent sans doute pas le service qu'ils nous ont rendu en bloquant le dialogue Nord-Sud", disait un haut fonctionnaire.

Des exemples de coopération sont déjà réalisés, notamment dans le domaine pétrolier (Mexique et Venezuela fournissent à des conditions de faveur neuf pays d'Amérique latine; en Afrique, le même mouvement se dessine). La réflexion sur une structure de coordination avance.

Il nous faut ajouter l'expression récente — "dialogue Sud-Sud" — à notre vocabulaire. Nul doute qu'elle est promise à prendre une place toujours plus importante dans les réflexions sur le développement pour la satisfaction de tous ceux que préoccupe la justice internationale.

Sur proposition de chrétiens du Salvador

Nous nous réunirons pour prier de 9h. à 12 h. en l'église du Sacré Coeur (Plaine de Plainpalais)

En communion avec les salvadoriens dans la souffrance. En communion également avec tous ceux qui, aux Etats-Unis s'engagent pour que leur pays, fier de son indépendance, cesse d'empêcher un autre peuple de l'obtenir.

Invitation cordiale à tous ceux qui veulent se joindre, même brièvement à cette prière. Sur place ils pourront signer une lettre qui sera remise au consulat des Etats-Unis.

Les Commissions Tiers - Monde des Eglises protestante et catholique

Le samedi 4 juillet, fête nationale des Etats - Unis

■ **42e CONGRES EUCHARISTIQUE**
Un déplacement appréciable

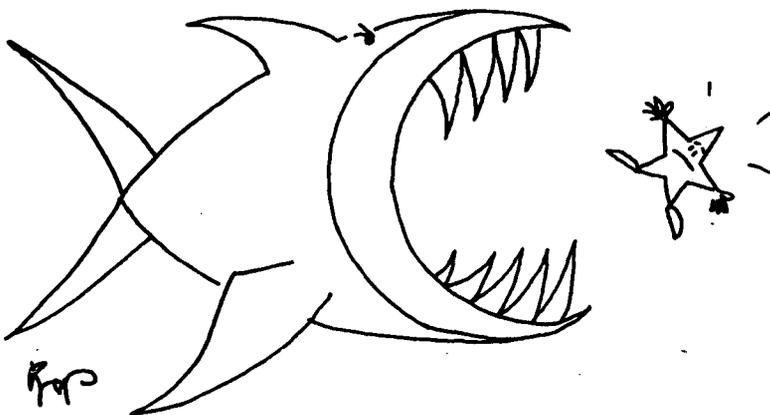
L'expression "Congrès eucharistique" ne va pas sans provoquer un certain nombre de critiques chez beaucoup de chrétiens. Il faut bien l'avouer, depuis leur création en 1881, ils ont été généralement triomphalistes (à Sidney, en 1928, le Saint Sacrement était déposé sur un bateau entouré par une flottille) — souvent réactionnaires (animés par le désir de faire pièce à la montée de la socialisation naissante) — parfois franchement malheureux (comme le triomphal congrès de Carthage, en 1930, en terre d'Islam).

Mais nous n'en sommes plus là, le renouveau biblique et liturgique a depuis un certain nombre d'années permis de corriger la trajectoire. C'est dans ce mouvement que s'inscrit la rencontre de juillet à Lourdes. A la seule lecture du thème : "Pain rompu pour un monde nouveau", on perçoit le désir d'en faire un "congrès du peuple de Dieu" préoccupé d'inscrire dans l'histoire du monde les conséquences éthiques de la célébration eucharistique.

Du petit livre paru aux Editions du Cerf contenant les orientations théologiques, nous extrayons les lignes ci-dessous :

"Notre communion au pain rompu constitue à la fois une affirmation et un engagement. Nous affirmons que notre combat contre le mal rejoint le combat que Jésus livre en donnant sa vie pour nous, et nous nous engageons de nouveau ensemble, comme communauté de table unie par le pain partagé et comme communauté du Corps ecclésial renouvelé par l'Esprit à préparer le jour où l'humanité accueillera la venue du Christ dans sa gloire. La communion au corps du Christ nous ouvre le chemin de cet avenir que Dieu nous promet et qu'Il vient réaliser à travers nous."

Durant les mois de juillet et d'août, notre bulletin ne paraîtra pas.



QUAND LE "CROISSANT" TURC RESTAURE L'ECONOMIE

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Nous prions ceux qui reçoivent le bulletin à double de nous le signaler (sauf si cela leur permet de le passer à une autre personne).

Si quelques-uns l'ont déjà fait sans résultat, qu'ils nous excusent d'avoir mangé la commission... L'été devrait permettre de remédier à tout cela.



Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■ **PRET A LA TURQUIE**
Aider qui ?

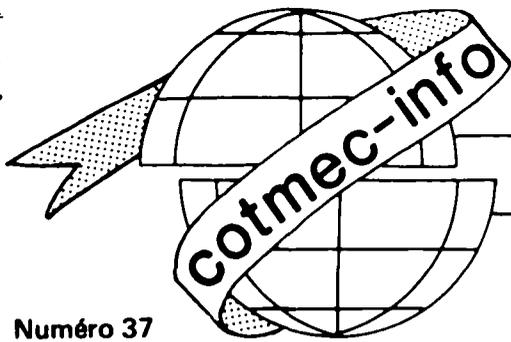
A peine vous avait-on invité à protester contre le prêt au Maroc (en guerre contre le peuple sahraoui) que nous apprenions le prêt consenti à la Turquie.

Ces trente-cinq millions, accordés exclusivement pour l'achat de produits suisses, donc qui vont largement retomber en territoire helvétique, à qui sont-ils destinés ? A un pays livré ces dernières années à des opérations financières irresponsables mais terriblement alléchantes pour les pays investisseurs.

Lorsqu'est apparu l'inévitable épuisement des ressources, c'est au Fonds Monétaire International qu'on a demandé d'intervenir avec ses méthodes de redressement de l'économie. Méthodes expérimentées dans de nombreux autres pays qui consistent notamment à comprimer les salaires (en muselant ou interdisant les syndicats) alors que les prix continuent à monter à l'intérieur.

Ceux qui ont rencontré des réfugiés turcs mesurent ce que c'est que la "restauration de l'économie" dans ce pays, par tous les moyens.

Ces trente-cinq millions : une aide au développement qui a l'air au pire d'un stimulant pour notre économie, au mieux d'une ration de subsistance pour un pays à qui divers intérêts privés — suisses également — ont tout volé.



■ LEGION, ALIAS D'ABUISSON

Au terme d'un rapport de quarante-cinq pages remis au Département d'Etat, Robert White, ancien ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador, identifie un certain d'Abuisson comme étant l'assassin de Mgr Romero.

Cette information, parue au début de l'été, a passé inaperçue. Et, finalement, avec raison.

La belle affaire que de savoir à qui appartient le doigt qui a pressé sur la gachette ! Ce doigt n'obéissait-il pas, en fait, aux souhaits de tant de gros propriétaires salvadoriens, de tant d'investisseurs des Etats-Unis ou d'ailleurs, de tant de responsables de l'armée, etc. ?

Ce doigt ne bénéficiait-il pas également du silence de tous ceux — également dans l'Eglise — que le remuant évêque de Salvador inquiétait ?

On repense à cette scène un peu déconcertante de l'Evangile de Marc au chapitre 5 : le possédé à qui Jésus demande son nom lui répond : "Mon nom est Légion, car nous sommes nombreux."

L'assassin de Mgr Romero s'appelle peut-être d'Abuisson. Mais il s'appelle certainement "Légion", comme l'assassin de M.L. King ou de Gandhi.

Et qu'est-ce que cela change ? Tout.

Si c'est un individu isolé qui tue les témoins, le coup est imparable. Si celui qui les tue s'appelle Légion — courant, groupe de pression... — la part de l'arbitraire et de l'irrationnel diminue. Du même coup grandit la part de responsabilité.

Ne serait-ce pas précisément celle des chrétiens que d'être dans le monde ceux qui repèrent les courants qui détruisent, ceux qui distinguent — parfois sous de belles justifications ("sauvegarde de la civilisation chrétienne", "lutte contre le communisme"...) — les courants de mort. Ceux qui les appellent par leur nom. Mais cela ne suffit pas.

Il leur faut aussi créer des contre-courants, des courants de vie. Assez forts pour contenir les menaces de mort qui pèsent sur les artisans de paix. Sans de tels courants, entendrait-on encore parler de Camara, Esquivel, Sakharov, Kim Dae Jung ?

Créer et entretenir un courant de vie qui, au loin, protège et dynamise ceux qui luttent pour la justice... Au fond, n'est-ce pas aussi cela, l'intercession ?

■ PAYS MOINS AVANCES Une conférence importante

Comment parler de la conférence de Paris en évitant à la fois le ton euphorique qui n'est pas de mise et le ton désabusé indécent sur un sujet d'une telle gravité ?

Et pourtant, comment croire que, brusquement, les mêmes causes ne produiront plus les mêmes effets ? Pourquoi, comme se demande en d'autres termes le délégué soudanais à l'Unesco, "feindre de croire encore une fois au miracle là où, de toute évidence, seuls ceux qui sont tolérés par les nantis sont autorisés à se produire" ?

■ Pourtant un sursaut

Après l'échec des décennies du développement, après l'ajournement du programme d'urgence, ce "nouveau programme substantiel d'action" (quel beau titre !) semble mobiliser toutes les énergies.

Jamais une telle rencontre n'a été si sérieusement préparée. Du 1er au 14 septembre, pas moins de 154 délégations nationales, 40 organisations internationales (OMS, FAO...) et une centaine d'organisations non gouvernementales se réunirent à Paris.

C'est que la tâche est urgente. D'ici 1987, nous dit le BIT, une personne sur quatre (Chine mise à part) vivra dans la pauvreté absolue.



► ► ■ Un sigle nouveau

On connaissait les PVD (Pays en voie de développement), au nombre de 121. Maintenant, parmi ceux-ci, 31 sont nommés PMA (Pays moins avancés) sur la base de trois critères : le Produit National Brut, les taux d'industrialisation et d'alphabétisation. Pourquoi a-t-on opéré cette distinction ? Pour apporter une attention privilégiée aux plus pauvres ? Souhaitons-le et espérons qu'il n'y ait aucune arrière-pensée de diviser le tiers monde qui a déjà tant de peine à trouver un début d'unité.

■ Des pays sans ressources ?

Tant s'en faut. Certains ont d'importantes ressources minérales, d'autres — comme les régions du Sahel — étaient de véritables greniers avant qu'on demande à leurs terres de produire du coton. Mais le fait que ces régions soient traversées par des fleuves comme le Sénégal ou le Niger permet des espoirs certains. D'ailleurs, actuellement, ces pays connaissent déjà une croissance de leur production (1,5 %) malheureusement aussitôt engloutie par leur accroissement démographique (2,5 %).

■ Quel développement ?

Les conceptions de la coopération au développement se modifient. On a cru longtemps qu'en créant, par des apports extérieurs (capitaux, technologie, etc.), des zones "développées", cela allait faire tache d'huile. Ce "développement-croissance" a montré ses limites. D'autres théories, jugées longtemps irréalistes, ont, depuis, fait du chemin.

Seul un développement basé sur une plus juste distribution des moyens de production et des résultats de cette production peut être suffisamment mobilisant pour que les populations s'y associent vraiment. Et les apports extérieurs — à ne pas négliger (pourquoi chaque nation devrait-elle tout réinventer ?) — ne seront valablement utilisés que s'ils s'intègrent à ce projet. Si cette conférence pouvait être l'occasion d'un pas dans cette direction, elle n'aurait pas été inutile.

■ Mais que d'obstacles...

Obstacles de secteurs importants des pays occidentaux qui veulent continuer à voir dans les pays en développement une source bon marché de matières premières et un débouché docile pour leurs productions.

Obstacles des élites du tiers monde, qui ont assis leur prospérité sur ce système. Selon un rapport du BIT cité par la Confédération Mondiale du Travail (1), "il n'est pas exceptionnel en Afrique que plus des deux tiers du revenu total aillent au un cinquième des plus favorisés de la population".

Obstacles des Grands. Des Etats-Unis qui adoptent actuellement une position de repli. Position immuable des pays de l'Est qui justifient leur quasi absence d'aide (le 0,003 % de l'aide publique mondiale) par le fait que, n'ayant pas été pays colonisateurs, ils n'ont pas à en payer les frais actuels.

■ Le rôle des Organisations non gouvernementales (ONG)

Tant que les conférences de l'ONU seront essentiellement formées de représentants des Etats, les populations auront de la peine à s'y faire entendre. Heureusement que les ONG sont largement présentes à Paris.

Pour prendre un exemple, la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) — formée par des organismes tels que l'Action de Carême — est bien décidée à faire entendre — avec d'autres — la voix des plus pauvres. Y est-elle parvenue ?

1. "Pas de vrai développement sans la participation des travailleurs." Dossier édité par la CMT à l'occasion de cette conférence. Trente pages.

■ Des évêchés sortent du silence

■ ZAIRE

Il ne fait pas bon se montrer critique au Zaïre. Raison de plus pour accueillir avec l'admiration qu'elle mérite la déclaration signée, à la fin du mois de juin, par les évêques de ce pays. Elle a pour titre : "Notre foi en l'homme, image de Dieu" et compte dix-huit pages.

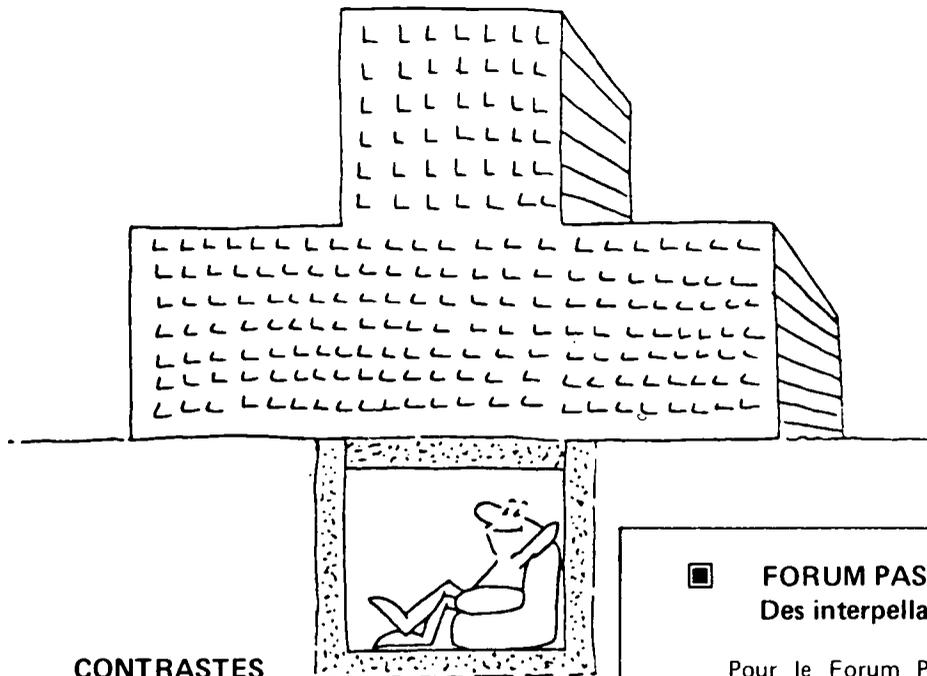
"... Sous aucun prétexte — écrivent-ils — la gestion de la chose publique ne peut entraver systématiquement la réalisation des aspirations légitimes de tous et de chacun : sortir de la misère qui nous accable; avoir un emploi stable; manger à notre faim; bénéficier de bons soins médicaux; n'être exploités par personne; vivre des situations qui n'offensent pas notre dignité humaine; faire étudier les enfants et leur assurer un avenir... Or la situation actuelle est des plus préoccupante... Au plan économique. "c'est le pillage organisé au profit de l'étranger et de ses relais pendant que le gros du peuple croupit dans la misère". Touchant la justice et la sécurité, les évêques relèvent enfin : "enlèvements, arrestations arbitraires, règlements de compte et même tortures. Des plaintes fondées sont formulées même contre les tribunaux... l'impunité est pour ceux qui savent payer." En conclusion, "l'heure n'est pas au sommeil. Les peuples font eux-mêmes leur histoire, c'est au peuple zaïrois de faire la sienne, de s'unir face aux forces de dislocation".

Nous réjouissons de ce qu'une Eglise exprime une parole prophétique mais aussi écouter ce qu'elle a à nous dire. Combien d'Occidentaux — et parmi eux combien de chrétiens — tirent profit d'une telle situation ! L'interpellation dépasse largement les frontières du Zaïre.

■ ARGENTINE

A relever aussi la déclaration de l'évêché argentin, habituellement tellement silencieux. Au début du mois de juillet, la conférence épiscopale publiait un document de septante pages intitulé "Eglise et communauté nationale". Sans quitter une prudence qui fait alterner le plus souvent la dénonciation à gauche et à droite, ce document fait preuve d'un courage certain en appelant par leur nom un certain nombre de causes qui font de l'Argentine le pays qu'il est aujourd'hui : un pays où règne la peur, où les disparitions — bien que moins fréquentes — n'ont toujours pas livré leur secret, où en six mois le peso a été dévalué de 150 %, où le chômage est considérable...

A noter aussi le désir explicite des évêques de redonner une impulsion à la Commission Justice et Paix, peu active dans le passé.



CONTRASTES

La Protection civile — qui fête ses vingt ans — a annoncé aux Genevois qu'ils disposent chacun d'une place dans un abri (345 405 exactement).

Qu'une population entière se paie le luxe d'avoir une habitation sous terre en plus de sa maison au moment où trente pays cherchent à savoir comment atteindre le seuil de la survie, est-ce qu'on peut l'accepter sans se poser des questions ?

■ Nomination

Au cours de l'été, le Comité directeur de l'Union syndicale suisse a confié le secrétariat romand à Ruth Dreifuss. Si nous relevons le fait, c'est parce que la nouvelle secrétaire travaille depuis plusieurs années au service de la coopération au développement.

Les milieux ouvriers, qui, pendant longtemps, ont dû lutter contre l'exploitation qu'ils subissaient, ont parfois du mal à s'ouvrir aux mécanismes qui, dans le tiers monde, provoquent un autre type d'exploitation. Le fait que des responsabilités dans le mouvement syndical soient confiées à des personnes connaissant parfaitement le dossier des rapports de la Suisse avec le tiers monde mérite d'être relevé.

■ AIDE ALIMENTAIRE

Une importante somme d'argent a été envoyée à un pays dont les récoltes ont été entravées par de mauvaises conditions météorologiques. Les Etats voisins, habituels fournisseurs, eux-mêmes en difficulté, ont dû stopper leurs exportations pour les mêmes raisons. Un ouvrier des filatures dépense la totalité de son salaire pour obtenir 1 kg de blé par jour. Rien de ce qui a la moindre apparence comestible ne répugne plus au pauvre. La mortalité due à l'inanition et au ravage des maladies provoquées par la sous-alimentation prend des proportions dramatiques...

Quel est ce pays ? C'est la Suisse qui a reçu, en 1816, du Tsar Alexandre 1er, une somme de 100.000 roubles d'argent. Il n'y a que 165 ans...

(d'après le bulletin "Initiative 0,7")

■ FORUM PASTORAL Des interpellations

Pour le Forum Pastoral des catholiques suisses — qui se tiendra à Lugano en octobre de cette année (et auquel participeront des représentant(e)s de toutes les catégories de l'Eglise catholique suisse) — deux motions sur le thème de la "place financière" ont été déposées.

L'une des motions demande que le Forum Pastoral appuie les points de politique du développement soulevés dans l'initiative bancaire. Près de la moitié des 571 signataires sont des professeurs ou des étudiants en théologie, prêtres, catéchistes, missionnaires et religieux. Ils signifient ainsi que la mission est liée à un travail de développement d'une manière inséparable. C'est pour cette raison que le Forum Pastoral devrait également inviter des organisations d'Eglise compétentes à intensifier leur travail d'information et de formation sur la problématique d'une éthique chrétienne pour les relations entre la place financière suisse et le tiers monde.

La "communauté œcuménique des groupes de travail de politique du développement des facultés de théologie suisses allemandes" a également remis une motion au Forum. Elle prie ce dernier d'exiger des banques suisses — en solidarité avec les victimes des discriminations raciales en Afrique du Sud — qu'elles renoncent à leur commerce avec ce pays. Les motionnaires rappellent que, déjà sur la pression des Eglises, des banques américaines, anglaises et hollandaises ont largement restreint leurs relations avec l'Afrique du Sud.

■ AIDE PRIVEE La Suisse en bonne place

S'il nous arrive d'être critiques sur le montant et l'affectation de l'aide au développement fournie par notre pays, il convient de relever aussi que

de 1979 à 1980, cette aide publique a passé de 0,21 à 0,24 % du Produit National Brut. Le voilà ainsi au quatorzième rang sur les dix-sept pays qui forment le Comité d'Aide au Développement (C.A.D.),

que pour ce qui est de l'aide privée (organisations d'entraide), Notre pays vient en tête avec un montant de 8,32 S par personne devant la Norvège, la Suède et la RFA.

D'après le rapport de l'OCDE.

■ **NICARAGUA**
Une crise évitée de justesse

Que l'Eglise ne pousse pas ses prêtres à occuper d'éminentes fonctions politiques, qui s'en plaindrait alors qu'on lui a tellement reproché sa mainmise, dans le passé, sur les affaires de l'Etat ?

Mais, dans un pays en totale reconstruction comme le Nicaragua, qui a cru bon de confier quatre postes ministériels à des prêtres, n'y a-t-il pas là une exception à faire, une tâche de suppléance à accomplir ?

Il semble bien que, dans leur lettre du 1er juin, les évêques du pays (mais lesquels parmi eux précisément puisque ne document n'était pas signé ?) ont été "plus catholiques que le pape" en mettant les prêtres ministres en demeure de quitter leur fonction.

Le fait qu'ils sont ensuite revenus partiellement en arrière nous semble très positif.

Il reste bien assez de difficultés pour le régime sans y ajouter celle-là. Menaces extérieures (rappelons-nous les jeunes gens tués à la frontière du Honduras par les anciens gardes de Somoza qui n'ont toujours pas désarmé). Une menace renforcée encore par l'arrivée de Reagan au pouvoir.

Menaces intérieures, notamment les désinvestissements des entreprises qui restent à 73 % en mains privées (jusqu'à 87 % dans le textile).

Menace idéologique qui polarise tout et peut conduire à l'éclatement que le régime voulait à tout prix éviter.

Dans cette situation, quelle va être l'attitude des chrétiens ? Présents dans l'insurrection, ils ont été invités largement à apporter leur contribution à l'instauration de la révolution. Maintenant il s'agit de durer dans une attitude de critique constructive. Sont-ils prêts à le faire ? Et les évêques sauront-ils les y accompagner ? Pour l'ensemble de ces derniers, il est difficile d'être optimiste. On ne peut qu'espérer que, par leur attitude, ils ne réactualisent pas une remarque de René Rémond qu'on croyait définitivement dépassée : *"Durant des siècles, de la Renaissance à nos jours, ceux qui travaillèrent à l'instauration de la liberté civile et politique trouvèrent régulièrement l'Eglise dans le camp de leurs adversaires, leur apportant la caution de son autorité intellectuelle et morale."*

■ **ESPERANCE**

Cette espérance n'est pas un souhait; elle n'est pas un sentiment vague. Elle est une qualité née de notre expérience de l'histoire et nourrie de nos désirs communs pour l'avenir. Comme telle, cette espérance accepte l'histoire comme l'espace de sa propre recherche et déclare de manière très ouverte et très réaliste que le futur est une histoire à faire, à faire avec l'aide du Dieu Tout-Puissant. C'est un futur qui doit s'édifier grâce aux efforts de tous afin d'assurer le bien commun par une coopération et une collaboration mutuelles. L'espérance est donc le critère pilote qui nous montre que, s'il y a une histoire à faire et si nous sommes responsables du bien commun pour aujourd'hui et pour l'avenir, nous devons tous ensemble décider et mettre en pratique les modifications actuellement nécessaires pour que l'avenir auquel nous aspirons corresponde à l'espérance que nous avons en commun pour tous les hommes, peuples et nations de cette terre.

Message de Jean-Paul II à la session spéciale de l'ONU, août 1980.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 · 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 · 21 551



**Les lundi, mercredi et
vendredi après-midi, une
permanence est assurée
à notre secrétariat de
14 h. à 18 h.**



J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

■ **Eglises d'Allemagne et développement**

La présentation de ce document de septante pages, intitulé "Le développement comme problème social international" (*) est sans complexe. Selon le rédacteur de ce rapport, Michel Schoonbrood, si l'on a décidé de sa publication, c'est qu'on le considère comme "exemplaire" et pouvant "servir de matière à réflexion et à actions pour les Eglises du monde occidental". Et c'est bien le cas.

En choisissant de "ne jamais quitter le terrain de l'effectivement possible", en cherchant, en revanche, à "quitter le cercle infernal de mots engendrant d'autres mots ...", le programme de concertation nous restitue un cheminement commencé voilà dix ans. Dix ans durant lesquels un dialogue exigeant a été instauré entre les Eglises et les syndicats, les chefs d'entreprises, l'association des paysans, les partis politiques et des partenaires du tiers monde. Dialogue qui s'est terminé par un congrès réunissant huit cents participants. Rapide sur les conclusions effectives et renvoyant parfois à d'autres documents, cette brochure nous donne essentiellement un programme méthodologique pour des Eglises décidées à dépasser le rôle caritatif dans lequel trop souvent on les enferme, pour remplir, d'une façon respectueuse et réaliste, leur fonction prophétique.

Remarquable.

* Des exemplaires de ce document peuvent être obtenus en français à : Oekumenischer Arbeitskreis Kirche und Entwicklung, Adenauerallee 134, D - 5300 Bonn 1 (République fédérale allemande).



■ HUMAINE AUSSI...

Le Christ est un homme comme nous, avec une vraie nature humaine, comme la nôtre. Cette affirmation n'allait pas de soi dans les premiers siècles du christianisme. Il a fallu la répreciser au concile de Chalcedoine contre les "monophysites", ces chrétiens qui insistaient tant sur la divinité du Christ qu'ils en étaient arrivés à lui enlever toute consistance humaine.

Avec toutes les transpositions nécessaires, ne se passe-t-il pas souvent avec l'Eglise quelque chose de semblable ? Certains souhaitent une Eglise toute "spirituelle", centrée sur "l'essentiel" quant à la façon dont cette Eglise règle ses propres problèmes d'institution — par exemple la façon dont elle gère ses fonds, règle ses problèmes d'autorité ou de personnel... On trouve cela tellement secondaire puisque, encore une fois pour elle, "l'essentiel" est ailleurs...

Voire. C'est un peu comme si Jésus de Nazareth avait dit : ne vous attachez pas trop à ce que je fais, aux actes que je pose, à mon comportement de tous les jours... l'essentiel est ailleurs !

Nous le savons bien. S'il a été témoin (et non seulement orateur) de la Bonne Nouvelle c'est parce qu'il a vécu en totale cohérence avec elle. Une cohérence maintenue au prix des pires affrontements.

C'est cette recherche de cohérence que nous avons perçue dans la décision du Conseil Œcuménique des Eglises de retirer ses fonds déposés à l'Union de Banques Suisses, à la Société de Banque Suisse et à la Dresdner Bank. Trois banques ayant avec l'Afrique du Sud d'importantes relations économiques. Comme toute décision éthique, celle-ci est discutable et ne doit pas être absolutisée. Mais la question posée par ce geste ne saurait être éludée. Elle s'adresse à tout chrétien, à toute institution d'Eglise : accordons-nous assez d'importance aux problèmes matériels et où s'enracinent les critères qui éclairent nos décisions ?

Certes, contrairement à ce qui se passe pour Jésus, l'Eglise sera toujours à distance de cette Bonne Nouvelle dont elle doit témoigner. Mais c'est l'effort qu'elle fera, inlassablement, pour combler cet écart qui la rendra significative.

■ RASSUREZ-VOUS !

Le Suisse a, à son actif, une nouvelle médaille d'or : celle de l'assurance !

Il est au monde le mieux assuré contre tous les risques de la vie moderne en consacrant 1.600.— fr. par an à se prémunir contre les accidents, la maladie, l'incendie, le vol... Sans oublier l'assurance sur la vie qui représente la moitié de ces 4.60 fr. journaliers.

● L'ACTIVITE DE LA COTMEC EN QUELQUES CHIFFRES

Du 1er septembre 1980 au 31 août 1981, la COTMEC a enregistré les recettes suivantes : 12.255.— fr. de subventions de l'Eglise catholique à Genève et 9.895,65 fr. pour les abonnements du COTMEC Info et les dons.

En ce qui concerne les dépenses, elles se répartissent ainsi 10.212,75 fr. pour le "COTMEC-Information", soit 988,30 fr. pour l'expédition, 5.566,50 fr. pour l'impression et 3.657,95 fr. pour l'adressage (dont 302.— fr. pour les changements d'adresse !). Autres dépenses : 553,40 fr. de frais postaux; 460.— fr. de téléphone; 1.546,10 fr. pour le matériel de bureau et les photocopies; 400,35 fr. pour des journées d'études ou des déplacements; 8.077,50 fr. de salaires (deux après-midi par semaine de secrétariat et d'accueil et l'après-midi de classement de documentation); 816,45 fr. pour des conférences, des expositions ou des célébrations auxquelles nous avons participé ou organisées par nous; 708,20 fr. d'abonnements à des revues ou des quotidiens.

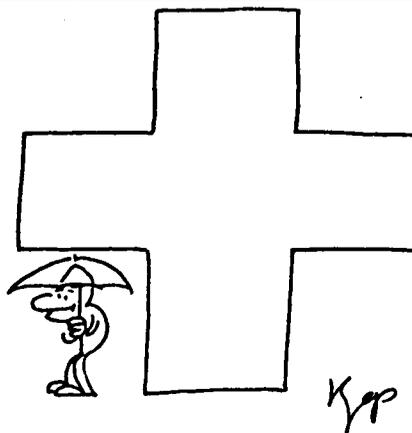
Le détail des comptes est bien sûr à disposition de toute personne intéressée.

Ajoutons que...

1. La COTMEC est un service d'Eglise et c'est de l'Eglise qu'elle reçoit la plus grande partie de ses ressources.
2. Grâce aux abonnements et aux dons, le bulletin couvre presque ses propres frais, ce qui est sympathique.

Le prix de l'abonnement annuel reste fixé à 8.— fr.; en principe, car si cela devait poser un problème financier... Que de nombreux lecteurs arrondissent cette somme nous réjouit chaque fois et nous y voyons un petit signe d'amitié qui, de plus, nous permet d'envoyer plus largement cette feuille à des personnes intéressées dans le Tiers-Monde.

Votre aide pour diffuser notre journal nous encourage et c'est avec plaisir que nous recevons des noms de nouveaux abonnés.



● INVITATION

Les équipes Vie et Foi invitent cordialement tous ceux qui le désirent à participer à leur journée de réflexion terminée par une célébration.

Elle aura lieu

le samedi 21 novembre
de 9 h 00 à 18 h 00 au Cénacle
promenade Charles-Martin (Malagnou)

Thème :

"Je vous donne ma paix.

Je ne vous la donne pas comme le monde la donne."

Dans un monde qu'on dit traversé par la crainte, les chrétiens ont à chercher et à rayonner la sérénité mais pas n'importe laquelle.

Animation : André Fol.

Inscription auprès de Mme Ginette Brennenstuhl, tél. 48 47 78, jusqu'au 17 novembre.

Il faut vous procurer

● QUESTIONS BRULANTES AUX CHRETIENS *

Important, l'opuscule publié par un groupe de chrétiens membres de la Déclaration de Berne ! En effet, un fossé risque de se creuser entre "tiers-mondistes" et ceux qui restent à l'écart de ce type de préoccupations.

Alors *Questions brûlantes aux chrétiens* — une cinquantaine de pages sous une couverture verte — peut constituer un précieux outil de dialogue. Si l'on veut bien s'en servir dans les paroisses, les communautés et groupes divers.

On commence par discerner où se situent les blocages, comment se manifestent des réactions de défense face à l'"agression" des "tiers-mondistes" qui mettent en cause notre mode de vie, nos attitudes politiques et économiques. On présente ensuite clairement des postulats qui permettent de définir la position des auteurs de *Questions brûlantes aux chrétiens*. Enfin, on reproduit quelques pages du professeur André Biéler sur la responsabilité des Eglises et des chrétiens dans le monde.

Tout cela amène des questions sur l'argent et à quelques pistes pour une action — là on doit avouer qu'on reste un peu sur sa faim, comme d'habitude quand on se lance dans ce genre de considérations, mais ces pistes peuvent nous amener bien plus loin qu'on ne pense (il suffit de s'y engager).

En annexe, l'opuscule propose une petite histoire de l'aide au développement et confronte certains "slogans qui paralysent" à des extraits de textes du Concile Vatican II et d'une assemblée du Conseil Œcuménique des Eglises.

On a ainsi, d'une manière condensée, claire, un instrument pour aborder un problème qui peut paraître d'une complexité redoutable. Certes, *Questions brûlantes aux chrétiens* n'épuise pas le sujet, loin de là, mais devrait permettre de l'approcher d'une manière sereine, même si, consciemment ou inconsciemment, on éprouve de la peur devant l'énorme point d'interrogation que nous pose le tiers-monde.

■ TECHNOLOGIE ISSUE DU TIERS-MONDE

Il est une machine qui pourrait chager spectaculairement, radicalement, et dans le monde entier, les techniques de traitement du riz. Il s'agit d'un instrument qui permet tout en même temps de précuire, de sécher et de décortiquer. En dehors du moteur électrique qui actionne ses parties mobiles, la machine fonctionne entièrement en brûlant les restes des enveloppes des grains de riz.

Son inventeur, Hubert Ignatius Fernando, a véritablement lancé un défi à la machine populaire, alimentée au pétrole, copiée ou importée de l'Occident. C'est parce que cette machine, en une seule fois, précuit le riz et le sèche. Cela signifie que plusieurs étapes (qui, dans la méthode traditionnelle, impliquent naturellement des équipements supplémentaires) peuvent être sautées. La Steel Corporation, de Sri Lanka, a déjà planifié la fabrication de cinquante de ces machines qui viendront s'ajouter aux trois qui sont installées.

La machine peut traiter une tonne de riz à l'heure. Peu coûteuse et autonome sur le plan de l'énergie, elle représente une alternative intéressante pour les pays pauvres des zones du riz de l'Asie. Tous les pays producteurs de riz savent tout ce qui se perd entre le champ et la table. Selon la Commission internationale du riz, à Bangkok, 5 à 10 pour cent de la récolte totale du paddy, traité cru, sont perdus.

Le riz se conserve mieux et il y a moins de perte lorsqu'il est précuit; le volume de riz traité peut s'accroître jusqu'à 15 pour cent. La machine de M. Fernando assure ce résultat parce que, sitôt précuit, le riz est séché. Il passe alors directement par le processus de décortiquage entièrement assuré grâce aux résidus des enveloppes de riz.

Le procédé occidental traditionnel est au moins quatre fois plus compliqué que celui du Sri Lanka. Le paddy brut et humide doit d'abord être précuit, ce qui implique une marmite de trempage. Il passe ensuite par deux étapes de séchage puis par une égreneuse, une séparatrice, une nouvelle égreneuse et finalement par une polisseuse.

"Nous n'avons pas besoin de technologies importées pour satisfaire les besoins simples de nos pays", déclare M. Fernando. "Les Prix du pétrole sont élevés et les pièces détachées coûtent cher. Nous payons avec intérêt les frais d'enterrement des machines occidentales démodées. Les frères Wright étaient l'un coiffeur et l'autre mécanicien. Il n'est pas toujours nécessaire d'avoir des diplômes universitaires pour ce genre de travail", ajoute-t-il. Il a jusqu'ici obtenu des brevets dans dix-huit pays. Mais certains des plus grands exportateurs de technologie — les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon et Taiwan — ont refusé de lui en accorder sous prétexte que des machines comparables existent.

(Forum du Développement)

* La brochure de 55 pages peut être obtenue à notre secrétariat au prix de Fr. 3.—.

**JEAN-PAUL II
LE TRAVAIL EST POUR L'HOMME**

Attendue l'an passé pour célébrer le nonantième anniversaire de l'encyclique "Rerum Novarum" (des réalités nouvelles), c'est au mois de septembre de cette année qu'a paru la dernière encyclique de Jean-Paul II "Laborem exercens".

■ **"Un Evangile du travail"**

L'expression "évangile du travail" est certainement celle qui permet de qualifier le plus précisément la nouvelle encyclique. Une expression que nous mettons entre guillemets, car elle est de Jean-Paul II et figure plusieurs fois dans le texte. Par ce document, le pape a voulu "donner au travail de l'homme concret le sens qu'il a aux yeux de Dieu". Gardons cette intention présente à l'esprit, nous comprendrons mieux le style de proclamation, et proclamation optimiste, adopté par l'auteur tout au long des cent pages.

Longtemps, la référence biblique spontanément invoquée pour éclairer la réalité du travail était le passage de Genèse 3.16 : "A la sueur de ton front tu mangeras ton pain". Et cette expression, note le pape, correspondait à l'expérience de générations de travailleurs. Mais ainsi le risque est grand de légitimer et de faire accepter, sans chercher à l'alléger, la part de peine liée au travail.

A cette vision trop longtemps répandue, Jean-Paul II substitue une autre. Il rattache le travail à la création. A ce grand mouvement de transformation continue du monde auquel l'homme est appelé à participer parce que, à l'image de Dieu, il est responsable et libre. Cela change tout : ce n'est pas l'effort parfois servile qui est mis en avant mais la seigneurie de l'homme appelé à dominer cette terre que le Père a remise entre ses mains.

Refaire de l'homme au travail un sujet et non un objet, cet homme "en qui croit l'Eglise", voilà bien l'axe de ce document.

■ **Plus nouveau qu'on veut bien le dire**

C'est une habitude dans les encycliques. On s'appuie tellement sur les précédentes qu'on en vient à faire croire qu'on ne dit rien de nouveau. Détrompons-nous. Le pape introduit, heureusement, un grand nombre de termes et d'enseignements puisés dans l'expérience de ces dernières décennies.

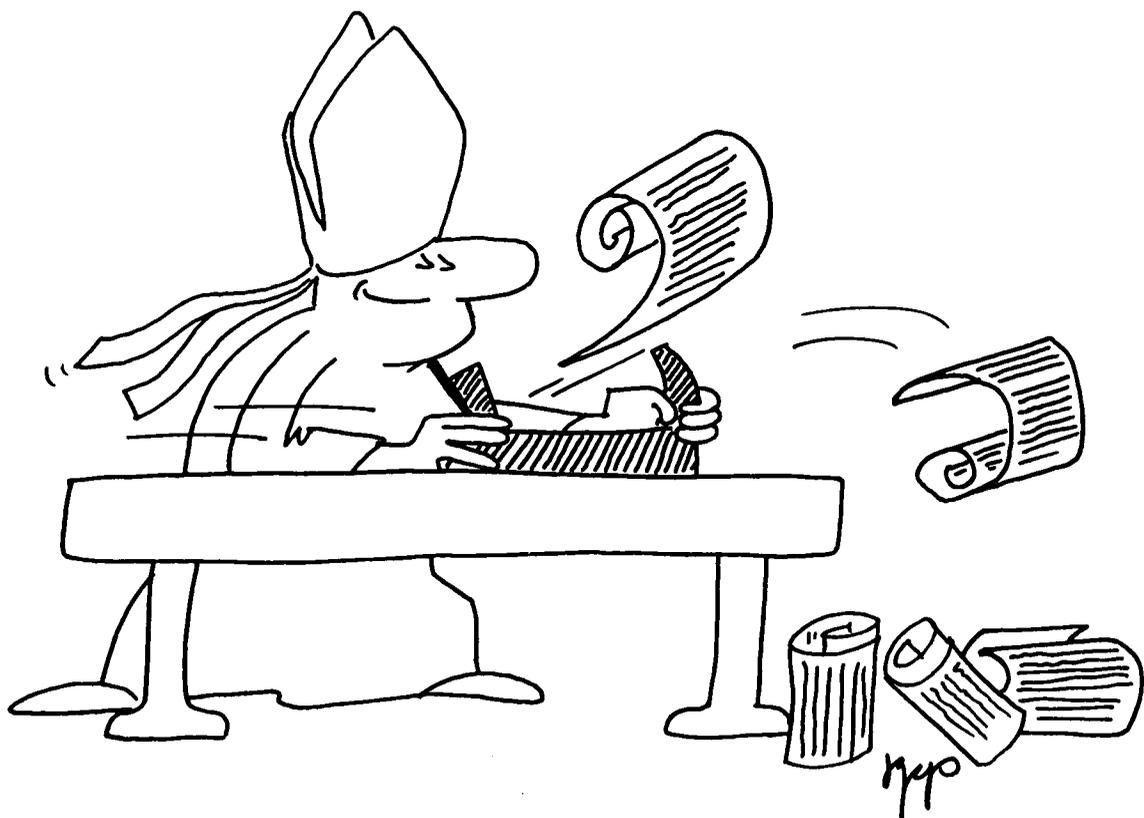
Celui par exemple qui voudrait rechercher dans l'encyclique "Rerum Novarum" le droit de grève — clairement affirmé aujourd'hui — serait bien en peine de le trouver. Pareillement pour celui qui voudrait découvrir dans la présente encyclique l'insistance sur les corporations et les organisations confessionnelles chères à Léon XIII.

■ **Un horizon international**

Un premier changement important tient à l'extension géographique du propos. Avec "Populorum Progressio", l'encyclique de Paul VI sur le "développement des peuples", les questions sociales étaient devenues mondiales. Jean-Paul II ne restreint pas l'horizon. Les allusions sont fréquentes à des régions du monde réduites à une "prolétarianisation effective". Parfois en nommant les responsables :

"Les pays hautement industrialisés et plus encore les entreprises qui contrôlent sur une grande échelle les moyens de production industrielle (ce qu'on appelle les sociétés multinationales ou transnationales) imposent les prix les plus élevés possible pour leurs produits et cherchent en même temps à fixer les prix les plus bas possible pour les matières premières ou les produits semi-finis. Cela, parmi d'autres causes a pour résultat de créer une disproportion toujours croissante entre les revenus nationaux des différents pays."

Ceci dit, l'origine des propos contenus dans l'encyclique reste bien située. Celui qui parle est un occidental. C'est à partir du monde industrialisé, avec les espoirs et les obstacles qu'il y perçoit, qu'il s'exprime.



■ Excessivement optimiste ?

Qui veut proclamer une "bonne nouvelle" est nécessairement optimiste. Redisons-le, ce qui importe au pape c'est de dire avec insistance, en revenant fréquemment sur le propos comme à son habitude, que l'homme est sujet responsable, libre, jusque dans son travail, particulièrement dans son travail. Jusqu'à donner l'impression que certaines questions sont escamotées. Des exemples ?

On nous situe dans une perspective où il semble évident qu'il est possible de donner à chacun un travail socialement utile. Or, faisons le compte des personnes actuellement sans emploi ou dans un sous-emploi : 8,5 millions dans la communauté européenne, 330 millions dans le tiers monde... et ajoutons-y ceux qu'une augmentation de la productivité permettrait de licencier dans un avenir très proche. On connaît le cas d'usines presque entièrement automatisées et d'une automatisation qui s'étend jusque dans le domaine des services (secrétariat...).

On sait d'autre part qu'actuellement déjà beaucoup de postes de travail produisent des objets d'une société de consommation auxquels on a bien de la peine à trouver une finalité socialement utile.

Est-il dès lors si certain qu'un poste de travail digne de ce nom pourra être donné à chacun ? Et, si ce n'est pas le cas, comment gérer le non-travail ? Comment l'éclairer de la Parole ? N'est-il pas frappant que le mot "loisir" ne figure pas dans l'encyclique ? (Le mot "repos" s'y trouve, mais son sens est différent.)

Autre exemple, celui des limites de la croissance. Depuis les rapports du Club de Rome notamment, on ne peut ignorer que la planète est limitée dans ses ressources; des ressources dans lesquelles on a déjà puisé d'une façon irresponsable. N'y a-t-il pas des limites au développement industriel et ne vont-elles pas affecter l'emploi ? Cette perspective que l'on pourrait appeler "écologique" est absente elle aussi de l'encyclique (bien que présente dans d'autres textes de Jean-Paul II).

Dans son premier chapitre, Jean-Paul II fait état d'une révolution de la production en cours, dont les conséquences sont plus bouleversantes que ne l'avait été la première révolution industrielle. En évoquant quelques-unes de ces conséquences, le propos du pape aurait encore gagné en réalisme.

■ A propos de la lutte des classes...

Si l'encyclique passe trop rapidement sur certains problèmes, elle traite largement, en revanche, des relations employeurs-employés, capital-travail.

Les premiers commentaires parus dans la presse à propos de l'encyclique ont mis en avant une élimination de la lutte des classes. De là à croire que le pape en appelait à une conciliation à n'importe quel prix, il n'y avait qu'un pas. Rien n'est plus étranger à sa pensée.

La troisième partie est intitulée : "Le conflit entre le travail et le capital". Le mot "classe" revient à plusieurs reprises; quant au mot "lutte", nous l'avons dénombré cinq fois dans le seul chapitre 20. Plus précisément, il est même question de "conflit socio-économique à caractère de classe".

Si l'on ajoute le fait d'affirmer à temps et à contre-temps que "le sens profond du travail exige que le capital soit au service du travail et non le travail au service du capital"; si l'on rappelle, de plus, que la quatrième partie est consacrée au droit des travailleurs, on constatera qu'on est loin d'une peureuse neutralité qui occulterait la nature conflictuelle de l'organisation actuelle du travail.

■ ... et de la propriété privée des moyens de production

On le sent, celui qui parle a ressenti dans sa chair les méfaits du collectivisme d'Etat. Il explique la raison pour laquelle l'Eglise tient à la propriété privée des moyens de production : pour elle, c'est la seule façon de garantir le respect des valeurs personnelles des membres de l'entreprise.

Déduire de ce développement que seul le collectivisme d'Etat fait l'objet de critiques et que les grands consortiums, qui de fusion en concentration atteignent des tailles de plus en plus grandes dans le monde occidental, y échappent, serait faire preuve de myopie. En répétant avec insistance "le principe de la priorité du travail par rapport au capital", Jean-Paul II fournit un critère d'évaluation auquel il est difficile de se soustraire.

Il faut ajouter également que le pape, sans entrer dans les détails de leur concrétisation — certainement difficile —, nomme un certain nombre de pistes à explorer pour "associer le travail dans la mesure du possible à la propriété du capital". Il est question par exemple de "propriété socialisée", de "copropriété des moyens de travail", de "participation des travailleurs à la gestion et/ou aux profits des entreprises, ce qu'on nomme l'actionnariat ouvrier", etc...

■ Pour les syndicats, une reconnaissance et un appel

"Rerum Novarum" avait été, il y a nonante ans, un cri prophétique dont on imagine difficilement le retentissement. Ceci dit, le fait qu'elle attendait le changement essentiellement d'une amélioration dans le comportement des possédants en affaiblissait notablement l'impact.

Pour Jean-Paul II, c'est de justice qu'il s'agit et il sait bien qu'un droit, pour être respecté, demande certains moyens. Les syndicats "sont les porte-parole de la lutte pour la justice sociale"... En mettant l'accent comme il le fait sur la dignité subjective du travail, il les invite certainement à élargir l'ampleur de leur revendication. Comme le sentent certains syndicats actuellement déjà, l'obtention d'avantages financiers ne saurait être suffisante :

"On doit toujours souhaiter que, grâce à l'action de ses syndicats, le travailleur non seulement puisse "avoir" plus, mais aussi "être" davantage, c'est-à-dire qu'il puisse réaliser plus pleinement son humanité sous tous ses aspects."

Une autre invitation claire tient à l'élargissement de la notion de classe. Dans le contexte actuel marqué par l'internationalisation de la production, une défense des intérêts des travailleurs du monde industrialisé pourrait aggraver encore la situation des plus démunis. C'est le mérite de l'encyclique de rappeler qu'il s'agit de considérer "non seulement la dimension de classe, mais la dimension mondiale des tâches à accomplir".

► ► ■ **Une lumière crue et stimulante**

Nous l'avons dit, dans cette encyclique, Jean-Paul II se fait le Héraut d'une bonne nouvelle. Mais comme la lumière suscite l'ombre, la bonne nouvelle révèle un "jugement-discernement".

On peut penser qu'après avoir lu cette encyclique insistant tellement sur le côté humanisant du travail, beaucoup ressentiront plus amèrement l'insignifiance de leur travail ou la douleur de n'en pas avoir.

Pareillement, on ne peut insister à ce point sur le fait que le capital devrait être au service de la personne sans découvrir plus violemment le côté inhumain d'un certain capitalisme transnational totalement dépersonnalisé, qui a la possibilité de fermer une usine à des mil-

liers de kilomètres pour l'implanter dans un pays voisin où l'ordre y est assuré par des moyens plus musclés; qui peut acheter des terres grandes comme des cantons en expropriant ceux qui les cultivent...

Mais toute bonne nouvelle est aussi promesse. Le Dieu qui a voulu l'homme à son image, sujet libre et responsable, est aussi celui qui envoie son esprit pour que sa parole trouve écho et efficacité.

Il appartenait à Jean-Paul II de nous rappeler que "le travail est avant tout pour l'homme et non l'homme pour le travail". C'est maintenant aux chrétiens, chefs d'entreprises, syndicats, salariés, de lui donner efficacité. Aux chrétiens et à tous ceux en qui une telle parole va trouver résonance. ■

G.A. Chevallaz

■ **LES BORNES DÉPASSÉES**

Ces temps derniers ont fourni plusieurs occasions à G.A. Chevallaz, conseiller fédéral, chef du Département militaire, de proférer quelques "bonnes formules"; ces formules dont la sûreté de ton et la beauté du mot peuvent faire, un moment, illusion sur la valeur du contenu.

Les bornes ont été dépassées lorsque, au journal de midi, il s'est permis de tourner en dérision un objectif de conscience incarné engagé dans une grève de la faim : "cela peut lui faire perdre les kilos qu'il a en trop".

Que la grève de la faim illimitée soit perçue comme un chantage et une menace, on peut le comprendre. Mais la grève de la faim limitée est d'un tout autre ordre.

Ces propos, diffusés à une heure de grande écoute, ont blessé. Ils ont blessé les chrétiens qui, en se référant à des textes très officiels (pensons au Concile et au Synode, pour les catholiques), estiment qu'un service civil doit être instauré en Suisse. Ils ont blessé ceux qui s'emploient, démocratiquement, à le mettre en place. Ils ont blessé probablement aussi ceux qui, engagés dans l'armée, ont une idée autrement grande de la cause qu'ils servent et ne pensent pas qu'elle doit être défendue par de tels moyens.

Dans le même sens, nous reproduisons ci-dessous un extrait de la lettre envoyée par le mouvement Pax Christi à G.A. Chevallaz, à propos de sa réaction contre la Semaine de la Paix à Fribourg :

"Monsieur le conseiller fédéral,

Au nom du Comité de la section suisse romande de Pax Christi, je désire vous faire part de la préoccupation que nous inspirent vos récentes déclarations publiques, en particulier les propos que vous avez tenus à Fribourg, le 11 septembre dernier, à l'occasion des journées militaires du 500e anniversaire de l'entrée de ce canton dans la Confédération.

Je constate avec regret que l'attitude du plus haut responsable militaire de notre pays confirme les impressions que j'exprimais, le 8 septembre dernier à Fribourg, en conclusion à ma conférence introductive à la Semaine de la Paix. A savoir que les autorités militaires semblent multiplier leurs efforts pour éviter un vrai débat sur les objectifs et la stratégie de notre défense nationale.

Jeter, comme vous l'avez fait, le discrédit sur ceux qui désiraient engager le dialogue, et recourir à la diffamation en portant de graves accusations, que vous n'avez pas fondées, est à mon sens indigne d'un dirigeant politique dans un pays comme le nôtre. De tels propos désinforment l'opinion publique tout en cherchant à la mobiliser."

■ **GUATEMALA**
Une action à Genève

Il n'est pas fréquent que des organisations chrétiennes appellent à une manifestation publique. C'est pourtant ce qui s'est passé le 14 septembre où l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture et les Commissions Tiers-Monde des Eglises nationale protestante et catholique, soutenues par plusieurs organisations, ont mis sur pied un rassemblement devant l'ONU. Il faisait suite à la visite faite, par une délégation de leurs membres, au directeur de la Commission des Droits de l'homme.

Cet acte a été prolongé, pour ceux qui le voulaient — et ils étaient nombreux — par un moment de recueillement à l'église St. Nicolas de Flüe.

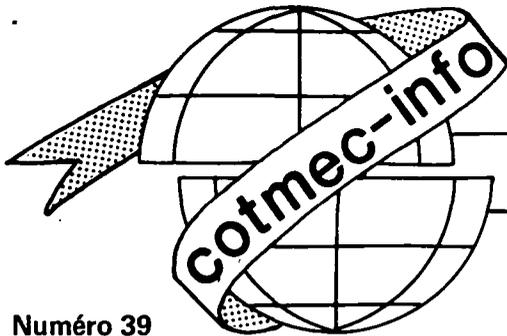
Efficace et opportun, ce genre de manifestation? Est-ce la première question à se poser? Et si c'était au contraire une chance à saisir?

— celle de rencontrer un haut fonctionnaire des Nations Unies, de percevoir ses préoccupations, de l'entendre nous dire l'appui qu'il trouve dans ces manifestations de la base,

— celle de se retrouver dans une grande diversité sous les fenêtres de l'ONU pour faire entendre la voix de ceux qui n'auront jamais les moyens de faire le voyage jusqu'à Genève tandis qu'on y discute de leur sort.

— celle enfin de resituer dans la prière tant de souffrance et tant d'espérance; d'entendre un texte biblique comme pour la première fois parce que commenté "au pied de la Croix"; de faire mémoire de ces 2.000 catéchistes, 12 prêtres, 3 pasteurs et de combien d'hommes, de femmes et d'enfants...

Au bout du compte, n'est-elle pas un peu courte notre question sur l'opportunité? Et pourtant, c'est sûr, nous nous la reposerons lorsque, à nouveau, dans l'urgence, des écrasés viendront nous demander de faire entendre leur voix. Et peut-être — une fois encore — nous vous alerterons...



■ CONDAMNÉS A LA SCHIZOPHRENIE ?

Du 9 au 24 novembre Paul JOLLES, secrétaire aux affaires économiques extérieures, et Fritz LEUTWILER, président de la Banque nationale suisse, se rendent en visite au Brésil, en Argentine et au Pérou.

Le but de ce voyage: intensifier les relations commerciales avec, au programme, des entretiens au niveau gouvernemental, des conférences, ouvertures d'expositions (Buenos Aires, Lima)... cela laisse songeur.

Pourquoi s'effrayer ? Pourquoi nos émissaires n'appliqueraient-ils pas dans leur tournée les belles paroles de Pierre Aubert - notre ministre des affaires étrangères - prononcées le 7 novembre au Dies Academicum de l'Université de Neuchâtel :

“ L'intérêt national de notre pays ne va pas à l'encontre de ce que commande la solidarité humaine "... ?

Hélas, la tâche que se reconnaît Paul Jolles est autre. Marc Savary cite dans le Courrier un propos qui ne laisse guère d'illusion: “La Suisse jusqu'ici n'a jamais mis sa politique économique au service de sa politique étrangère”.

En d'autres termes: “Que ta main gauche ne sache pas ce que fait ta main droite”.

Et nous ? A quelle Suisse appartenons-nous ? Devons-nous continuer de signer des lettres de dénonciation à ces gouvernements, des lettres d'appui aux opprimés en sachant qu'une partie de notre prospérité vient de ces pays-là ? A nous aussi est-il demandé que notre main gauche ignore ce que signe notre main droite ?... en attendant d'applaudir Dom Helder Camara à son prochain passage.

Il ne faut pas rêver, pensent certains, ce n'est pas à la petite Suisse qu'il appartient de moraliser la planète. Nous verrons ci-dessous qu'en matière d'investissement, notre pays n'est pas si petit que cela et que si un pays à haut revenu ne tente pas un effort de cohérence entre l'idéal auquel il prétend et sa pratique commerciale, qui le fera ?

La cohérence, un luxe ou le fondement de notre liberté, la façon d'éviter la schizophrénie ? Est-ce utopique de croire que nombreux sont les habitants de ce pays qui accepteraient de payer de quelques centaines de francs chaque année une diminution de ressources due à plus de cohérence ? Mais peut-être ne se manifestent-ils pas assez clairement.

On repense à la parole de Roland de Pury : “Que dirions-nous du Samaritain de la parabole qui panse les plaies du voyageur et qui ferait des affaires avec ceux qui l'ont dépouillé ? Peut-on rester longtemps solidaires des opprimés et complices des oppresseurs ?

■ BRESIL

Dans ce pays de 119 millions d'habitants — le 5e par la superficie — un développement s'est mis en place. On a même parlé de miracle. Il l'a été de fait pour les couches les plus aisées de la population sur lesquelles on s'est appuyé pour mettre en marche l'économie largement ouverte sur l'extérieur. Les pauvres quant à eux n'ont cessé de voir leurs ressources diminuer.

Voilà ce qu'écrivait à ce sujet la Commission permanente de la Conférence des Evêques le 28 août de cette année:

“ En ce moment, la société brésilienne en transformation présente des défis particuliers dans l'ordre politique comme dans la sphère économique et sociale. Les inégalités sociales et régionales constituent une réalité particulièrement triste dans une nation dont les aspirations et les ressources pourraient permettre une société plus juste. Une telle situation ne peut durer indéfiniment, car elle constitue un scandale pour les consciences et une menace constante contre la paix intérieure. Elle n'est pas une cause mais le fruit d'une action délibérée d'un modèle déterminé de développement.”.

Etant en 1980 le 3e investisseur, après les Etats-Unis et l'Allemagne et devant le Japon, la Suisse n'est pas sans responsabilité dans la situation dénoncée par les évêques.

► ► ■ PEROU

Moins connu en Suisse, car partenaire moins important de notre pays, le Pérou a pu faire illusion. Enfin voilà un pays d'Amérique latine qui changeait un gouvernement militaire par un gouvernement civil.

La réalité est moins rose. Une situation économique catastrophique à laquelle le Fond Monétaire International a tenté de remédier avec des moyens qui lui sont propres: en janvier de cette année, un article du Monde nous apprenait qu'une hausse des produits de première nécessité de 60 % avait été décrétée alors que les salaires n'ont été réajustés que de 12 %. Quant aux personnes qui n'ont pas de salaires, si nombreuses au Pérou... Associée à cela une ouverture aux importations et aux capitaux étrangers pour le moins ambiguë.

Le 29 janvier, les évêques écrivaient :

"Les évêques partagent actuellement les inquiétudes et les souffrances de notre peuple affecté par les graves répercussions de la crise économique qui se reflète en une situation angoissante spécialement pour les plus pauvres.

Il est évident que le fait de baisser le pouvoir d'achat de l'argent et d'enregistrer des hausses constantes du coût de la vie entraîne d'énormes difficultés à affronter pour la famille péruvienne. Les problèmes de chômage, du manque d'alimentation, de soins sanitaires inaccessibles ou d'un niveau de vie précaire sont réellement angoissants, spécialement pour ceux qui ne reçoivent pas de salaire et qui ne reçoivent donc pas les augmentations décrétées.

Il existe en général une disproportion notable, malgré les augmentations récentes, entre les salaires et le coût de la vie. En même temps, comme contraste injuste, intervient une augmentation incontrôlée des signes extérieurs d'une société de consommation qui continuellement offre des articles somptueux et de luxe, offensant ainsi la dignité de tant de pauvres et augmentant leurs souffrances."

Pour tenter de maintenir l'ordre dans une telle situation, on serre la vis. Une loi antiterroriste a été décrétée. C'est cette loi pour laquelle le bulletin du groupe genevois "Carrabaya" nous a demandé d'écrire le mois dernier. Un quotidien péruvien n'hésite pas à la qualifier, cette loi, de "délit terroriste". "Ce décret est très dangereux pour les droits humains au Pérou et est anticonstitutionnel"...

INVITATION

Du tourisme il peut sortir le meilleur comme le pire. La rencontre des peuples ou le viol économique et culturel des plus pauvres par ceux qui ont les moyens de se payer le déplacement. Plus le nombre des touristes augmente, plus le problème mérite attention.

Nous nous réjouissons donc de la proposition de créer un groupe de réflexion à Lausanne sur ce thème Première rencontre : samedi 28 novembre au Centre Universitaire Catholique, bd de Grancy. Pour tout renseignement : secrétariat I3M : tél. 021/ 27.43.53.

■ ARGENTINE

La situation de l'Argentine par rapport aux droits de l'homme est mieux connue de nos lecteurs. Ils savent qu'Alexis Jaccard, Suisse, étudiant à l'université de Genève, fait partie de la longue, de la très longue liste des disparus. Régulièrement, ils lisent dans la presse les témoignages des mères des disparus de passage en Suisse et savent que 20 personnes disposant d'un visa de notre pays ne peuvent pas sortir d'Argentine.

Ils ne savent peut-être pas que l'Argentine a participé directement au coup d'Etat qui, en Bolivie, a mis en place un gouvernement ouvertement impliqué dans le trafic de la drogue. Ils ne savent peut-être pas non plus que, dans les horribles affrontements qui au Guatemala coûtent la vie de tant de paysans, à tant de leaders chrétiens, on trouve des soldats argentins...

C'est avec ce gouvernement que s'est négocié par exemple, en 1980, un prêt de 200 millions accordé par nos grandes banques. A lui qu'une usine d'eau lourde a été livrée. C'est notre troisième partenaire commercial latino-américain après le Brésil et le Mexique.

■ SUISSE

Solidarité pas superflue

Le mouvement Populaire des Familles nous l'avait montré dans ses enquêtes mais on avait de la peine à le croire :

il y a en Suisse des gens dont la situation financière est très précaire.

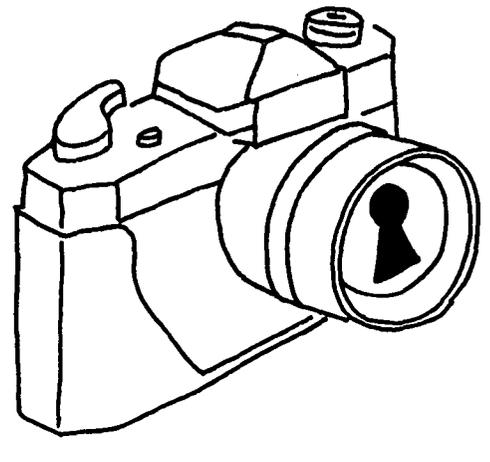
Cette affirmation, la voilà confirmée par l'enquête du Fonds national de la recherche scientifique. Près d'un cinquième des rentiers ont un revenu inférieur à 1000.- francs par mois.

■ SUISSE - SAHRAOIS

Arrêtée en 1976, notre aide humanitaire à destination des 150'000 réfugiés sahraouis va reprendre.

Bonne nouvelle pour ce petit peuple qui lutte toujours pour son indépendance. (Ils sont 50, maintenant, les pays qui le reconnaissent).

Bonne nouvelle pour tous ceux qui ont payé de leur personne - pensons au comité Sahraouis - pour que notre pays rectifie sa position.



MCP

■ NICARAGUA, un congrès à Genève

Les 6, 7 et 8 novembre, des représentants des comités de solidarité de 14 pays européens (plus un représentant des Etats-Unis) se sont réunis à Genève. Notre commission a été invitée à exprimer une brève salutation à ce congrès. Au moment où les menaces se durcissent et où Alexander Haig n'exclut pas "toute participation américaine à des tentatives éventuelles pour déstabiliser ou renverser le régime sandiniste au Nicaragua", nous pensons attester là d'une solidarité critique qui nous engage.

Voici le texte de notre intervention :

" De toute l'Europe, vous êtes venus coordonner votre soutien à ce pays dont on ne parlait guère sur notre continent il y a quelques années seulement, et dont le renom actuel est sans commune mesure avec son étendue ou le chiffre de sa population.

Pourquoi cette notoriété, pourquoi tant de regards, tant d'espoirs braqués sur ce point du globe ?

Parce que là-bas quelque chose de neuf est apparu, a germé, s'est enfanté, dans le sang. Deux ans après, nous le savons, ce changement en profondeur n'est pas fait une fois pour toutes, mais il doit, pour survivre, affronter les pires menaces, et c'est lourd de conséquences.

Il n'est pas rare, en effet, que les ennemis nous forcent à choisir, pour se défendre, les mêmes moyens qu'eux. Et que, en utilisant les mêmes moyens, on en vienne à leur ressembler, à imiter insensiblement ceux-là mêmes dont on voulait se distancer.

Comment durer dans la nouveauté ? en la protégeant des agressions, sans la laisser se figer, se paralyser.

C'est aussi la question qui, depuis deux mille ans, est posée aux chrétiens. Eux aussi doivent être les témoins d'une bonne nouvelle.

Pendant tant de siècles et sous tant de latitudes, ils ont trop failli à leur tâche pour n'avoir de leçon à donner à personne.

Et pourtant, je le crois, dans cette Eglise si souvent partagée, parfois encore si souvent du côté du plus fort, une flamme a duré qui dit le prix de l'homme; qui dit le refus de son écrasement.

Ceci pour vous dire que dans ce changement qui change en profondeur, dans cette révolution, les chrétiens devraient être aux premières lignes. Non des artisans serviles, bien sûr. On leur a trop longtemps reproché leur soumission à l'ordre établi pour leur demander maintenant une participation qui refuse la critique, fût-ce à un gouvernement révolutionnaire.

Dès le début de leur histoire, ils ont compris que de dire "Christ est Seigneur", cela impliquait du même coup "César n'est pas Seigneur", quelle que soit la figure que prenait cette autorité.

Mais, être aux premières lignes, c'est surtout participer activement à tout ce qui est entrepris pour que l'homme se remette debout.

En vous disant cela, je repense à tant de visages d'hommes et de femmes rencontrés à un week-end de communauté de base à Managua et dont j'ai pu mesurer la joie intense de pouvoir inscrire dans l'organisation de leur société les impératifs essentiels de leur foi."



Signalons l'action promotionnelle "café du Nicaragua", proposée par Magasins du monde, du 30 novembre au 5 décembre. Pas une "action de baisse". Les spéculations sur les cours du café dont nous bénéficions (250 gr. dès fr. 2.50), ce sont les producteurs qui en font les frais (pour le Nicaragua, cela représente un manque à gagner estimé à 100 millions de dollars pour 1980).

Une action à un prix solidaire, donc juste.



■ LE CENTRE DE LA FUSTERIE S'ARRETE...

Pour ceux qui tentent de faire entendre la voix des sans voix dans notre ville, le coup est dur. Grève de la faim des Argentins, vente d'objets chiliens ou palestiniens, exposition Droits de l'Homme..., sans parler du dernier "repas mondial" et du prochain jeûne... Durant près de 5 ans, le centre a ouvert largement ses portes aux préoccupations du monde.

Tous nos vœux pour que, riche des expériences passées, un nouvel espace d'expression et d'interpellation puisse rapidement être mis sur pied.

■ CANCUN

Une porte ouverte

Que peuvent faire 22 dirigeants réunis pour 48 heures ? Tenter d'ouvrir des portes, d'éviter d'en claquer. C'est ce qui s'est passé à Cancun (Mexique) les 22 et 23 octobre. "L'esprit de Cancun, c'est l'esprit de solidarité d'harmonie et de conciliation" a dit en conclusion le président du Mexique Lopez Portillo. " Nous ne nous sommes pas culpabilisés les uns les autres ni tendus des pièges réciproques".

Et c'était important pour relancer un dialogue Nord-Sud gelé depuis de nombreux mois. On avait d'ailleurs pris la décision préalable de discuter et non de négocier.

Quant aux progrès réels, le monde les qualifie de millimétriques.

On s'est gardé en tout cas d'assortir les propositions — vagues — d'un calendrier.

A relever le discours — nouveau dans la bouche d'un chef d'Etat du nord — de François Mitterand. La part faite à l'éloquence, reste le courage d'exprimer ces thèses face au credo simpliste du président Reagan en matière de développement; reste aussi la recherche d'une solidarité qui s'inscrive dans les faits.

A Cancun, une porte s'est rouverte, encore faudra-t-il la franchir.

■ MAL - DEVELOPPEMENT

En Suisse, un "fonds d'entraide" est prêt à verser des subsides d'arrachages — entre 2'000.— et 3'000.— francs aux arboriculteurs qui arracheront leurs pommiers. Il s'agit de ramener la surface de zone plantée de 5'300 à 4'700 hectares.

En ce qui concerne la CEE, il faut savoir que 380 mille tonnes de pommes et 175 mille tonnes de pêches ont été détruites l'an passé.

■ TCHAD, enfin une solution ?

Pendant des mois, du Tchad ne nous parvenaient que des nouvelles de guerre civile, de ces affrontements d'autant plus tragiques qu'ils ont pour toile de fond un pays aux si maigres ressources.

Puis les affrontements avaient cessé par l'arrivée, en décembre dernier, des troupes du président lybien Kadhafi. Un assainissement qui ressemblait à s'y méprendre à une occupation.

Or, voilà que depuis quelques jours, sur la demande du président Goukouni, les Lybiens se retirent pour faire place à des "casques bleus" africains venant notamment du Nigéria, du Zaïre, du Togo, du Sénégal, etc.

Certes, un changement si brusque d'attitude de la part de la Lybie autorise à se poser des questions. N'en reste pas moins que, depuis quelques mois, au Tchad, le sang semble s'arrêter de couler et que, de plus, l'Organisation de l'Unité Africaine paraît s'être dotée d'une force d'arbitrage qui devrait éviter des conflits ultérieurs.

A lire

Au coeur de nos vies des espoirs

Dans une revue de 28 pages, très aérées, abondamment illustrées, l'Action catholique ouvrière dit qui elle est. Pas de grandes théories mais des témoignages divers, vécus dans des secteurs différents de l'industrie (horlogerie, imprimerie), des services (hôpitaux), de la vie sociale et politique, en prenant en compte la solidarité avec les immigrés, les frontaliers, à l'écoute aussi des retraités et du quart monde.

Points communs à ces expériences : une espérance qui découvre l'inacceptable, le bouscule et tisse des relations, bref suscite un mouvement.

"L'Eglise a la théologie de sa pratique" dit le Père Chenu. C'est dans cette pratique que des militants nous disent leur découverte d'un Dieu qui enracine leur dynamisme mais aussi qui les préserve d'absolutiser les combats en empêchant de "prendre le chemin pour le but". Est-on si loin de la préoccupation de la théologie de la libération ?

Dans le cadre de ce bulletin, on relèvera enfin le souci de situer les efforts dans un contexte plus large. A la fin de la brochure, on donne même la parole à des militants japonais, artisans bien involontaires du "miracle japonais":

"Pour éviter la monotonie vous allez faire l'ensemble d'une pièce. La machinerie est disposée de façon à ce que chaque ouvrier travaille sur 4 ou 5 machines-outils à la fois. Tous les gestes sont étudiés et chronométrés; les bras ne doivent pas se lever, car c'est une perte de temps. On utilise aussi nos pieds et un clignotant nous indique si nous suivons le rythme, car regarder notre montre est exclu.. Des entraîneurs de Toyota viennent nous initier à ces nouvelles méthodes de travail. Un ouvrier a deux mains et deux pieds, tout doit travailler... c'est le rendement en plénitude.

On peut obtenir cette brochure au prix de fr. 2.- à notre secrétariat.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9

Secrétariat:

André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50

CCP 12 - 21 551



MERCI

Merci à tous ceux qui ont utilisé le bulletin vert joint au précédent numéro. Plus qu'un appui matériel, un encouragement à toute la commission à poursuivre son travail.



Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

PESSIMISTE, COTMEC INFO ?

Avec Suzan George, nous pensons qu'à une commission comme la nôtre, il faut "le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté". Même si on ne l'exprime pas assez, que le lecteur sache que la plus impatiente dénonciation s'enracine dans un optimisme fondamental, un refus de la fatalité. Une idée suffisamment grande de l'Eglise, pour autoriser de grandes exigences. De même à l'égard de notre pays.

► ► Pour dépasser les mots...

Un groupe de la déclaration de Berne nous propose dans le cadre de la campagne "la faim, un scandale"

**un jeûne d'un jour au centre de la Fusterie
le vendredi 11 décembre**

auquel chacun peut s'associer

- en y participant ou en jeûnant chez lui
- en versant fr. 6.- symboliques à l'action en cours
- en manifestant son appui par une signature.

Dans l'histoire de l'Eglise des siècles passés, le jeûne tenait une grande place. Devenue trop formaliste, cette pratique a été rejetée. Il est peut-être temps de retrouver ce chemin de liberté intérieure, qui de plus a le mérite de nous faire découvrir - même partiellement - avec "nos tripes", la situation de tant de nos frères.

Pour plus de renseignements : Mme Diane Perrot,
Tél. 20.90.88.



LA PAIX DE NOËL LE DON D'UNE CONQUÊTE

Etonnant tout ce que le mot PAIX veut dire pour l'homme de l'Ancien Testament. Quelle richesse de sens ! Infiniment plus large qu'une absence de guerre. Harmonie avec les autres, avec soi-même, harmonie avec Dieu, mais aussi santé du corps, sécurité, assurance de la nourriture, elle n'est pas sans lien avec la libération. Une paix qui est plénitude (à la racine du mot shalom, il y a le sens de "complet"). Bref, la paix de l'homme d'Israël, elle concerne l'homme tout entier, elle a les pieds sur terre.

Est-ce une autre paix que Jésus est venu proposer aux hommes ? Certainement pas. Alors comment se fait-il qu'il ait été pareillement rejeté ?

C'est que cette paix totale — ce bonheur si vous préférez —, il la voulait pour tous. Pour l'étrangère malade comme pour le riche collecteur d'impôt, pour la femme adultère comme pour l'homme paralysé. Et tout de suite, sans attendre la fin du sabbat.

Une paix qui ne se limite pas à l'establishment civil et religieux, qui prétend concerner chacun. Avez-vous remarqué quels sont, pour Luc, les premiers auditeurs du message de la Paix de Noël, cette paix aux hommes que Dieu aime ? Ce sont les bergers, ces hommes matériellement incapables de pratiquer la loi et que l'on assimilait couramment à des voleurs ou à des tueurs.

La voilà la cause des tourments de Jésus. C'est d'avoir refusé que la paix qu'il venait apporter se fasse

sur le dos de certains, ou en les excluant ou encore qu'elle soit sans cesse remise au lendemain.

En cela, il se situait dans le droit fil des prophètes. Ezéchiel par exemple, après avoir mis dans la bouche de Dieu le projet de conduire son troupeau dans un gras pâturage, continue :

"Je viens juger moi-même entre la brebis grasse et la brebis maigre. Parce que vous avez bousculé du flanc et de l'épaule, et parce que vous avez donné des coups de cornes à toutes celles qui étaient malades jusqu'à ce que vous les ayez dispersées hors du pâturage, je viendrai au secours de mes bêtes et elles ne seront plus au pillage; je jugerai entre brebis et brebis."

Qu'on nous comprenne bien. Par ce propos, il ne s'agit pas de donner un goût amer à la fête de Noël. Bien au contraire de lui rendre tout son sens. Ce que les chrétiens fêteront le 24 décembre, c'est une bonne nouvelle, brûlante comme un feu, qui n'a de cesse d'atteindre tous les recoins de la terre. La bonne nouvelle d'une paix déjà réalisée en Jésus Christ, une bonne nouvelle dont chacun doit se faire le témoin actif, déterminé, jusque dans l'affrontement de certains conflits, à l'exemple de leur Maître.

Les Hébreux ont reçu la terre promise. Mais cela ne les a pas dispensés de la conquérir.

N'en est-il pas de même de la "Paix offerte par Dieu" ? Tout entière donnée, mais tout entière dépendante de nous pour qu'elle s'inscrive dans l'histoire et l'ensemence. ■



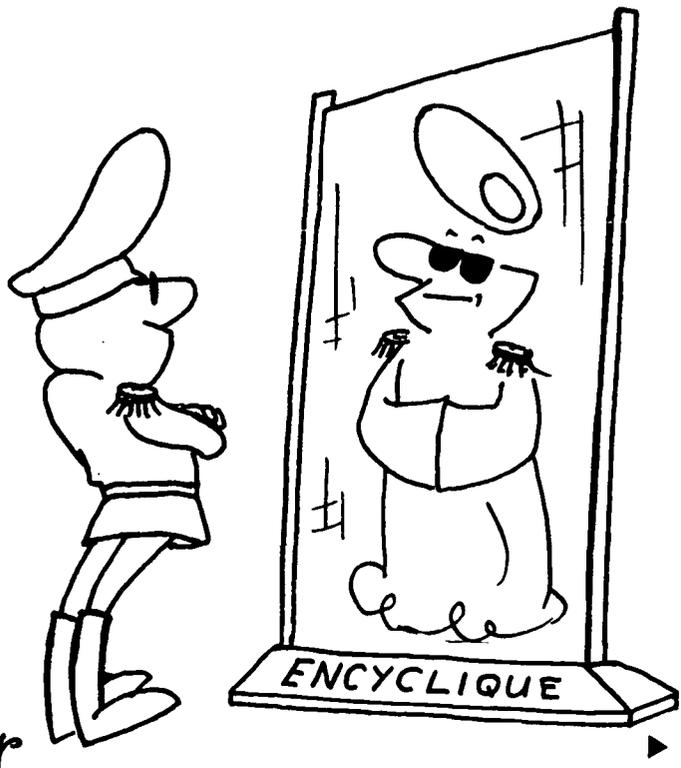
CHILI Après l'Encyclique

Au lendemain de la parution de la dernière Encyclique de Jean-Paul II, le général Pinochet avait exprimé clairement sa satisfaction : "Après un premier coup d'œil, j'ai l'impression que le Souverain Pontife me dit : 'Président, vous agissez bien, le gouvernement agit bien avec les travailleurs'".

Cette autosatisfaction présidentielle n'a pas tardé à être mise en question. L'évêque de Punta Arenas réagissait à la radio quelques heures seulement après le président. Et, depuis, d'autres notes discordantes continuent à se faire entendre. Par exemple celle parue dans "Messagen", Santiago, novembre 1981 :

"Nous autres, au Chili, qui sommes en train d'assister à une vraie révolution capitaliste, si nous sommes honnêtes, nous devons nous laisser questionner par ce que (le pape) dit du capitalisme."

Lorsque le critère fondamental pour adopter une série de mesures au plan du travail, c'est de réduire le "coût de la main-d'œuvre", sommes-nous en train de



► ► construire au Chili un système où l'on assure la primauté de l'homme comme sujet de travail ou un système où on le considère simplement comme "facteur de production" soumis aux lois du marché ? Alors que nous avons vécu presque six années avec des taux de chômage très élevés, pouvons-nous dire que l'Etat chilien est en train de réaliser face à ce problème tout ce que le pape signale comme devoir de l'employeur indirect ? Lorsqu'on empêche que les grandes fédérations d'ouvriers ou d'employés négocient collectivement et solidairement, et que l'on critique l'Eglise pour son engagement dans la lutte des ouvriers, accepterions-nous cordialement l'exhortation que le pape adresse aux travailleurs et à l'Eglise pour créer un grand mouvement de solidarité pour défendre les droits du travail ?..."

■ ZAIRE La proie des vautours

Depuis 1973, un accord se préparait entre l'Alusuisse et le Zaïre. Il s'agissait de mettre en place un consortium pour réaliser le plus grand investissement privé au Zaïre. Un complexe de production d'aluminium d'une capacité totale de 600 000 tonnes, implanté à Mwanda, dans la région du fleuve Zaïre. Ce contrat a été signé le 24 novembre entre le gouvernement zaïrois et huit sociétés issues de sept pays avec, à leur tête, la firme de notre pays, Alusuisse.

■ Un pays livré au pillage extérieur...

Ce pays, grand comme un continent, possède des ressources qui semblent illimitées; pour ne prendre que quelques chiffres : il fournit le quart de la production en diamant, le 65 % du cobalt mondial; il est le sixième producteur de cuivre... Mais ces ressources ne profitent pas à la population. Elles viennent enrichir les élites locales, les trusts internationaux, quand elles ne prennent pas tout simplement le chemin de la contrebande. C'est le cas, semble-t-il, de 40 millions de dollars de diamants chaque année. Quant à l'agriculture — à peine le 2 % des terres sont cultivées —, son importance ne cesse de diminuer. Les exportations de produits agricoles ont passé de 30 à 17 % du total des exportations.

■ ...et à l'injustice intérieure

Un article du journal d' "Afrique-Asie" (mars 1981) aide à saisir un peu les répartitions du revenu dans ce pays de 28 millions d'habitants. Le salaire mensuel des "compagnons de la révolution" s'élève à 45 000 zaïres, celui des commissaires politiques à 35 000 zaïres, celui des officiers généraux de l'armée à 11 000 zaïres. Quant aux salaires des enseignants, il vont de 280 à 125 zaïres. L'ouvrier qualifié, dans les mines, 105 zaïres et le manœuvre, 45 zaïres. (Le sac de riz coûte 180 zaïres.)

Le salaire mensuel ne laisse bien sûr pas apparaître les bénéfices illicites, dont on a parlé plus haut. A tel point que l'article cité conclut par ce propos d'un Zaïrois : "Nous sommes gouvernés par des gangsters qui ne laissent même plus de place à nos petits voleurs."

En plus de cela, l'inflation. La hausse des produits alimentaires a atteint, de 1976 à 1980, 500 %. Au mois de juin 1981, une dévaluation de 40 %, imposée par le Fonds Monétaire International, s'ajoutait aux précédentes. Alors que les salaires sont loin de suivre le même chemin.

■ LES PRODUCTEURS SUISSES SOLIDAIRES

La sensibilisation aux problèmes du Tiers-Monde rencontre souvent beaucoup d'obstacles avant d'atteindre les personnes qui travaillent dans les secteurs de la production. Le soutien apporté à l'action de la Déclaration de Berne par l'Union des producteurs suisses réjouit donc particulièrement.

"Oui, la faim est un scandale, car ses causes ne sont pas le manque de nourriture, de terres fertiles, de techniques ou de connaissances scientifiques, mais un manque flagrant à vouloir faire disparaître le fléau."

■ Une Eglise qui sort du silence

Représentant le 45 % de la population, les catholiques ont longtemps semblé garder le silence. En 1978, une déclaration de la Conférence épiscopale avait exprimé des paroles assez vives, reprises notamment par Mgr Ngabu au Carême 1980 : "Il existe une véritable stratégie de l'exploitation par laquelle les différents détenteurs de pouvoir sont facilement solidaires." Mais les évêques n'avaient jamais été aussi unanimes et précis que dans le document du 23 juin signalé dans un précédent bulletin et dont nous livrons encore quelques extraits.

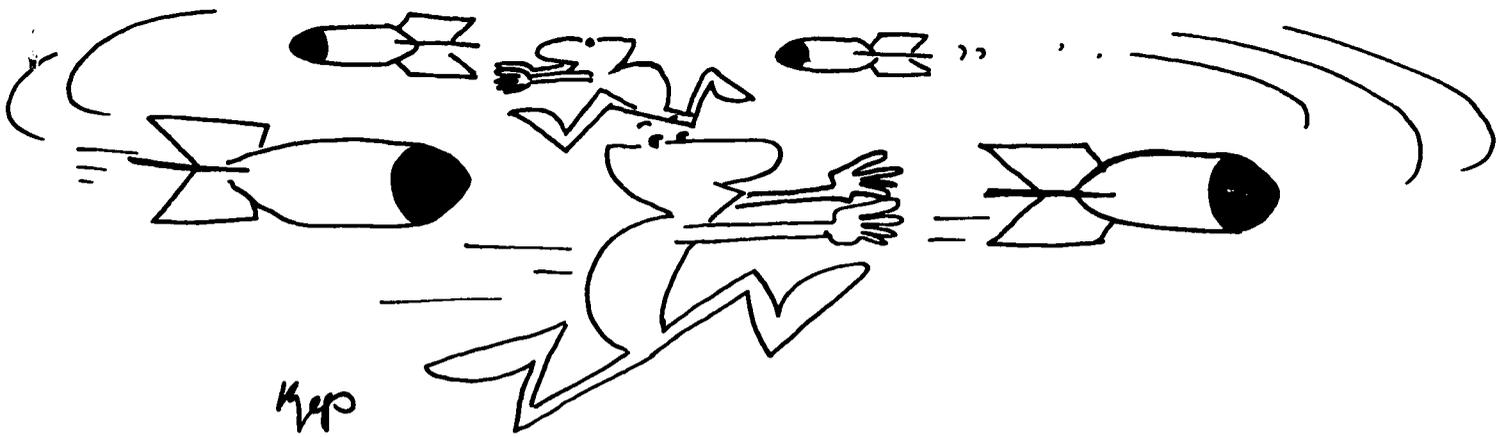
"La rareté des produits de première nécessité sur les marchés est une préoccupation lancinante de la ménagère. Quand elle en trouve, c'est bien souvent à des prix trop élevés pour les revenus des gagnepetit. Salaires bloqués, prix débridés, effritement continu du pouvoir d'achat, voilà une situation devenue en quelque sorte familière. On connaît la rengaine : "le Zaïre est un scandale géologique", un "pays extrêmement riche" aux habitants "extrêmement pauvres". Depuis des décades on parle de ces richesses qui n'en finissent pas de demeurer "potentielles". A quand un peu de bonheur ? Echéance sans cesse reportée. En attendant ses relais, pendant que le gros du peuple croupit dans la misère dans des situations parfois artificiellement provoquées."

Le temps ne serait-il pas venu de reprendre les choses en mains de façon que le peuple zaïrois soit le premier bénéficiaire des ressources de son sol et de son sous-sol ? Le peuple et pas seulement un petit nombre qui profite, use et abuse. Il n'est pas facile pour les relais de l'oppression internationale de songer vraiment à procurer au peuple ce dont il a besoin et à quoi il a droit."

■ Et les chrétiens suisses ?

Peuvent-ils simplement se réjouir de cette brillante affaire helvétique ? Vont-ils appuyer la demande de M. Bokana, ministre en place qui, visitant à la tête de la délégation zaïroise l'usine valaisanne, demandait que la Suisse participe aux efforts de développement du Zaïre ? (Il faut savoir que vraisemblablement le Zaïre assurera la construction du port de Banana et de toute l'infrastructure nécessaire. Il faut savoir aussi que l'usine bénéficiera de l'électricité du complexe hydro-électrique de Inga-Shaba, entreprise de prestige, responsable du cinquième de l'endettement extérieur du pays.)

Bien sûr, nous pouvons nous tranquilliser en nous disant que le Zaïre est un pays indépendant, qu'on ne l'a pas forcé à signer ce contrat. Est-ce suffisant ? Ne nous faut-il pas affiner notre analyse; découvrir qu'un pays en développement n'est pas un tout homogène, qu'il est formé — plus qu'ailleurs — d'exploitants et d'exploités et qu'en répondant à la demande des uns, on alourdit le poids qui pèse sur les autres.



■ LA COURSE AUX ARMEMENTS Jusqu'ou ?

Le temps n'est pas à manifester dans la rue. N'empêche, le 30 novembre, à Genève, 2 000 personnes se sont rendues à la Place Neuve à l'invitation de "Femmes pour la Paix" et samedi 5 décembre, à Berne — malgré un cafouillage des groupes non violents —, 30 à 40 000 personnes se sont rassemblées.

Le problème du désarmement est complexe et l'aborder dans le cadre limité de ce bulletin ne peut qu'exaspérer le débat par des caricatures trop hâtives. Pourtant, il est toujours possible de signaler quelques points de repère, si incomplets soient-ils.

- Depuis Nobel et sa dynamite, il y a des décennies qu'on pense que les nouvelles inventions, plus meurtrières, vont être dissuasives.
- La course aux armements, pas à confondre avec la violence, est récente. Elle a sa dynamique propre, un potentiel de chercheurs immense à son service et un dogme : "Tout ce qui peut se faire se fera."
- Passé un certain nombre de tonnes d'explosifs par habitant, il n'est plus possible de dire que ce qui est recherché, c'est la sécurité. "On achète de plus en plus cher une insécurité de plus en plus grande." (Myrdal.)
- Si tous ceux qui ont des intérêts économiques dans la course aux armements, également dans notre pays, cessaient leur activité, il est sûr qu'elle serait largement enrayerée.

- Nous acceptons difficilement des arguments relatifs à la sauvegarde de l'emploi, alors que les entreprises font des reconversions tellement importantes dans d'autres secteurs.
- Ces problèmes ne doivent pas être laissés aux spécialistes comme on a tendance à nous y inviter pour toutes les questions qui déterminent notre avenir : nucléaire, économie, urbanisme...
- La lutte contre la course aux armements est indissociable du combat pour la justice internationale. Elle n'est que la partie visible — et donc la plus scandaleuse — de l'iceberg.
- Le fait que l'Inde d'Indira Gandhi soit venue faire provision de "Mirages" ne doit jamais nous dispenser de situer, en toile de fond à tout ce problème, les millions de personnes actuellement au seuil de la pauvreté absolue.
- Malgré sa faiblesse apparente, l'opinion publique a un rôle à jouer dans ce débat.
- Les chrétiens qui tentent d'établir une cohérence entre leur foi, les déclarations de leurs Eglises et ce qu'on leur présente comme une nécessité en ont assez d'être pris pour des traîtres à la patrie ou des complices de Moscou, à mots couverts ou explicitement, comme l'a fait un colonel divisionnaire récemment.
- Nous accueillons les efforts du COE dans le domaine du surarmement et nous pensons que les autorités des Eglises pourraient aider, par une prise de position, les chrétiens à trouver leur place dans ce débat.

////////////////////////////////////
"La paix ne peut être établie par la violence, la paix ne peut jamais s'établir dans un climat de terreur, d'intimidation et de mort." (Jean-Paul II, octobre 1979.)

"Nous estimons que le droit de vivre en paix se traduit concrètement aujourd'hui par le refus de vivre sur une poudrière demain." (Justice et Paix et son homologue protestant, France.)

"Trop de chrétiens courent le danger de se laisser paralyser par l'immensité du débat et la complexité des problèmes. C'est pourquoi nous les invitons à faire preuve de détermination et d'espérance." (COE, Colloque d'Amsterdam, novembre 1981.)

"Ne se lèvera-t-il donc pas un Saliège, un Théas, un Guilhem, un Riobé pour parler haut et clair, comme Jean-Paul II a parlé à l'Unesco, afin que tous ceux qui sont en recherche de la paix entendent le message de l'Evangile ? Evêques de France, votre silence, aujourd'hui, sera lourd à porter demain." (Georges Montaron, Témoignage Chrétien, octobre 1981.)

A LIRE sur l'Amérique centrale

Alors que les communiqués venant du Salvador, du Guatemala, du Nicaragua ne vont pas en s'améliorant, signalons à ceux de nos lecteurs qui souhaiteraient compléter leurs informations (reçues habituellement des agences de presse nord-américaines) :

- **El Salvador**, le peuple le plus affamé d'Amérique latine. Institute for Food and Development Policy, San Francisco, mars 1981, 8 pages, gratuit.
- **Nicaragua**. Pax Christi International, 112 pages, petit format, fr. 6.—.
- **Honduras**. Les réfugiés salvadoriens. Pax Christi International, 64 pages, petit format, fr. 5.—.

■ **NEW DELHI**
Cinquième colloque
des théologiens du Tiers-Monde

Pour la cinquième fois depuis sa création, l'association œcuménique des théologiens du Tiers-Monde s'est réunie. Le colloque a eu lieu du 17 au 29 août à New Delhi. Ci-dessous, nous présentons quelques extraits de la déclaration finale publiée par le Centre Lebret. Extraits bien limités, et peu représentatifs, mais qui peuvent donner à certains de nos lecteurs l'envie d'en savoir plus.

Auparavant, quelques lignes d'introduction : les théologiens du Tiers-Monde ne nous avaient pas habitués à un langage tendre; cette déclaration est bien de la même encre. Avec des accents nouveaux, une plus grande place accordée aux femmes et à la dénonciation des discriminations qui les atteignent. Une place plus grande également faite à l'influence des différentes cultures et des spiritualités sans chercher une harmonie à tout prix (on mesure aisément la distance qui sépare, dans un premier temps, le théologien d'Amérique latine — axé sur une libération socio-politique — du théologien indien pour qui la liberté est d'abord intérieure).

Dans les différences, quelques unanimités : la théologie occidentale est incapable d'éclairer la situation des chrétiens du Tiers-Monde; le point de départ d'une théologie du Tiers-Monde est la lutte des pauvres contre toute forme d'injustice; c'est dans la lutte que va se réaliser et se vérifier le projet de suivre le Christ.

● *"La pauvreté de masse ne cesse d'augmenter, se répandant comme une plaie mortelle sur la surface du Tiers monde, où vit la majorité du genre humain. Or cette pauvreté n'est pas un fait social innocent; elle résulte de structures d'exploitation et de domination. Pour une grande part, elle est la conséquence de siècles de joug colonial; le système économique international actuel la renforce."...*

● *"Le sous-développement du Tiers monde résulte du processus international d'exploitation et d'accumulation continuels des pays nantis. Le monde riche impose un système de relations internationales qui enfonce le Tiers monde dans une extrême misère qui empire chaque jour. Le fait que la technologie — élément constitutif du développement — soit contrôlée par les nations riches rend la situation plus difficile et aggrave notre dépendance."...*

● *"L'action au service des hommes est nécessaire pour une réflexion théologique authentique, mais la contemplation silencieuse l'est tout autant. La matrice où s'engendre la théologie est double : il faut être impliqué dans la lutte des peuples pour la justice sociale, il faut aussi contempler Dieu tout en vivant cet engagement. Sans cette contemplation priante, on ne voit que partiellement la face de Dieu et l'on n'entend que partiellement sa parole dans la participation à l'action libératrice de Celui qui conduit l'histoire à son accomplissement."...*

● *"Proclamer un Dieu qui ne voit pas le fardeau des pauvres et qui n'agit pas en leur faveur, c'est prêcher un Dieu de mort, un Dieu mort. Quand les forces de mort sont libres de tuer, la réalité de Dieu n'est pas reconnue. Quand la vie d'autrui est méprisée ou cruellement écrasée, on installe des faux dieux. C'est cela l'idolâtrie (Exode 20, 2-6). Dans le Tiers monde le contraire de la foi n'est pas l'athéisme, c'est l'idolâtrie."...*

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



MERCI

Pour la troisième fois, le bulletin est agrafé par de jeunes handicapés. Qu'ils soient vivement remerciés du grand service qu'ils nous rendent.

A eux,
ainsi qu'à tous nos lec-
teurs, nous souhaitons une
bonne fête de Noël.



Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■ **UNIVERSITE DE FRIBOURG**
Un choix judicieux

En choisissant de remettre à Enrique Dussel un doctorat honoris causa, l'université de Fribourg a pris une décision heureuse. Ce théologien de quarante-sept ans, d'origine argentine, laïc, est en effet l'auteur d'une œuvre théologique remarquable, particulièrement dans le domaine de l'histoire. Une œuvre parfois contestée, mais pour quel théologien de valeur cela n'a-t-il jamais été le cas ?

■ **INITIATIVE 0,7**
Du pain sur la planche

Redisons-le, l'aide au développement est à la justice internationale ce que les soupes populaires étaient, au siècle dernier, à la situation des travailleurs écrasés de misère par la révolution industrielle. On ne saurait s'en passer tant qu'on n'a pas trouvé mieux, mais on ne saurait s'en contenter. On sait que, dans notre canton, une initiative a été lancée — et a abouti — pour que soit soumis au peuple le projet d'une aide qui atteindrait en dix ans quelque quarante millions. Le CETIM a organisé un débat contradictoire sur ce sujet. Cette soirée aura permis aux partisans, nombreux dans la salle, de mesurer l'importance des objections faites à cette initiative et, du même coup, l'ampleur du travail à accomplir pour convaincre les citoyens.

Notre commission est prête à répondre à toute demande de paroisses, de groupes — même petits — pour aider à la réflexion sur cette question. Des lecteurs de notre bulletin nous demandent souvent de quelle manière concrétiser leur aspiration à plus de justice internationale. La fait de rassembler quelques amis et connaissances sur ce thème, ne serait-ce pas une action à la portée de chacun ?